

| | |
|---------------------------------------|--|
| Numéro de soumission de la CCN | NG272 |
| Description du projet | Restauration des berges du lac Meech – Parc de la Gatineau |
| Visite des lieux | <p>Une visite de site NON OBLIGATOIRE aura lieu le mardi 5 août 2014 à 10h, heure d’Ottawa. Cette visite se tiendra au lac Meech, Chelsea QC au stationnement P13 près de la plage Blanchet.</p> <p>Tous les coûts engendrés par le soumissionnaire afin d’assister à la visite de site seront à ses frais. La CCN ne remboursera pas le soumissionnaire pour les dépenses associées à la visite de site.</p> <p>Pour confirmer votre présence à cette visite et pour avoir accès au lieu, veuillez communiquer avec Susan Fisher, par téléphone au numéro 613-239-5678 poste 5047 ou par courriel à susan.fisher@ncc-ccn.ca .</p> |
| Date et l’heure de fermeture | Le mardi 12 août 2014 à 15 h, heure d’Ottawa |

| | | |
|---|--|---|
| RETOURNER LES SOUMISSIONS À : DATE ET L'HEURE DE FERMETURE : | Commission de la capitale nationale 40, rue Elgin, 3 ^e étage, Centre de service Ottawa, ON K1P 1C7 Le 12 août 2014 à 15 h, heure d'Ottawa | Numéro de soumission de la CCN NG272 |
| | | Numéro du contrat de la CCN |

| |
|---|
| DESCRIPTION DES TRAVAUX : RESTAURATION DES BERGES DU LAC MEECH – PARC DE LA GATINEAU |
|---|

1. NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE
Nom : _____

Adresse : _____

N^o de téléphone : _____ **N^o de télécopieur :** _____

Adresse courriel: _____

2. OFFRE

Le soumissionnaire offre à la Commission de la capitale nationale (CCN), d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le montant de soumission total de (exprimée en chiffres seulement).

Total partiel \$ _____

TPS-TVQ 14.975% \$ _____

TOTAL \$ _____

3. PÉRIODE DE VALIDITÉ DE SOUMISSION

La soumission ne peut être retirée pour une période de 60 jours suivant la date de clôture de l'invitation.

4. DOCUMENTS DU CONTRAT

1. Les documents suivants constituent le contrat:

- (a) Formulaire de soumission et d'acceptation une fois signée par la CCN;
- (b) Formulaire de soumission et d'acceptation et tout Appendice s'y rattachant rempli en bonne et due forme;
- (c) Plans et devis;
- (d) Conditions générales (CG1 à CG10);
- (e) Conditions supplémentaires, le cas échéant;
- (f) Conditions d'assurance;
- (g) Exigences en matière de santé et de sécurité du travail;
- (h) Addenda;
- (i) Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
- (j) Toute modification incorporée d'un commun accord entre la CCN et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission;
- (k) Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux Conditions générales; et
- (l) Exigences de Sécurité.

2. La langue des documents du contrat sera celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

Numéro de soumission de la CCN NG272

Numéro du contrat de la CCN

5. APPENDICES

La soumission comprend l'appendice/les appendices n°(s) I et II au Formulaire de soumission et d'acceptation

6. ACCEPTATION ET CONTRAT

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par la CCN, un contrat exécutoire est formé entre la CCN et l'entrepreneur. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés à : 4 – *Documents du contrat*.

7. DURÉE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit débiter les travaux le 2 septembre 2014 et exécuter et compléter les travaux au plus tard le 31 octobre 2014.

8. TABLEAU DES PRIX UNITAIRES

Le soumissionnaire convient que

- (a) le tableau des prix unitaires désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix unitaires. Les travaux qui ne sont pas désignés au tableau des prix unitaires constituent la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix forfaitaire.
- (b) le prix unitaire ainsi que le prix estimatif total doivent être inscrits pour chaque article énuméré;
- (c) le prix unitaire tel que soumissionné sera déterminant dans le calcul du montant estimatif total, et toute erreur dans le calcul du prix estimatif total ou du montant estimatif total sera corrigé par la CCN en vue d'obtenir le montant estimatif total; et
- (d) le tableau suivant est le tableau des prix unitaires qui s'applique à la soumission et au contrat:

TABLEAU DES PRIX UNITAIRES

Note : Reportez le montant estimatif total du tableau des prix unitaires, au sous-alinéa 2. *Offre* de ce Formulaire de soumission et d'acceptation.

| Item | Description | UdM | Qté | Prix Unitaire | Montant |
|------|--|----------------|-----|----------------------|---------|
| 1 | Mobilisation, préparation de site | forfaitaire | 1 | | |
| 2 | Barrière de protection temporaire -détail G1 | m. lin. | 54 | | |
| 3 | Mesures de protection de l'environnement | forfaitaire | 1 | | |
| 4 | Démolition et enlèvements | forfaitaire | 1 | | |
| 5 | Nettoyage du gravier | forfaitaire | 1 | | |
| 6 | Hydro ensemencement with tapis anti-érosion (avec terre végétale) -détail B1 | m ² | 221 | | |
| 7 | Plantation de Vitus riparia | unitaire | 10 | | |
| 8 | Plantation d'arbustes de petit calibre (40cm ht.) -détail B4 et E1 | unitaire | 185 | | |
| 9 | Plantation d'arbustes de gros calibre (80cm ht.) -détail F3 | unitaire | 34 | | |
| 10 | Stabilisation de bas de talus - fagots -détail C1 | m. lin. | 31 | | |
| 11 | Stabilisation de bas de talus - pierre simple -détail C2 | m. lin. | 36 | | |
| 12 | Stabilisation de bas de talus - pierre double -détail C3 | m. lin. | 36 | | |
| 13 | Surface de mélange granitique (poussière de pierre) -détail F1 | forfaitaire | 1 | | |
| 14 | Pierre naturelle -détail F2 | unitaire | 2 | | |
| 15 | Marches de pierre -détail F4 | forfaitaire | 1 | | |
| 16 | Entretien et garantie des végétaux | forfaitaire | 1 | | |
| | | | | Total partiel | |

9. L'octroi de cette soumission sera basé sur le prix le plus bas pour la CCN incluant les taxes.

10. Nous accusons réception des addendas suivants et en avons tenu compte dans le calcul de notre prix du contrat:

_____ (le soumissionnaire est tenu d'insérer de numéro de l'addenda ainsi que la date d'émission, s'il y a lieu).

Numéro de soumission de la CCN NG272

Numéro du contrat de la CCN

11. GARANTIE DE SOUMISSION

1. Le soumissionnaire joint à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 *Exigences relatives à la garantie de soumission*.
2. Si la garantie donnée ne satisfait pas pleinement aux exigences mentionnées à l'article 1) aux présentes, la soumission sera rejetée.
3. Si un dépôt de garantie est donné comme garantie de soumission et que l'entrepreneur, suite à l'acceptation de sa soumission par la CCN, refuse de fournir la garantie contractuelle exigée à la CG9 *Garantie contractuelle*, le dépôt de garantie sera confisqué; toutefois, la CCN peut renoncer à ses droits de confisquer le dépôt de garantie, si cela est dans l'intérêt public.

Nous offrons par la présente de fournir à la CCN, aux termes et conditions énoncées dans les présentes, les travaux de constructions énumérés dans les présentes, et sur toute feuille ci-annexée au(x) prix indiqué(s).

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire
(en lettres moulées ou dactylographiées)

Signature

Date

Nous acceptons votre soumission de vendre à la CCN, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans les présentes, et aux annexes ci-jointes, les services de constructions énumérés dans les présentes, et sur toute feuille ci-annexée au(x) prix indiqué(s).

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom de la CCN
(en lettre moulées ou dactylographiées)

Signature

Date

FACTURATION

Envoyer la facture originale et 1 copie par la poste à :

Comptes Payables
Commission de la capitale nationale
40 rue Elgin, pièce 202
Ottawa, ON K1P 1C7

Ou par courriel à l'adresse suivante: payables@ncc-ccn.ca

Afin de vous assurer d'un règlement rapide, veuillez préparer votre facture selon les prix cotés. Des erreurs dans la facturation peuvent causer des retards de paiement. Nous vous prions de soumettre votre facture à l'adresse mentionnée ci-dessus et indiquer clairement le numéro de bon de commande.

| | |
|--|--------------------|
| FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION | APPENDICE I |
|--|--------------------|

- 1) Le soumissionnaire sous-traitera les parties des travaux énumérée dans la liste plus bas au sous-traitant désigné pour chaque partie. Il convient de ne pas apporter de changements à la liste de sous-traitants sans le consentement écrit de Représentant de la CCN. Il comprend que pour chaque partie, s'il nomme plus d'un sous-traitant, ou s'il ne nomme pas de sous-traitant, ou encore s'il n'indique pas que les travaux seront exécutés par sa propre main-d'œuvre lorsqu'il y a lieu, sa soumission sera rejetée.
- 2) Le soumissionnaire atteste que les soumissions pour les parties des travaux énumérées ci-dessous ont été reçues des sous-traitants indiqués :

EXIGENCES NON OBLIGATOIRES:

- (a) Tout autre travaux non-identifié

Type de travail: _____ Sous-traitant: _____

~~**EXIGENCES OBLIGATOIRES:** Les sous traitants exécutants la liste des travaux ci mentionné au bas, devront être identifiés. Par défaut de divulguer le nom du sous traitant pour tous travaux identifiés résultera à la disqualification de votre soumission.~~

- (a) ~~s/e~~

~~Sous traitant: _____~~

~~Address: _____~~

- (b) ~~s/e~~

~~Sous traitant: _____~~

~~Address: _____~~

- (c) ~~s/e~~

~~Sous traitant: _____~~

~~Address: _____~~

SUPPLIER – DIRECT PAYMENT AND TAX INFORMATION FORM
FOURNISSEUR – FORMULAIRE DE PAIEMENT DIRECT ET RENSEIGNEMENTS POUR FINS D'IMPÔT

PART 'A' – IDENTIFICATION / PARTIE 'A' - IDENTIFICATION

| | | | |
|--|--|--------------------------------|--|
| Legal name of entity or individual / Nom légal de l'entité ou du particulier | Operating name of entity or individual (if different from Legal Name) / Nom commercial de l'entité ou du particulier (s'il diffère du nom légal) | | |
| Former Public Servant in receipt of a PSSA Pension / Ancien fonctionnaire qui reçoit une pension en vertu de la LPFP | | | |
| | | | <input type="checkbox"/> Yes / Oui <input type="checkbox"/> No / Non |
| An entity, incorporated or sole proprietorship, which was created by a Former Public Servant in receipt of a PSSA pension or a partnership made of former public servants in receipt of PSSA pension or where the affected individual has a controlling or major interest in the entity. / Une entité, constituée en société ou à propriétaire unique, créée par un ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, ou un partenariat formé d'anciens fonctionnaires touchant une pension en vertu de la LPFP, ou les entités dans lesquelles ils détiennent le contrôle ou un intérêt majoritaire. | | | |
| | | | <input type="checkbox"/> Yes / Oui <input type="checkbox"/> No / Non |
| Address / Adresse | Telephone no. / No. de ☐elephone : | Fax no. / No. De télécopieur : | |
| Postal code / Code postal | () | () | |

PART 'B' – STATUS OF SUPPLIER / PARTIE 'B' – STATUT DU FOURNISSEUR

| | | | | |
|---|--|---|---|---|
| (1) Sole proprietor / Propriétaire unique <input type="checkbox"/> | If sole proprietor, provide / Si propriétaire unique, indiquez : | Last Name / Nom de famille | First name / Prénom | Initial / Initiale |
| (2) Partnership / Société de personnes <input type="checkbox"/> | SIN – mandatory for (1) & (2) / NAS – obligatoire pour (1) & (2) | Corporation / Société <input type="checkbox"/> | Business No. (BN) / No de l'entreprise (NE) | |
| GST/HST / TPS et de TVH | | QST / TVQ (Québec) | | |
| Number / Numéro : _____ | | Number / Numéro : _____ | | |
| Not registered / non inscrit <input type="checkbox"/> | | Not registered / non inscrit <input type="checkbox"/> | | |
| Type of contract / Genre de contrat | | | | |
| Contract for services only / Contrat de services seulement <input type="checkbox"/> | | Contract for mixed goods & services / Contrat de biens et services <input type="checkbox"/> | | Contract for goods only / Contrat de biens seulement <input type="checkbox"/> |
| Type of goods and/or services offered / Genre de biens et/ou services rendus : | | | | |

PART 'C' – FINANCIAL INSTITUTION / PARTIE 'C' – RENSEIGNEMENTS SUR L'INSTITUTION FINANCIÈRE

Please send a void cheque with this form / Veuillez, s.v.p., envoyer un spécimen de chèque avec ce formulaire

| | | |
|---|---|------------------------------|
| Branch number / No de la succursale | Institution no. / No de l'institution : | Account no. / No de compte : |
| Institution name / Nom de l'institution : | Address / Adresse : | |
| Postal Code / Code postal : | | |

PART 'D' – PAYMENT NOTIFICATION / PARTIE 'D' – AVIS DE PAIEMENT

E-mail address / Adresse courriel :

PART 'E' – CERTIFICATION / PARTIE 'E' – CERTIFICATION

| | | | |
|---|--|-----------|-------|
| I certify that I have examined the information provided above and it is correct and complete, and fully discloses the identification of this supplier. | Je déclare avoir examiné les renseignements susmentionnés et j'atteste qu'ils sont exacts et constituent une description complète, claire et véridique de l'identité de ce fournisseur. | | |
| Where the supplier identified on this form completes part C, he hereby requests and authorizes the National Capital Commission to directly deposit into the bank account identified in part C, all amounts payable to the supplier. | Lorsque le fournisseur indiqué sur ce formulaire remplit la partie C, par la présente il demande et autorise la Commission de la capitale nationale à déposer directement dans le compte bancaire indiqué à la partie C, tous les montants qui lui sont dus. | | |
| _____ | _____ | _____ | _____ |
| Name of authorized person / Nom de la personne autorisée | Title / Titre | Signature | Date |
| Telephone number of contact person / Numéro de téléphone de la personne ressource : () | | | |

IMPORTANT

Please fill in and return to the National Capital Commission with one of your business cheque unsigned and marked « VOID » (for verification purposes).

Veillez remplir ce formulaire et le retourner à la Commission de la capitale nationale avec un spécimen de chèque de votre entreprise non signé et portant la mention « ANNULÉ » (à des fins de vérification).

 Mail or fax to : Procurement Assistant, Procurement Services
 National Capital Commission
 202-40 Elgin Street
 Ottawa, ON K1P 1C7 Fax : (613) 239-5007

 Poster ou télécopier à : Assistant à l'approvisionnement
 Services de l'approvisionnement
 Commission de la capitale nationale
 40, rue Elgin, pièce 202
 Ottawa (Ontario) K1P 1C7 Télécopieur : (613) 239-5007

**SUPPLIER – DIRECT PAYMENT AND TAX
INFORMATION FORM**

**FOURNISSEUR – FORMULAIRE DE PAIEMENT DIRECT
ET RENSEIGNEMENTS AUX FINS D'IMPÔT**

Supplier Tax Information

Pursuant to paragraph 221(1) (d) of the Income Tax Act, NCC must declare form T-1204, contractual payments of government for services, all payments made to suppliers during the calendar year in accordance to related service contracts (including contracts for mixed goods and services).

The paragraph 237(1) of the Income Tax Act and the article 235 of the Income Tax Regulations require the supplier to provide all necessary information below to the organization who prepares the fiscal information forms.

Questions : Marcel Sanscartier, Manager, Accounts Payable and Receivable – (613) 239-5241.

Direct payment information

All amounts payable by NCC to the supplier will be deposited directly into the account you identified in part C. A NCC payment advice notice will also be sent to you by e-mail detailing the particularities of the payment.

Until we process your completed form, we will still pay you by check.

You must notify the NCC of any changes to your financial institution, branch or account number. You will then have to complete a new form.

The account you identified has to hold Canadian funds at a financial institution in Canada.

The advantages of direct payment

Direct payment is a convenient, dependable and timesaving way to receive your invoice payment. Direct payment is completely confidential.

There is less risk of direct payment being lost, stolen, or damaged as may happen with cheques.

Funds made by direct payment will be available in your bank account on the same day that we would have mailed your cheque.

Renseignements sur les fournisseurs aux fins d'impôt

En vertu de l'alinéa 221(1) (d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, la CCN est tenu de déclarer, à l'aide du formulaire T-1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, tous paiements versés aux fournisseurs pendant une année civile en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés à la fois de biens et de services).

Le paragraphe 237 (1) de la Loi de l'impôt sur le revenu et l'article 235 du Règlement de l'impôt sur le revenu obligent les fournisseurs à fournir toutes les informations demandées ci-dessous à l'organisme qui prépare les formulaires de renseignements fiscaux.

Questions : Marcel Sanscartier, Gestionnaire, comptes fournisseurs et comptes clients – (613) 239-5241.

Renseignements sur le paiement direct

Tous les montants versés par la CCN au fournisseur seront déposés directement dans le compte identifié à la partie C. Un avis de paiement de la CCN détaillant les particularités du paiement vous sera envoyé par courriel.

Nous continuerons à vous payer par chèque jusqu'à ce que nous ayons traité votre formulaire.

Vous devez aviser la CCN de tout changement d'institution financière, de succursale ou de numéro de compte. Vous devrez donc remplir un nouveau formulaire.

Le compte que vous désignez doit être un compte en monnaie canadienne, détenu dans une institution financière au Canada.

Avantages du paiement direct

Le paiement direct est une méthode pratique, fiable, qui permet de gagner du temps dans la réception de vos paiements de factures. Le paiement direct est entièrement confidentiel.

Avec les paiements direct, il y a moins de risques de perte, de vol ou de dommage, comme cela peut se produire dans le cas des chèques.

Les paiements effectués par paiement direct sont versés dans votre compte le jour même où nous aurions posté votre chèque.

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES

- IP01 DOCUMENTS DE SOUMISSION
- IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT LA DURÉE DE L'INVITATION
- IP03 VISITE **[OBLIGATOIRE]** DES LIEUX
- IP04 RÉVISIONS DES SOUMISSIONS
- IP05 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES
- IP06 NÉGOCIATIONS
- IP07 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS
- IP08 DOCUMENTS DE CONSTRUCTION
- IP09 OUVERTURE PUBLIQUE DES SOUMISSIONS

IP01 DOCUMENTS DE SOUMISSION

- 1) Les documents suivants constituent les documents de soumission:
 - (a) Formulaire de soumission et d'acceptation et tout appendice s'y rattachant
 - (b) Instructions particulières aux soumissionnaires;
 - (c) Instructions générales aux soumissionnaires..

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES

- 1) Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'agent principal des contrats, Nicole Galipeau soit par téléphone au 613-239-5678 ext. 5191, par télécopieur au 613-239-5007 ou par courrier électronique à nicole.galipeau@ncc-ccn.ca, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'invitation. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG15 des Instructions générales aux soumissionnaires, toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre
- 2) Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'agent principal des contrats examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
- 3) Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées **UNIQUEMENT** à l'agent principal des contrats dont le nom figure ci-dessus. À défaut de respecter cette condition, le soumissionnaire peut (pour cette seule raison) voir sa soumission rejetée.

IP03 VISITE **[OBLIGATOIRE] DES LIEUX**

- 1) Une visite de site **NON OBLIGATOIRE** aura lieu le xxxx, xxxx xxxx, 2014 à 10h, heure d'Ottawa. Cette visite se tiendra à Rideau Hall (Ottawa, Ontario) à l'extérieur de la barrière de l'avenue Princess. Tous les coûts engendrés par le soumissionnaire afin d'assister à la visite de site seront à ses frais. La CCN ne remboursera pas le soumissionnaire pour les dépenses associées à la visite de site.

Pour confirmer votre présence à cette visite et pour avoir accès au lieu, veuillez communiquer avec la Sécurité d'entreprise de la CCN au 613-239-5222 ou securityscreening@ncc-ccn.ca au moins 24 heures avant la visite des lieux.

Veillez noter que toutes les visites de sites sensibles (résidences officielles et colline parlementaire) devront être coordonnées et approuvées par la Sécurité d'entreprise de la CCN.

[La visite des lieux est OBLIGATOIRE pour ce projet. La signature du représentant du soumissionnaire sera requise sur le formulaire de présence, à défaut de quoi la soumission sera rejetée.]

IP04 RÉVISION DES SOUMISSIONS

- 1) Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'IG10 des Instructions générales aux soumissionnaires. Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le 613-239-5012. .

IP05 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

- 1) Après la date de clôture pour la réception des soumissions, on peut demander les résultats de l'appel d'offres en communiquant avec l'agent principal aux contrats, Nicole Galipeau, soit par téléphone au 613-239-5678 ext 5191, par télécopieur au: 613-239-5007 ou par courrier électronique à nicole.galipeau@ncc-ccn.ca.

IP06 NÉGOCIATIONS

- 1) Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par la CCN pour les travaux à exécuter pendant la phase de construction
 - a) de 15 % ou moins, la CCN pourra à sa seule discrétion décider d'appliquer l'une des mesures suivantes :
 - (i) annuler l'appel d'offres; ou
 - (ii) obtenir des fonds supplémentaires et, sous réserve des dispositions de l'IG11 et de l'IG09 des Instructions générales aux soumissionnaires, attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse; ou
 - (iii) réexaminer la portée des travaux en conséquence et négocier une réduction équivalente sur le prix offert auprès du soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse.
 - b) de plus de 15 %, la CCN pourra décider à sa seule discrétion d'appliquer l'une des mesures suivantes :
 - (i) annuler l'appel d'offres; ou
 - (ii) obtenir des fonds supplémentaires et, sous réserve des dispositions de l'IG11 et de l'IG09 des Instructions générales aux soumissionnaires, attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse; ou
 - (iii) réexaminer la portée des travaux en conséquence et inviter les soumissionnaires ayant présenté une soumission conforme lors de l'appel d'offres initial à soumissionner de nouveau.
- 2) Si la CCN décide d'entamer des négociations ou de lancer un nouvel appel d'offres, en application aux sous-alinéas 1) a) (iii) ou 1) b) (iii), les soumissionnaires devront recourir aux mêmes sous-traitants et fournisseurs que dans leur offre initiale.
- 3) Si la CCN choisit de négocier une réduction du prix offert, en application au sous-alinéa 1) a) (iii), et qu'elle n'arrive pas à une entente, la CCN pourra exercer l'une des options indiquées aux sous-alinéas 1) a) (i) ou 1) a) (ii).

IP07 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

- 1) La CCN se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la section 3 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit de la CCN, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
- 2) Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1) de l'IP07 est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, la CCN poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
- 3) Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1) de l'IP07 n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, la CCN pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b) annuler l'appel d'offres.
- 4) Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits de la CCN définis dans la loi ou en vertu de l'IG11 des Instructions générales aux soumissionnaires.

IG08 DOCUMENTS DE CONSTRUCTION

- 1) À l'attribution du contrat, un ensemble de documents de construction (plans et devis) sur papier, signés et scellés, sera fourni à l'entrepreneur retenu. Des ensembles supplémentaires peuvent être disponibles et seront fournis sans frais à la demande de l'entrepreneur. Il incombera à l'entrepreneur d'obtenir les autres exemplaires dont il peut avoir besoin et, le cas échéant, d'en assurer les coûts.

IG09 OUVERTURE PUBLIQUE DES SOUMISSIONS

Une ouverture publique des soumissions se tiendra le xxxx, xxxx 2010 après 15 h, heure d'Ottawa, au 40, rue Elgin, pièce 306, Ottawa (Ontario).

| | |
|------|---|
| IG01 | LA SOUMISSION |
| IG02 | IDENTITÉ OU CAPACITÉ CIVILE DU SOUMISSIONNAIRE |
| IG03 | TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES / TAXE DE VENTE HARMONISÉE |
| IG04 | TAXE DE VENTE DU QUÉBEC |
| IG05 | FRAIS D'IMMOBILISATION |
| IG06 | IMMATRICULATION ET ÉVALUATION PRÉALABLE DE L'OUTILLAGE FLOTTANT |
| IG07 | LISTE DESSOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS |
| IG08 | EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION |
| IG09 | LIVRAISON DES SOUMISSIONS |
| IG10 | RÉVISION DES SOUMISSIONS |
| IG11 | ACCEPTATION DE LA SOUMISSION |
| IG12 | NUMÉRO D'ENTREPRISE – APPROVISIONNEMENT |
| IG13 | BUREAU DES SOUMISSIONS DÉPOSÉES |
| IG14 | RESPECT DES LOIS APPLICABLES |
| IG15 | APPROBATION DES MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT |
| IG16 | ÉVALUATION DU RENDEMENT |

IG01 LA SOUMISSION

- 1) La soumission doit:
 - a) être présentée sur le Formulaire de soumission et d'acceptation obtenu par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) ou sur une reproduction claire et lisible de ce formulaire qui doit être identique à tous égards au Formulaire de soumission et d'acceptation obtenu par l'entremise du SEAOG;
 - b) doit être établie en fonction des documents de soumission énumérés aux Instructions particulières aux soumissionnaires;
 - c) doit être remplie correctement à tous égards;
 - d) être signée par un représentant dûment autorisé par le soumissionnaire; et
 - e) être accompagnée
 - (i) de la garantie de soumission précisée à l'IG08; et
 - (ii) de tout autre document précisé ailleurs dans les documents de soumission où il est stipulé que ledit document doit accompagner la soumission.
- 2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 6) de l'IG11, toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du Formulaire de soumission et d'acceptation ou toute condition ou restriction ajoutée à la soumission constituera une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres entrés sur le Formulaire de soumission et d'acceptation par le soumissionnaire doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent la soumission. Les initiales doivent être des paraphes originaux. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.
- 3) Les soumissions envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux Documents de soumission.

IG02 IDENTITÉ OU CAPACITÉ CIVILE DU SOUSSIONNAIRE

1) Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, le soumissionnaire qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution du contrat, fournir, à la demande de la CCN, une preuve satisfaisante de :

- a) ce pouvoir de signature;
- b) la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés à signer la présente soumission au nom de la compagnie constituée en personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

IG03 TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES / TAXE DE VENTE HARMONISÉE

1) La CCN est une société d'État assujettie à la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente de l'Ontario (TVO) et la taxe de vente du Québec (TVQ). Les tarifs proposés n'incluent pas la TPS ou la TVO/TVQ. Le soumissionnaire choisi devra indiquer séparément, sur toutes les factures ou demandes de paiement, les montants en taxe sur les produits et services (TPS), en taxe de vente de l'Ontario (TVO) et en taxe de vente du Québec (TVQ), dans la mesure où elles s'appliquent, que la CCN doit payer. Ces montants seront payés à l'entrepreneur choisi qui est tenu de verser les sommes correspondantes à l'Agence de revenu du Canada et aux gouvernements provinciaux respectifs.

En vertu de l'alinéa 221(1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, les paiements des sociétés d'État dans le cadre de contrats de services applicables (y compris les contrats comportant des biens et des services) doivent être déclarés sur un feuillet T1204. Pour respecter cette obligation, l'entrepreneur est tenu de fournir les renseignements suivants sur le formulaire Fournisseur – formulaire de paiement direct et renseignements pour fins d'impôt (voir Appendice 11).

En signant ce formulaire, l'entrepreneur atteste qu'il ou elle a examiné les renseignements fournis ci-haut, y compris la dénomination sociale, l'adresse et les numéros d'identification aux fins de l'impôt, c) ou d) selon le cas, que ces renseignements sont exacts et complets, et qu'ils permettent de l'identifier.

Ce formulaire de " Fournisseur – formulaire de paiement direct et renseignements pour fins d'impôt " doit être dûment rempli et retourné à la CCN avant que tout contrat ne soit accordé à votre entreprise (voir l'appendice 11).

IG04 TAXE DE VENTE DU QUÉBEC

1) Voir IG03.

IG05 FRAIS D'IMMOBILISATION

1) Pour l'application de la CG1.8 *Lois, permis et taxes*, seuls les droits ou les frais ayant trait directement au traitement et à l'émission de permis de construire doivent être inclus. Les soumissionnaires ne doivent pas inclure, dans le montant de leur soumission, les sommes correspondant à des droits spéciaux d'aménagement ou de réaménagement municipal qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à l'établissement des permis de construire.

IG06 IMMATRICULATION ET ÉVALUATION PRÉALABLE DE L'OUTILLAGE FLOTTANT

- 1) Les dragues ou autres outillages flottants qui seront utilisés dans l'exécution des travaux doivent être immatriculés au Canada. Dans le cas des dragues ou des autres outillages flottants non fabriqués au Canada, le soumissionnaire doit se faire délivrer, par Industrie Canada, un certificat d'évaluation s'il y a lieu, et joindre ce certificat à sa soumission. L'outillage ainsi évalué par Industrie Canada pourra être accepté dans le cadre de ce projet de dragage.

IG07 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS

- 1) Nonobstant toute liste de sous-traitants que le soumissionnaire devra être tenu de déposer dans le cadre de la soumission, le soumissionnaire qui déposera la soumission recevable la moins-disante devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les tranches des travaux énumérées dans ledit avis. Le non-respect de ces exigences pourrait donner lieu au rejet de la soumission.

IG08 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION

- 1) Le soumissionnaire doit inclure dans sa soumission une garantie de soumission sous la forme d'un cautionnement de soumission ou d'un dépôt de garantie. Ladite garantie doit représenter au moins 10 % du montant de la soumission taxes incluses.

Le montant maximum de la garantie de soumission requise est de 2 000 000 \$, quel que soit le montant de la soumission.

- 2) Le cautionnement de soumission doit être établi dans une forme approuvée, être dûment rempli, porter une ou des signatures originales et provenir d'une compagnie dont les cautionnements sont acceptés par la CCN au moment de la clôture des soumissions ou d'une compagnie désignée sur la liste affichée au site Web suivant :

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12027>

Le formulaire approuvé de cautionnement de soumission figure à la fin de la présente section.

- 3) Le dépôt de garantie doit être un original, dûment rempli et signé dans l'espace prévu, ce peut être :
 - a) une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste à l'ordre de la CCN; ou
 - b) des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada; ou
- 4) La lettre de change, la traite bancaire ou le mandat de poste visé(e) à l'alinéa 3)a) de l'IG08 doit être certifié(e) par ou tiré(e) sur :
 - a) une société ou une institution membre de l'Association canadienne des paiements; ou
 - b) une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti sans conditions par Sa Majesté du chef d'une province; ou
 - c) une société qui accepte les dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec jusqu'au maximum permis par la loi; ou

- d) une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont décrites de façon plus précise à l'alinéa 137(6) (b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*; ou
 - e) la Société canadienne des postes.
- 5) Si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste est certifié(e) par une institution ou une société autre qu'une banque à charte, elle/il doit être accompagné(e) d'une preuve, sous la forme d'une lettre ou d'une attestation estampillée sur la lettre de change, la traite bancaire ou le mandat de poste confirmant que ladite institution ou société appartient à au moins l'une des catégories mentionnées à l'alinéa 4) de l'IG08.
- 6) Au sens du présent article, une lettre de change est un ordre inconditionnel écrit, signé par le soumissionnaire, donné à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme à la CCN ou à l'ordre de cette dernière..
- 7) Les obligations visées au sous-alinéa 3) b) de l'IG08 doivent être fournies à leur valeur courante du marché à la date limite de réception des soumissions, et doivent être
- a) soit payables au porteur; ou
 - b) soit accompagnées d'un acte dûment exécuté de transfert des obligations à la CCN sous la forme prescrite par le Règlement concernant les obligations intérieures du Canada; ou
 - c) soit enregistrées quant au principal, ou quant au principal et intérêts à la fois au nom de la CCN conformément au Règlement concernant les obligations intérieures du Canada.
- 8) Une lettre de crédit de soutien irrévocable est acceptable par la CCN comme alternative à un dépôt de garantie et le montant doit être établi de la même façon qu'un dépôt de garantie mentionné ci-dessus.
- 9) Une lettre de crédit de soutien irrévocable mentionnée à l'alinéa 8) de l'IG08
- a) doit être un arrangement, quel qu'en soit le nom ou la description, en fonction duquel une institution financière (l'émetteur) agissant conformément aux instructions ou aux demandes d'un client (demandeur), ou en son nom propre, qui
 - (i) verse un paiement à la CCN, en tant que bénéficiaire;
 - (ii) accepte et paye les lettres de change tirées par la CCN;
 - (iii) autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et à payer de telles lettres de change; ou
 - (iv) autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les modalités de la lettre de crédit soient respectées;
 - b) précise la somme nominale qui peut être retirée;
 - c) précise sa date d'expiration;
 - d) prévoit le paiement à vue à la CCN à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par l'administrateur de contrat de la CCN identifié dans la lettre de crédit par son bureau;

- e) prévoit que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
 - f) prévoit son assujettissement aux Règles et usances (usages) uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires, révision de 2007, publication de la CCI no 600;
 - g) précise clairement leur nature irrévocable ou qui est jugée irrévocable en vertu de l'article 6 c) des Règles et usances (usages) uniformes (RUU) relatives aux crédits documentaires, révision de 2007, publication de la CCI no 600 et;
 - h) est émise ou confirmée, dans l'une ou l'autre des langues officielles, par une institution financière qui est membre de l'Association canadienne des paiements et qui est sur le papier en-tête de l'émetteur ou du confirmateur. La mise en page est laissée à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.
- 10) La garantie de soumission viendra à échéance ou sera retournée, dans des délais raisonnables, suivant :
- a) la date de fermeture des soumissions, pour un soumissionnaire dont la soumission est non-conforme; et
 - b) la révision administrative des soumissions, pour les soumissionnaires dont la soumission est conforme et classée du quatrième au dernier rang dans l'échelle de classement; et
 - c) l'octroi du contrat, pour les soumissionnaires dont la soumission est retenue et classée au deuxième et troisième rang dans l'échelle de classement; et
 - d) la réception de la garantie contractuelle, pour le soumissionnaire retenu; ou
 - e) l'annulation de l'invitation, pour tous les soumissionnaires.
- 11) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 10 de l'IG08 et à condition que trois (3) soumissions conformes ou plus aient été reçues, si une ou plusieurs des soumissions classées du troisième au premier rang sont retirées ou rejetées, pour quelques raisons que ce soit, la CCN se réserve le droit de retenir la garantie de la soumission conforme suivante afin de retenir la garantie de soumission d'au moins trois (3) soumissions valides et conformes.

IG09 LIVRAISON DES SOUSSIONS

- 1) Le formulaire de soumission et d'acceptation rempli en bonne et due forme et la garantie de soumission doivent être joints et cachetés dans l'enveloppe fournie par le soumissionnaire. L'enveloppe doit être adressée et soumise au bureau désigné sur la page frontispice du formulaire de soumission et d'acceptation pour la réception des soumissions.
- 2) Sauf indication contraire aux Instructions particulières aux soumissionnaires
 - a) la soumission doit être en dollars canadiens;
 - b) la protection de fluctuation du taux de change n'est pas offerte; et
 - c) toute demande de protection de fluctuation du taux de change ne sera pas considérée.
- 3) Avant de présenter sa soumission, le soumissionnaire doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe de retour :
 - a) numéro de soumission;

- b) le nom du soumissionnaire.
- 4) La livraison correcte de la soumission dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive du soumissionnaire. La soumission doit être reçue à la date et à l'heure prévue pour la fermeture de l'appel d'offres, ou avant. Les soumissions présentées en retard seront rejetées.

IG10 RÉVISION DES SOUSSIONS

- 1) Une soumission présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie (numéro pour envois par télécopieur seulement, 613-239-5012, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des soumissions au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des soumissions. Le document doit :
 - a) porter l'en-tête de lettre ou la signature du soumissionnaire;
 - b) pour le montant de soumission total, préciser clairement le montant de la révision en cours. Le total global de toutes les révisions présentées, y compris de celle en cours, doit être indiqué séparément;
 - c) pour la partie de la soumission à prix unitaires, préciser clairement la ou les révisions en cours au(x) prix unitaire(s) et le ou les articles auxquels s'applique chaque révision. Si une révision s'applique à un article particulier dont le prix a déjà été modifié, il faut alors indiquer séparément, en plus du montant de la révision en cours, le total global de toutes les révisions présentées, y compris de celle en cours, pour cet article.
- 2) Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure doit clairement porter la mention « CONFIRMATION SEULEMENT ».
- 3) Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, la ou les révisions irrecevables seulement devra/devront être rejetée(s). L'évaluation portera sur la soumission initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

IG11 ACCEPTATION DE LA SOUSSION

- 1) La CCN n'est tenue d'accepter aucune soumission, même la plus basse.
- 2) Sans limiter la portée générale de l'alinéa 1) de l'IG11, la CCN peut rejeter une soumission dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - a) Le soumissionnaire ou l'un de ses employés ou sous-traitants visé dans la soumission a été reconnu coupable en vertu de l'article 121 ("Fraudes envers le gouvernement" et "l'Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale"), 124 ("Achat ou vente d'une charge"), 380 ("Fraudes commise au détriment de Sa Majesté") ou 418 ("Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté") du Code criminel du Canada, ou en vertu de l'alinéa 80(1)d ("Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport"), au paragraphe 80(2) ("Fraude commise au détriment de Sa Majesté") ou à l'article 154.01 ("Fraude commise au détriment de Sa Majesté") de la Loi sur la gestion des finances publiques;
 - b) les privilèges permettant au soumissionnaire de présenter des soumissions ont été suspendus ou sont en voie de le devenir;
 - c) les privilèges permettant à tout employé ou sous-traitant visé dans la soumission de présenter des soumissions sont soumis à une suspension ou sont en voie de le devenir, ce qui rendrait l'employé

- ou le sous-traitant inadmissible à soumissionner pour les travaux ou pour à la tranche des travaux que le sous-traitant ou l'employé doit exécuter;
- d) dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec la CCN :
- (i) le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une durée prolongée;
 - (ii) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées à la satisfaction de la CCN à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant visé dans sa soumission;
 - (iii) la CCN a exercé ou est en voie d'exercer le recours contractuel lui permettant de retirer les travaux au soumissionnaire, à un sous-traitant ou à un employé visé dans la soumission; ou
 - (iv) la CCN détermine que le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres marchés est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.
- 3) Dans l'évaluation du rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats conformément au sous-alinéa 2)d)(iv) de l'IG11, la CCN peut tenir compte, notamment, des questions suivantes :
- a) la qualité de l'exécution des travaux du soumissionnaire;
 - b) les délais dans lesquels les travaux ont été achevés;
 - c) la gestion générale des travaux de l'entrepreneur et son incidence sur le niveau d'effort exigé de la part de la CCN et de ses représentants;
 - d) l'intégralité et l'efficacité du programme de sécurité de l'entrepreneur lors de l'exécution des travaux.
- 4) Sans limiter la portée générale des alinéas 1), 2) et 3) de l'IG11, la CCN peut rejeter toute soumission selon une évaluation défavorable des éléments suivants :
- a) le caractère suffisant du prix soumis pour permettre de réaliser les travaux, dans le cas des soumissions proposant des prix unitaires, quant à savoir si chaque élément de prix tient fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique;
 - b) la capacité du soumissionnaire à assurer la structure de gestion, le personnel compétent, l'expérience et l'équipement nécessaires pour exécuter les travaux avec compétence dans le cadre du contrat; et
 - c) le rendement du soumissionnaire dans le cadre d'autres contrats.
- 5) Dans les cas où une soumission devrait être rejetée conformément au alinéas 1), 2), 3) ou 4) de l'IG11, pour des motifs d'instincts de ceux exposés au sous-alinéa 2)b) de l'IG11, la CCN doit en informer le soumissionnaire et lui donner un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.
- 6) La CCN peut ignorer les vices de forme et les irrégularités mineures contenues dans les soumissions qu'il reçoit si elle détermine que les différences entre la soumission et les exigences énoncées dans les documents de soumission peuvent être corrigées ou ignorées sans qu'un préjudice ne soit causé aux autres soumissionnaires.

IG12 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT

- 1) Sans objet.

IG13 BUREAU DES SOUMISSIONS DÉPOSÉES

- 1) S'il est indiqué dans l'annonce d'invitation qu'il faut avoir recours à un Bureau des soumissions déposées, le soumissionnaire doit obtenir ses soumissions selon les règles et procédures du Bureau local des soumissions déposées.

IG14 RESPECT DES LOIS APPLICABLES

- 1) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations requises pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de la soumission et à l'établissement du contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
- 2) Aux fins de vérification des exigences mentionnées à l'alinéa 1) de l'IG14, le soumissionnaire doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
- 3) Le non-respect des exigences exprimées à l'alinéa 2) de l'IG14 donnera lieu au rejet de la soumission.

IG15 APPROBATION DES MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT

- 1) Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, la soumission doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période d'invitation, on pourra considérer des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des contrats reçoive par écrit des données techniques complètes au moins sept (7) jours avant la date fixée pour la clôture des soumissions. Si on approuve des matériaux de remplacement pour les besoins de la soumission, on publiera un addenda aux documents de soumission.

IG16 ÉVALUATION DU RENDEMENT

- 1) Les soumissionnaires doivent noter que la CCN évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des soumissions dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment. On trouvera le formulaire de rapport d'évaluation de l'entrepreneur à la fin de la présente section.

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Numéro de cautionnement _____

Montant _____ \$

SACHEZ PAR LES PRÉSENTES que _____ à titre de débiteur principal (ci-après le débiteur principal), et _____, à titre de caution (ci-après appelée la caution), s'obligent et obligent leurs héritiers, exécuteurs et ayants droit conjointement et solidairement, sous réserve des conditions énoncées aux présentes, envers la Commission de la capitale nationale, le créancier, (ci-après appelée la CCN), au paiement de la somme de _____ dollars (_____ \$) en monnaie légale du Canada.

SIGNÉ ET SCELLÉ le _____ jour de _____, _____. ATTENDU QUE le débiteur principal a présenté une soumission écrite à la CCN en date du _____ jour de _____, _____ pour : _____.

LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT SERA NUL ET NON AVENU :

- (a) si le débiteur principal, dans l'éventualité où sa soumission est acceptée dans le délai prescrit par la CCN ou, en l'absence d'un tel délai, dans les soixante (60) jours suivant la date de clôture de l'appel d'offres:
 - 1. signe, dans le délai prescrit par la CCN ou, en l'absence d'un tel délai, dans les quatorze (14) jours suivant la présentation pour signature des formulaires requis, tous les documents contractuels qu'il peut être tenu de signer aux termes de la soumission acceptée;
 - 2. fournit un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux d'une valeur nominale respective de 50% de la valeur du contrat, à la satisfaction de la CCN, ou toute autre garantie acceptable par la CCN;
- (b) si le débiteur principal verse à la CCN la différence entre le montant de sa soumission et le montant du contrat conclu par la CCN pour les travaux, les fournitures et les services visés par ladite soumission, dans le cas où la valeur de ce contrat est supérieure au montant de la soumission du débiteur principal;

dans le cas contraire, le présent cautionnement demeurera en vigueur.

POURVU TOUTEFOIS que la caution et le débiteur principal ne soient pas obligés envers la CCN pour une somme supérieure au montant prévu dans le présent cautionnement.

POURVU ÉGALEMENT que la caution ne fasse l'objet d'aucune poursuite ou action en justice, à moins que cette poursuite ou cette action ne soit intentée et signifiée à son siège social au Canada dans les douze (12) mois suivant la date du présent cautionnement.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, ont dûment signé et scellé le présent cautionnement à la date indiquée plus haut.

SIGNÉ, SCELLÉ ET DÉLIVRÉ, en présence de :

Débiteur principal _____

Témoins _____

Caution _____

Remarque : le cas échéant, apposer le seau de la compagnie.



**CONTRACTOR PERFORMANCE EVALUATION REPORT FORM
FORMULAIRE - RAPPORT D'ÉVALUATION DU RENDEMENT DE L'ENTREPRENEUR**

| | | | |
|---|---|---|---------------------------------------|
| Date | | Contract no. / No du contrat | |
| Description of work / Description des travaux | | | |
| Contractor's business name / Nom de l'entreprise de l'entrepreneur | | Contractor's site superintendent / Contremaître de l'entrepreneur | |
| Contractor's business address / Adresse de l'entreprise de l'entrepreneur | | | |
| NCC representative / Représentant de la CCN | | | |
| Name / Nom | | Telephone no. / N ^o . de téléphone | E-mail address / Adresse électronique |
| Contract information / Information sur le contrat | | | |
| Contract award amount / Montant du marché adjugé | | Contract award date / Date de l'adjudication du marché | |
| Final amount / Montant final | | Actual contract completion date / Date réelle d'achèvement du contrat | |
| Number of change orders / Nombre d'ordres de changement | | Final certificate date / Date du certificat final | |
| Quality of workmanship / Qualité des travaux exécutés | | | |
| <p>This is the rating of the quality of the workmanship. At final completion the quality of the materials and equipment incorporated in the work must meet the requirements set out in the plans and specifications.</p> <p>Il s'agit de l'évaluation de la qualité des travaux exécutés. À l'achèvement des travaux, la qualité des matériaux et de l'équipement doit satisfaire les exigences établies dans les plans et devis.</p> | Unacceptable / Inacceptable | 0 – 5 | <input type="text"/> |
| | Not satisfactory / Non-satisfaisant | 6 – 10 | |
| | Satisfactory / Satisfaisant | 11 – 16 | |
| | Superior / Supérieur | 17 – 20 | |
| Time / Délai d'exécution | | | |
| <p>This is the rating of the timeliness of completion considering the actual completion date compared with the original (or amended) contract completion date and allowing for conditions beyond the control of the contractor.</p> <p>Il s'agit de l'évaluation du délai d'exécution des travaux en prenant en considération la date actuelle d'achèvement des travaux par rapport à la date originale (ou modifiée) et en tenant compte des conditions indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.</p> | Unacceptable / Inacceptable | 0 – 5 | <input type="text"/> |
| | Late / En retard | 6 – 10 | |
| | On time / À temps | 11 – 16 | |
| | Ahead of schedule / En avance sur le calendrier | 17 – 20 | |
| Project management / Gestion de projet | | | |
| <p>This is the rating of how the project, as described in the drawings and specifications, was managed including co-ordination, quality control, effective schedule development and implementation.</p> <p>Voici l'évaluation de la façon dont le projet décrit dans les documents contractuels a été géré, y compris la coordination, le contrôle de la qualité, l'élaboration d'un calendrier efficace et la mise en œuvre.</p> | Unacceptable / Inacceptable | 0 – 5 | <input type="text"/> |
| | Not satisfactory / Non-satisfaisant | 6 – 10 | |
| | Satisfactory / Satisfaisant | 11 – 16 | |
| | Superior / Supérieur | 17 – 20 | |
| | | Criteria not applicable / Critère non-applicable | <input type="checkbox"/> N/A / S/O |
| Contract management / Gestion de contrat | | | |
| <p>This is the rating of how the contract was administered in accordance with the provisions expressed in the "front end" portion of the documents.</p> <p>Voici l'évaluation de la façon dont le contrat a été administré conformément aux dispositions comprises dans la partie « prioritaire » des documents.</p> | Unacceptable / Inacceptable | 0 – 5 | <input type="text"/> |
| | Not satisfactory / Non-satisfaisant | 6 – 10 | |
| | Satisfactory / Satisfaisant | 11 – 16 | |
| | Superior / Satisfaisant | 17 – 20 | |
| | | Criteria not applicable / Critère non-applicable | <input type="checkbox"/> N/A / S/O |
| Health and safety / Santé et sécurité | | | |
| <p>This is the rating of the effectiveness of how the occupational health and safety provisions (whether identified in the contract or those of provincial legislation or those otherwise applicable) were managed and administered.</p> <p>Voici l'évaluation de l'efficacité avec laquelle les dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail (dans le contrat, dans les règlements provinciaux ou dans tout autre document) ont été gérées et administrées.</p> | Unacceptable / Inacceptable | 0 – 5 | <input type="text"/> |
| | Not satisfactory / Non-satisfaisant | 6 – 10 | |
| | Satisfactory / Satisfaisant | 11 – 16 | |
| | Superior / Satisfaisant | 17 – 20 | |
| | | Criteria not applicable / Critère non-applicable | <input type="checkbox"/> N/A / S/O |
| Total points / Pointage total | | | /100 |
| Comments / Commentaires | | | |
| Name / Nom | | Title / Titre | Signature |
| | | | Date |

INSTRUCTIONS AND ADDITIONAL INFORMATION (Contractor Performance Evaluation Report)
INSTRUCTIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES (Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur)

QUALITY OF WORKMANSHIP – QUALITÉ DES TRAVAUX EXÉCUTÉS

The NCC representative is to consider how the workmanship compares with:

- the norms in the area in which the work was carried out
- the contractor's compliance with any quality provisions outlined in the drawings and specification
- the quality of workmanship provided by other contractors on similar projects in the same facility/facilities

Le représentant de la CCN doit évaluer la qualité de l'exécution en fonction de ce qui suit :

- le respect des normes s'appliquant aux travaux réalisés
- la conformité de l'entrepreneur aux exigences de qualité comprises dans les dessins et dans les devis
- la qualité de l'exécution des travaux accomplis par d'autres entrepreneurs dans le cadre de projets similaires réalisés dans la même installation ou dans des installations semblables.

TIME / DÉLAIS D'EXÉCUTION

For the purpose of evaluation the contractor's time performance, consideration must be given to conditions beyond the contractor's control including NCC / Consultant / Client performance.

Afin d'évaluer le rendement de l'entrepreneur en matière de délai d'exécution, on doit prendre en considération les conditions indépendantes de la volonté de l'entrepreneur, y compris le rendement de la CCN, de l'expert-conseil et du client.

Consider conditions beyond the contractor's control, e.g.,

Prendre en considération les conditions indépendantes de la volonté de l'entrepreneur, par exemple :

- availability of, and access to the site
- changes in soil or site conditions
- weather extremes
- strikes
- material / equipment supply problems originating from manufacturers/suppliers
- quality of plans and specifications
- major change(s) in scope
- cumulative effect of changes
- was the NCC able to meet its obligations?
- timely decisions, clarifications, approvals, payments in due time
- delays caused by other contractors in the same facility

- disponibilité du chantier et accès au chantier
- modifications des conditions du sol ou du chantier
- température
- grèves
- problèmes d'approvisionnement en matériel et en équipement provenant des manufacturiers/fournisseurs
- qualité des plan et devis
- modifications importantes à l'étendue des travaux
- effets cumulatifs des modifications
- la CCN a-t-elle été capable de remplir ses obligations?
- décisions, clarifications, approbations, paiements en temps opportun
- les retards occasionnés par d'autres entrepreneurs travaillant dans la même installation.

The NCC representative's estimate of a reasonable maximum time allowance resulting from conditions beyond the contractor's control is

L'estimation, par le représentant de la CCN, du temps maximum alloué pour les conditions indépendantes de la volonté de l'entrepreneur est



The period of delay attributable to the contractor is

La période de retard attribuable à l'entrepreneur est



Did the contractor make an effective effort / Est-ce que l'entrepreneur s'est efforcé :

- to meet the schedule / de respecter l'échéancier des travaux
- to clean up deficiencies in a reasonable time / de corriger les vices dans un délai raisonnable

| | | | | |
|---|--------------------------|------------|--------------------------|-----------|
| ▶ | <input type="checkbox"/> | Yes Oui | <input type="checkbox"/> | No Non |
| ▶ | <input type="checkbox"/> | Yes Oui | <input type="checkbox"/> | No Non |

Have you recommended assessments and damages for late completion under the contract?
 Avez-vous recommandé des dédommagements pour retard d'exécution aux termes du marché?

| | | | | |
|---|--------------------------|------------|--------------------------|-----------|
| ▶ | <input type="checkbox"/> | Yes Oui | <input type="checkbox"/> | No Non |
|---|--------------------------|------------|--------------------------|-----------|

PROJECT MANAGEMENT / GESTION DU PROJET

The extent to which the contractor takes charge of and effectively manages the work has a direct effect on the inputs required of the NCC.

La mesure dans laquelle l'entrepreneur assume efficacement la gestion des travaux a une incidence directe sur les services qu'on attend de la CCN.

Consideration should be given to: Did the contractor

Il faut examiner si l'entrepreneur a :

- employ a knowledgeable site superintendent
- required additional input from the NCC staff above that which is normal for a project of similar size and nature
- promptly commence the work
- provide realistic schedules and updates in accordance with the terms of the contract
- provide a comprehensive work plan and adhere to its milestones
- order material promptly and in such a way as to expedite the progress of the work
- provide shop drawings promptly and were they of sufficient detail

- fait appel aux services d'un surintendant de chantier expérimenté
- demandé au personnel de la CCN une plus grande contribution que ce qui est normal pour un projet de cette importance et de cette nature
- commencé les travaux dans les plus brefs délais
- fourni un calendrier réaliste et des mises à jour conformément aux modalités du contrat
- présenté un plan de travail complet et a respecté les échéances
- commandé le matériel rapidement et de façon à accélérer l'avancement des travaux.
- fourni rapidement des dessins d'atelier comprenant suffisamment de détails

PROJECT MANAGEMENT (cont'd) / GESTION DU PROJET (suite)

- effectively manage and complete all Division 1 work site activities
 - promptly provide reasonable quotations for changes to the original scope of work
 - cooperate when issued directions by the NCC representative
 - interpret the contract documents accurately
 - establish effective quality control procedures
 - effectively coordinate and manage the work of its subcontractors
 - promptly correct defective work as the project progressed
 - promptly clean-up all deficiencies and incomplete work after issuance of the Interim Certificate of Completion
 - satisfactorily clean the work site periodically and at the completion of the project
- géré et achevé efficacement toutes les activités sur le chantier de la Division 1
 - proposé rapidement des prix raisonnables pour les modifications à l'énoncé des travaux initial
 - accepté les directives du représentant de la CCN
 - interprété les documents contractuels avec exactitude
 - mis en place des procédures de contrôle de la qualité efficaces
 - coordonné et géré efficacement les travaux confiés à des sous-traitants
 - corrigé promptement le travail défectueux en cours de projet
 - corrigé rapidement les travaux non acceptables et terminé les travaux incomplets après réception du certificat provisoire d'achèvement
 - nettoy  de façon satisfaisante le chantier p riodiquement ainsi qu'à la fin du projet.

CONTRACT MANAGEMENT / GESTION DU CONTRAT

The effectiveness of the contractor to administer the contract in accordance with the provisions expressed in the "front end" portion of the contract documents.

Consideration should be given to: Did the contractor

- in the time frame specified, provide its contract security, Insurance Certificate fully executed and WSIB form where applicable
- submit progress claims in the correct format, accurately representing the work successfully completed and material delivered to the site but not yet installed for each payment period
- submit a Statutory Declaration correctly completed with each progress claim
- submit an updated Schedule if so specified
- pay subcontractors and suppliers in a timely fashion in accordance with the terms and conditions of its subcontracts
- promptly appoint a competent site superintendent
- notify the NCC representative of all its subcontracting activities
- apply for, obtain and pay for all necessary permits, licenses and certificates
- cooperate with other contractors sent onto the site of the work
- remove a superintendent or unsuitable worker when requested by the NCC representative to do so
- effectively protect the work and the contract documents provided by the NCC
- comply with all warranty provisions up to the date of the Contractor Performance Evaluation Report Form (CPERF)
- effectively manage the site during a suspension or termination of the work to mitigate any additional costs to the NCC
- deal promptly with any claims from creditors
- maintain complete records of the project
- provide information promptly when requested to do so
- expedite and co-operate in the settlement of all disputes

Efficacité avec laquelle l'entrepreneur a administré le contrat conformément aux dispositions continues dans la partie « prioritaire » des documents contractuels.

Il faut examiner si l'entrepreneur a :

- fourni, dans le délai prescrit, une garantie contractuelle, un certificat d'assurance dûment signés et le formulaire de la CSST, le cas échéant
- présenté des réclamations périodiques dans le bon format, en décrivant avec précision les travaux exécutés et le matériel livré sur le chantier mais non encore installé, pour chaque période de paiement
- présenté une déclaration solennelle correctement remplie avec chaque réclamation périodique
- fourni un calendrier à jour, sur demande
- payé rapidement les sous-traitants et les fournisseurs conformément aux conditions des contrats de sous-traitance
- désigné dans les plus brefs délais un surintendant de chantier qualifié
- tenu au courant le représentant de la CCN de toutes les activités de sous-traitance
- demandé, obtenu et payé tous les permis, licences et certificats nécessaires
- collaboré avec les autres entrepreneurs envoyés sur le lieu des travaux
- remplacé un surintendant ou un travailleur inapte à la demande du représentant de la CCN
- protégé efficacement les travaux et les documents relativement aux travaux et au contrat fournis par la CCN
- respecté toutes les dispositions de garantie jusqu'à la date du Formulaire Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (FRERE)
- géré efficacement le chantier pendant une suspension des travaux ou lors de leur achèvement, afin de limiter tout côté supplémentaire pour la CCN
- traité dans les plus brefs délais les demandes de paiement des créanciers
- tenu des dossiers complets sur le projet
- fourni promptement les renseignements demand s
- acc l re et coop re dans le règlement des différends

HEALTH AND SAFETY / SANTÉ ET SÉCURITÉ

The effectiveness to which the contractor managed and administered the occupational health and safety provisions as stipulated in the contract documents and those required by provincial legislation or those that would otherwise be applicable to the site of the work.

Consideration should be given to: Did the contractor

- provide the NCC with a copy of its health and safety program prior to award of contract
- provide the NCC with a copy of its site specific hazardous assessment prior to award of contract
- apply for and obtain the provincial Notice of Project prior to commencement of the work
- apply for and obtain the Building Permit prior to commencement of the work
- provide a competent superintendent who
 - is qualified in health and safety matters because of her/his knowledge, training and experience
 - is familiar with the OH&S Act and its Regulations that apply to the site of the work
 - remedies any potential or actual danger of health and safety to those employed at the work site
- respond in a timely manner to any non-compliance safety issues noted by the NCC or a representative of the authority having jurisdiction
- implement its safety program in a proactive manner

Efficacité avec laquelle l'entrepreneur a géré et administré les dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail telles que stipulées dans les documents contractuels et dans les règlements provinciaux ou ceux s'appliquant normalement au lieu des travaux.

Il faut examiner si l'entrepreneur a :

- fourni à la CCN une copie de son programme en matière de santé et de sécurité avant l'octroi du contrat
- fourni à la CCN une copie de son évaluation des dangers pouvant survenir sur les lieux avant l'octroi du contrat
- demandé et obtenu l'avis de projet provincial avant le début des travaux
- demandé et obtenu le permis de construction avant le début des travaux
- engagé un surintendant qui :
 - est qualifié en matière de santé et de sécurité de par ses connaissances, sa formation et son expérience
 - connaît bien les dispositions de la Loi sur la santé et la sécurité au travail et de son règlement qui s'applique sur le lieu des travaux
 - remédie à tout danger possible ou réel en matière de santé et de sécurité pouvant toucher toutes les personnes travaillant sur le lieu des travaux
- traité rapidement tous les problèmes de non-conformité à la sécurité relevés par la CCN ou par un représentant de l'autorité qui a juridiction
- mis en œuvre son programme de sécurité de façon proactive

| | |
|---------|---|
| CG1.1 | INTERPRÉTATION |
| CG1.1.1 | En-têtes et références |
| CG1.1.2 | Terminologie |
| CG1.1.3 | Application de certaines dispositions |
| CG1.1.4 | Achèvement substantiel |
| CG1.1.5 | Achèvement |
| CG1.2 | DOCUMENTS CONTRACTUELS |
| CG1.2.1 | Généralités |
| CG1.2.2 | Ordre de priorité |
| CG1.2.3 | Sécurité et protection des travaux et des documents |
| CG1.3 | STATUT DE L'ENTREPRENEUR |
| CG1.4 | DROITS ET RECOURS |
| CG1.5 | RIGUEUR DES DÉLAIS |
| CG1.6 | INDEMNISATION PAR L'ENTREPRENEUR |
| CG1.7 | INDEMNISATION PAR LA CCN |
| CG1.8 | LOIS, PERMIS ET TAXES |
| CG1.9 | INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS |
| CG1.10 | SÉCURITÉ NATIONALE |
| CG1.11 | TRAVAILLEURS INAPTES |
| CG1.12 | CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET ENSEIGNES |
| CG1.13 | CONFLIT D'INTÉRÊTS |
| CG1.14 | CONVENTIONS ET MODIFICATIONS |
| CG1.15 | SUCCESSION |
| CG1.16 | CESSION |
| CG1.17 | POTS-DE-VIN |
| CG1.18 | ATTESTATION – HONORAIRES CONDITIONNELS |
| CG1.19 | SANCTIONS INTERNATIONALES |

CG1.1 INTERPRÉTATION

CG1.1.1 En-têtes et références

- 1) Les en-têtes des documents contractuels, sauf ceux des dessins et des devis, ne font pas partie du contrat; ils sont reproduits pour en faciliter la consultation seulement.
- 2) Les renvois à des parties du contrat à l'aide de chiffres précédés de lettres correspondent aux parties du contrat désignées par cette combinaison de chiffres et de lettres et à toutes les autres parties du contrat visées par ces renvois.
- 3) Un renvoi à un alinéa ou à un sous-alinéa suivi d'un chiffre, d'une lettre ou d'une combinaison de chiffres et de lettres constitue, sauf indication contraire, un renvoi à l'alinéa ou au sous-alinéa faisant partie de la clause dans laquelle ce renvoi est noté.

CG1.1.2 Terminologie

- 1) Dans le contrat :

« CCN » signifie la Commission de la capitale nationale;

« certificat d'achèvement » signifie le certificat délivré par la CCN à la fin des travaux;

« certificat d'achèvement substantiel » signifie le certificat délivré par la CCN lorsque les travaux sont substantiellement achevés;

« certificat de mesure » signifie le certificat délivré par la CCN pour confirmer l'exactitude des quantités finales, des prix unitaires et des valeurs pour la main-d'œuvre, les installations et les matériaux fournis et utilisés par l'entrepreneur pour la construction de la partie de l'ouvrage à laquelle se rapporte une entente à prix unitaire;

« Conditions supplémentaires » signifient la partie du contrat modifiant ou complétant les Conditions générales;

« contrat » signifie les documents mentionnés dans ce contrat et tous les autres documents précisés ou visés dans l'un quelconque des documents faisant partie du contrat, et inclut les modifications apportées audits documents par convention des parties;

« dans les présentes », « par les présentes », « des présentes », « en vertu des présentes » et les expressions comparables désignent l'ensemble du contrat, et non une section ou une partie du contrat en particulier;

« entente à prix forfait » signifie la partie du contrat prescrivant le versement d'un forfait pour l'exécution des travaux correspondants »;

« entente à prix unitaire » signifie la partie du contrat prescrivant le produit de la multiplication d'un prix par unité de mesure par le nombre d'unités de mesure pour l'exécution des travaux correspondants;

« entrepreneur » signifie la personne qui passe un contrat avec la CCN pour fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'outillage permettant d'exécuter les travaux en vertu de ce contrat, y compris le surintendant de l'entrepreneur identifié par écrit à la CCN;

« fournisseur » signifie la personne ayant un contrat direct avec l'entrepreneur pour fournir l'outillage ou les matériaux non personnalisés pour les travaux;

« garantie du contrat » signifie toute garantie donnée à la CCN par l'entrepreneur conformément au contrat;

« jour ouvrable » signifie une journée distincte du samedi, du dimanche ou d'un jour férié observé dans le secteur du bâtiment, dans la région où se déroulent les travaux.

« matériaux » comprend toutes les marchandises, articles, machinerie, équipement, appareils et choses à être fournis en vertu du contrat, pour être incorporés aux travaux;

« montant du contrat » signifie le montant indiqué dans le contrat et à verser à l'entrepreneur pour les travaux, sous réserve des modalités et des conditions du contrat;

« outillage » comprend les outils, instruments, machines, véhicules, constructions, équipements, articles et choses qui sont nécessaires à l'exécution des travaux, autres que les matériaux et les outils habituellement fournis par une personne de métier dans l'exercice d'un métier;

« personne » comprend également, sauf lorsque le contrat stipule le contraire, une corporation, une compagnie, une entreprise, une firme, une co-entreprise, un consortium ou une société;

« renseignements et biens délicats » signifie des renseignements ou des biens que la CCN a déterminé TRÈS SECRETS, SECRETS, CONFIDENTIELS OU PROTÉGÉS;

« représentant de la CCN » signifie la personne désignée dans le contrat ou dans un avis écrit signifié à l'entrepreneur comme représentant la CCN pour l'application de ce contrat, y compris toute personne dont le nom est transmis à l'entrepreneur et qui est autorisée par écrit par le représentant de la CCN;¹

« sous-traitant » signifie une personne ayant un contrat direct avec l'entrepreneur, conformément à la CG3.6 *Sous-traitance*, pour exécuter une ou des partie(s) des travaux ou pour fournir des matériaux personnalisés pour les travaux;

« surintendant » signifie l'employé ou le représentant de l'entrepreneur désigné par ce dernier pour exercer les fonctions décrites dans la CG2.6 *Surintendant*;

« tableau des prix unitaires » signifie le tableau des prix figurant dans le contrat;

« travaux » signifient, sous réserve de toute disposition contraire dans le contrat, tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour exécuter le contrat, conformément aux documents contractuels.

« vérification de sécurité » est un terme générique qui désigne tous les types et les niveaux de vérifications de sécurité du personnel effectuées par la CCN, y compris la cote de fiabilité, l'autorisation d'accès aux emplacements, et les attestations de sécurité de niveau confidentiel, secret et très secret.

CG1.1.3 Application de certaines dispositions

- 1) Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à prix unitaire exclusivement ne s'appliquent pas à toute partie des travaux à laquelle s'applique une entente à forfait.
- 2) Toutes les dispositions du contrat qui s'appliquent expressément à une entente à forfait ne s'appliquent pas à toute partie des travaux à laquelle s'applique une entente à prix unitaire.

CG1.1.4 Achèvement substantiel

- 1) Les travaux sont substantiellement achevés lorsqu'on jugera qu'ils sont suffisamment achevés
 - a) lorsque, suite aux inspections et essais réalisés, une partie substantielle ou la totalité des travaux visés par le contrat est, de l'avis de la CCN, prête à être utilisée par la CCN ou est utilisée aux fins prévues;
 - b) lorsque les travaux qui restent à effectuer en vertu du contrat peuvent, de l'avis de la CCN, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant pas
 - (i) 3 % des premiers 500 000 \$;
 - (ii) 2 % des prochains 500 000 \$; et
 - (iii) 1 % du restedu montant du contrat au moment du calcul de ce coût.
- 2) Lorsque les travaux ou une partie considérable des travaux sont prêts à être utilisés aux fins prévues;

- a) et que le reste ou une partie des travaux ne peut être achevée dans les délais précisés dans le contrat ou dans une version modifiée conformément à la CG6.5 *Retards et prolongation de délai*, pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou
- b) que la CCN et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer les travaux dans les délais précisés;

le coût de la partie des travaux qui n'a pas été complétée en raison de circonstances indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou que la CCN et l'entrepreneur ont convenu de ne pas terminer dans les délais précisés est déduit du montant du contrat mentionné au sous-alinéa 1)b) de la CG1.1.4 et ledit coût ne fait pas partie du coût des travaux restants à effectuer aux fins de la détermination de l'achèvement substantiel.

CG1.1.5 Achèvement

- 1) Les travaux sont réputés avoir été achevés lorsque l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires ont été utilisés ou fournis et que l'entrepreneur a respecté le contrat, de même que tous les ordres et toutes les directives donnés à cet égard, à la satisfaction de la CCN.

CG1.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

CG1.2.1 Généralités

- 1) Les documents contractuels sont complémentaires et les exigences de l'un quelconque de ces documents ont le même caractère obligatoire que si elles étaient indiquées dans tous les documents.
- 2) Dans les documents contractuels, le singulier s'entend également du pluriel lorsque le contexte l'exige.
- 3) Nulle disposition des documents contractuels n'aura pour effet de créer une relation contractuelle entre la CCN et un sous-traitant ou un fournisseur, leurs sous-traitants ou leurs fournisseurs, ou leurs mandataires ou employés.

CG1.2.2 Ordre de priorité

- 1) En cas de divergence ou de contradiction dans les documents suivants, leur prépondérance est établie selon l'ordre ci-après :
 - a) toute modification ou variante des documents contractuels apportée conformément aux Conditions générales;
 - b) toutes les modifications émises avant la date de clôture;
 - c) les Conditions supplémentaires;
 - d) les Conditions générales;
 - e) le Formulaire de soumission et d'acceptation rempli en bonne et due forme lorsqu'il est accepté;
 - f) les dessins et devis;

les dates ultérieures déterminent la priorité des documents dans chacune des catégories de documents ci-dessus.

- 2) En cas de divergence ou de contradiction dans l'information reproduite dans les dessins et devis, les règles suivantes s'appliquent:

- a) les devis l'emportent sur les dessins;
- b) les dimensions exprimées en chiffres sur un dessin, lorsque celles-ci diffèrent des dimensions à l'échelle sur le même dessin, l'emportent sur ces dernières;
- c) les dessins à grande échelle l'emportent sur les dessins à petite échelle.

CG1.2.3 Sécurité et protection des travaux et des documents

- 1) L'entrepreneur devra garder et protéger tous les renseignements délicats relatifs au contrat (très secret, secret, confidentiel et protégé), y compris les documents imprimés ou sur support numérique, les dessins, l'information, les maquettes, les copies, les systèmes de traitement, qu'ils soient fournis par la CCN ou par lui-même, contre toute perte ou dommage de quelque nature que ce soit.
- 2) L'entrepreneur restreindra l'accès aux renseignements délicats de la CCN aux seules personnes qui ont besoin d'en prendre connaissance et qui ont fait l'objet d'une vérification de sécurité, et dont le niveau d'attestation correspond au moins au caractère délicat des renseignements.
- 3) L'entrepreneur devra s'assurer que tous les renseignements relatifs au contrat énumérés à l'alinéa 1) soient gardés et protégés par tout sous-traitant, agent ou fournisseur, et d'en restreindre l'accès aux seules personnes qui ont besoin d'en prendre connaissance et qui ont fait l'objet d'une vérification de sécurité, et dont le niveau d'attestation correspond au moins au caractère délicat des renseignements.
- 4) L'entrepreneur traitera comme confidentiels tous les renseignements relatifs aux travaux qui lui sont fournis par la CCN ou en son nom, de même que tous les renseignements qu'il recueillera dans le cadre de l'exécution des travaux, et ne divulguera ces renseignements à quiconque sauf avec la permission écrite de la CCN. L'entrepreneur peut toutefois divulguer des renseignements à un sous-traitant, conformément aux conditions du contrat, si lesdits renseignements sont nécessaires à l'exécution d'un contrat de sous-traitance. Le présent article ne s'applique pas aux renseignements :
 - (a) accessibles au public d'une source autre que l'entrepreneur;
 - (b) dont l'entrepreneur dispose déjà ou dont il prend connaissance d'une source autre que la CCN, sauf d'une source réputée par l'entrepreneur être liée à la CCN par une clause de non divulgation.
- 5) Lorsque le contrat, les travaux ou tous les renseignements visés à l'alinéa 4) sont désignés par la CCN comme TRÈS SECRETS, SECRETS, CONFIDENTIELS OU PROTÉGÉS, l'entrepreneur devra, en tout temps, prendre toutes les mesures raisonnables pour protéger ces documents, y compris toute mesure pouvant être énoncée ailleurs dans le contrat ou exigée, si besoin est, par écrit par la CCN.
- 6) Sans limiter la portée générale des alinéas 4) et 5) de la CG1.2.3, lorsque le contrat, les travaux ou tous les renseignements visés à l'alinéa 4) sont désignés par la CCN comme TRÈS SECRETS, SECRETS, CONFIDENTIELS OU PROTÉGÉS, la CCN a le droit d'inspecter les locaux de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ou fournisseurs, de même que ceux de qui que ce soit d'autre à tous les niveaux, pour des raisons de sécurité n'importe quand pendant la durée du contrat; l'entrepreneur devra respecter toutes les instructions écrites délivrées par la CCN, y compris lorsque des employés de l'entrepreneur et de ses sous-traitants et fournisseurs et de qui que ce soit d'autre, à tous les niveaux, doivent signer et passer des déclarations se rapportant à des enquêtes de sûreté, à des cotes de sécurité et à d'autres procédures.
- 7) L'entrepreneur devra signaler à la CCN tout incident de sécurité, réel ou présumé, impliquant la perte ou tout dommage de quelque nature que ce soit aux biens ou aux renseignements de la CCN.

- 8) L'entrepreneur doit protéger les travaux et le contrat, les devis, les dessins et tous les autres renseignements que lui fournit la CCN et est responsable, envers ce dernier, de toutes les pertes ou de tous les dommages de quelque nature que ce soit et découlant de quelque cause que ce soit.

CG1.3 STATUT DE L'ENTREPRENEUR

- 1) L'entrepreneur est engagé, en vertu du contrat, à titre d'entrepreneur indépendant.
- 2) L'entrepreneur, ses sous-traitants et fournisseurs et quelque autre personne que ce soit, à tous niveaux, ainsi que leurs employés ne sont pas engagés à titre d'employés, de préposés ou de mandataires de la CCN.
- 3) Pour les besoins du contrat, l'entrepreneur est seul responsable de toutes les sommes à verser et de toutes les retenues à prélever en vertu de la loi relativement à l'exécution des travaux, ainsi que des sommes à verser dans le cadre du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec, de l'assurance-emploi, du Régime de Santé et sécurité au travail, de régimes provinciaux de santé ou d'assurance, et de l'impôt sur le revenu.

CG1.4 DROITS ET RECOURS

- 1) Sauf dans les cas prévus expressément dans le contrat, les droits et obligations imposés en vertu du contrat et les droits et recours dont on peut se prévaloir à ce titre s'ajoutent aux devoirs, aux obligations, aux droits et aux recours normalement imposés ou prévus par la loi et sans les restrictions.

CG1.5 RIGUEUR DES DÉLAIS

- 1) Le temps est de l'essence même du contrat.

CG1.6 INDEMNISATION PAR L'ENTREPRENEUR

- 1) L'entrepreneur acquitte toutes les redevances et les droits de brevet nécessaires à l'exécution du contrat et assume à ses frais la défense de la CCN contre toutes les réclamations, actions ou procédures déposées ou intentées contre la CCN et alléguant que les travaux ou toute partie de ceux-ci réalisés ou fournis par l'entrepreneur pour la CCN portent atteinte à des brevets, modèles industriels, droits d'auteur, marques de commerce, secrets industriels ou autres droits de propriété susceptibles d'exécution au Canada.
- 2) L'entrepreneur tient la CCN indemne ou à couvert de toutes réclamations, demandes d'indemnités, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures présentés ou intentés par quiconque et découlant, directement ou indirectement, des activités de l'entrepreneur, de ses sous-traitants et fournisseurs, et tout autre personne à tous niveaux, dans l'exécution des travaux.
- 3) Pour l'application de l'alinéa 2) de la CG1.6, le terme « activités » signifie toute activité exécutée de manière fautive, toute omission relativement à une activité et tout retard dans l'exécution d'une activité.

CG1.7 INDEMNISATION PAR LA CCN

- 1) La CCN, sous réserve des dispositions de la *Loi sur la responsabilité de la Couronne*, de la *Loi sur les brevets* et de toutes les autres lois touchant ses droits, pouvoirs, privilèges ou obligations, tient indemne et à couvert l'entrepreneur de toutes réclamations, demandes d'indemnités, pertes, coûts, dommages, actions en justice, poursuites ou procédures découlant de ses activités en vertu du contrat et attribuables directement à :

- a) une lacune ou un vice, réel ou allégué, dans les droits de la CCN concernant le chantier si elle en est propriétaire;
- b) une contrefaçon ou prétendue contrefaçon par l'entrepreneur de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle, dans l'exécution de tout acte aux fins du contrat, comportant l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par la CCN à l'entrepreneur aux fins de travaux

CG1.8 LOIS, PERMIS ET TAXES

- 1) L'entrepreneur observe toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des travaux ou toute partie de ceux-ci qu'elles soient fédérales, provinciales ou municipales, y compris, sans nécessairement s'y limiter, toute loi se rapportant à la santé et aux Conditions de travail et à la protection de l'environnement; il doit exiger que tous ses sous-traitants et fournisseurs, à tous les niveaux, en fassent autant comme si les travaux étaient exécutés pour un maître de l'ouvrage distinct de la CCN. L'entrepreneur doit fournir à la CCN la preuve confirmant que ces lois et règlements sont respectés à tout moment où la CCN lui adresse une demande à cet effet.
- 2) Sauf indication contraire dans le contrat, l'entrepreneur obtient et maintient en vigueur tous les permis, certificats, licences, enregistrements et autorisations nécessaires pour exécuter les travaux conformément à la loi.
- 3) Avant le début des travaux, l'entrepreneur dépose auprès de l'administration municipale, un montant égal à l'ensemble des droits et des frais qui, en vertu de la loi, seraient payables à cette administration municipale pour les permis de construction, comme si les travaux étaient exécutés pour un maître de l'ouvrage distinct de la CCN.
- 4) Dans les 10 jours qui suivent l'offre mentionnée à l'alinéa 3) de la CG1.8, l'entrepreneur avise la CCN du montant qu'il a déposé auprès de l'administration municipale et précise si ce dépôt fut accepté ou non.
- 5) Si l'administration municipale n'accepte pas le montant déposé, l'entrepreneur verse cette somme à la CCN dans les 6 jours suivant l'expiration du délai fixé à l'alinéa 4) de la CG1.8
- 6) Pour l'application de la présente clause, l'expression « administration municipale » signifie une administration qui aurait compétence pour autoriser la construction de l'ouvrage si le propriétaire n'en était pas la CCN.
- 7) Nonobstant le lieu de résidence de l'entrepreneur, l'entrepreneur verse toute taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le contrat.
- 8) Conformément à la déclaration statutaire visée à l'alinéa 4) de la CG5.5 *Achèvement substantiel des travaux*, l'entrepreneur dont ni le lieu de résidence ni la place d'affaires n'est dans la province où sont effectués les travaux visés par le contrat, fournit à la CCN une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans ladite province.
- 9) Pour le paiement des taxes applicables ou pour le dépôt de la garantie du paiement des taxes applicables découlant directement ou indirectement de l'exécution des travaux, et nonobstant la clause stipulant que si l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des droits sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges appartiennent à la CCN après que ce dernier les ait acquis, conformément à la CG3.10 *Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété de la CCN*, l'entrepreneur assume la responsabilité, à titre d'utilisateur ou de consommateur, la responsabilité du paiement des taxes applicables et du dépôt de garantie pour le paiement desdites taxes, durant la période pendant laquelle il utilise ou consomme ces matériaux, outillage et droits conformément aux lois pertinentes.

CG1.9 INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS

- 1) Avant l'attribution du contrat, au moment de la présentation de sa première demande d'acompte, de même qu'à la date de l'achèvement substantiel des travaux et avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur dépose des pièces justificatives confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs applicables sur les lieux des travaux, et notamment qu'il a acquitté les sommes exigibles à ce titre.
- 2) En tout temps pendant la durée du contrat, à la demande de la CCN, l'entrepreneur dépose les pièces justificatives démontrant qu'il respecte lesdites lois et qu'il en est de même de ses sous-traitants et de toutes autres personnes à quelque niveau et de toutes personnes participant à l'exécution des travaux qui sont assujetties aux dites lois.

CG1.10 SÉCURITÉ NATIONALE

- 1) Si la CCN est d'avis que les travaux sont de nature à mettre en cause la sécurité nationale, elle peut ordonner à l'entrepreneur :
 - a) de lui fournir tout renseignement sur les personnes embauchées ou à embaucher par l'entrepreneur aux fins du contrat; et
 - b) de retirer de l'emplacement des travaux toute personne dont l'emploi peut en l'occurrence, de l'avis de la CCN, comporter un risque pour la sécurité nationale; et

l'entrepreneur doit s'y conformer.

- 2) Les contrats que l'entrepreneur pourra conclure avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux, doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombent en vertu de l'alinéa 1) de la CG1.10.

CG1.11 TRAVAILLEURS INAPTES

- 1) La CCN ordonnera à l'entrepreneur de retirer de l'emplacement des travaux toute personne engagée par ce dernier aux fins de l'exécution du contrat qui, de l'avis de la CCN, est incompétente ou s'est conduite de façon malveillante, et l'entrepreneur doit interdire l'accès à l'emplacement des travaux à toute personne ayant ainsi été retirée.

CG1.12 CÉRÉMONIES PUBLIQUES ET ENSEIGNES

- 1) L'entrepreneur ne permet pas de cérémonies publiques relativement aux travaux sans le consentement préalable de la CCN.
- 2) L'entrepreneur n'érige ou ne permet l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les travaux ou à l'emplacement des travaux sans le consentement préalable de la CCN.

CG1.13 CONFLIT D'INTERETS

- 1) Il est entendu qu'une personne assujettie aux dispositions relatives à l'après-mandat du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique concernant les conflits d'intérêts et l'après-mandat ou du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ne peut bénéficier directement du présent contrat, à moins que cette personne ne respecte les dispositions applicables concernant l'après-mandat.

CG1.14 CONVENTIONS ET MODIFICATIONS

- 1) Le contrat constitue l'intégralité des conventions conclues entre les parties en ce qui a trait à son objet et annule et remplace toutes négociations, communications et autres conventions antérieures, s'y rapportant, qu'elles aient été écrites ou verbales, sauf si elles sont intégrées par renvoi. Aucune modalité, condition, déclaration, affirmation ou clause autres que celles énoncées au contrat ne lient les parties.
- 2) Le défaut de l'une ou l'autre des parties d'exiger, à quelque moment, que l'autre partie se conforme à une clause du contrat n'aura pour effet d'empêcher qu'elle puisse exiger l'exécution de cette clause ultérieurement; de même, la renonciation par l'une ou l'autre des parties à invoquer le manquement de l'autre partie à une clause, terme ou condition du contrat ne sera pas réputée constituer une renonciation à son droit s'opposer tout manquement ultérieur à cette même clause, terme ou condition.
- 3) Le contrat pourra être modifié uniquement en conformité des modalités qui y sont prévues.

CG1.15 SUCCESSION

- 1) Le contrat est au bénéfice des parties au contrat, de même qu'à celui de leurs héritiers légaux, exécuteurs testamentaires, administrateurs, successeurs et, sous réserve de la CG1.16 *Cession*, au bénéfice de leurs ayants droit qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

CG1.16 CESSION

- 1) L'entrepreneur ne peut céder le contrat, en totalité ou en partie, sans le consentement écrit de la CCN.

CG1.17 POTS-DE-VIN

- 1) L'entrepreneur déclare aux fins des présentes qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé de la CCN ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du contrat.

CG1.18 ATTESTATION – HONORAIRES CONDITIONNELS

- 1) À la présente:
 - a) « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un contrat gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce contrat ou à toute demande ou démarche reliée à ce contrat;
 - b) « employé(e) » signifie toute personne avec qui l'entrepreneur a une relation d'employeur à employé;
 - c) « personne » comprend un particulier ou un groupe, une corporation, une société, une organisation et une association et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, tout particulier qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi concernant l'enregistrement des lobbyistes* LRC (1985), ch. 44 (4^e suppl.) et de toute modification qui pourrait lui être apportée de temps à autre.
- 2) L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels en rapport à la négociation ou à l'obtention du présent contrat ou en rapport à toute demande ou démarche reliée au

présent contrat, à aucune personne autre qu'un employé agissant dans l'exécution normale de ses fonctions.

- 3) Tous les comptes et documents concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération reliés à la sollicitation, l'obtention ou la négociation du contrat, sont assujettis aux dispositions du contrat portant sur les comptes et la vérification.
- 4) Si l'entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de la présente section ou ne respecte pas les obligations précisées dans le présent document, la CCN peut soit retirer à l'entrepreneur les travaux qui lui ont été confiés conformément aux dispositions du contrat, soit recouvrer, de l'entrepreneur, par une réduction du prix du contrat ou autrement, le montant total des honoraires conditionnels.

CG1.19 SANCTIONS INTERNATIONALES

- 1) Les personnes au Canada, et les Canadiens à l'étranger, sont liés par les sanctions économiques imposées par le gouvernement du Canada. En conséquence, la CCN ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays assujettis aux sanctions économiques.

Les détails relatifs aux sanctions actuellement en vigueur peuvent être vus à l'adresse suivante :
<http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/sanctions-fr.asp>.

- 2) Une condition essentielle de ce contrat est que l'entrepreneur ne fournisse pas à la CCN un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
- 3) Tel que prescrit par le règlement en vigueur, l'entrepreneur respecte tout changement apporté aux sanctions imposées durant la période du contrat. Lors de l'exécution du contrat, si l'imposition de sanctions contre un pays ou une personne ou l'ajout d'un bien ou service à la liste des biens et services empêche l'entrepreneur de satisfaire la totalité ou une partie de ses obligations, l'entrepreneur peut demander que le contrat soit terminé conformément à la *CG7.3 Résiliation du contrat*.

- CG2.1 POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DE LA CCN
- CG2.2 INTERPRÉTATION DU CONTRAT
- CG2.3 AVIS
- CG2.4 RÉUNIONS DE CHANTIER
- CG2.5 EXAMEN ET INSPECTION DES TRAVAUX
- CG2.6 SURINTENDANT
- CG2.7 NON-DISCRIMINATION DANS L'EMBAUCHE ET L'EMPLOI DE LA MAIN-D'OEUVRE
- CG2.8 COMPTES ET VÉRIFICATIONS

CG2.1 POUVOIRS DU REPRÉSENTANT DE LA CCN

- 1) La CCN doit désigner un représentant et doit aviser l'entrepreneur du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de ce représentant.
- 2) Le représentant de la CCN exerce les devoirs et fonctions de la CCN en vertu du contrat.
- 3) Le représentant de la CCN est autorisé à adresser des instructions et directives à l'entrepreneur et à accepter au nom de la CCN tout avis, ordre ou autre communication de l'entrepreneur relativement aux travaux.
- 4) Le représentant de la CCN doit, dans un délai raisonnable, examiner et donner suite aux documents déposés par l'entrepreneur conformément aux exigences du contrat.

CG2.2 INTERPRÉTATION DU CONTRAT

- 1) Dans l'éventualité où, avant l'émission du certificat d'achèvement, surgit toute question concernant le respect du contrat ou les mesures que l'entrepreneur doit adopter en vertu du contrat, et en particulier, sans limiter la portée générale de ce qui précède, concernant;
 - a) la signification de quoi que ce soit dans les dessins et devis;
 - b) l'interprétation des dessins et devis en cas d'erreur, omission, ambiguïté ou divergence dans leur texte ou intention;
 - c) le respect des exigences du contrat quant à la quantité ou la qualité des matériaux ou du travail que l'entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
 - d) la suffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'entrepreneur fournit pour la réalisation des travaux et du contrat, afin d'assurer l'exécution des travaux suivant le contrat et pour l'exécution du contrat conformément à ses dispositions;
 - e) la quantité de tout genre de travaux exécutés par l'entrepreneur; ou
 - f) l'échéancier et la programmation des diverses phases de l'exécution des travaux, tel que spécifié au contrat;

Cette question est tranchée par la CCN, sous réserve des dispositions de la CG8 *Règlement des différends*.

- 2) L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux décisions adoptées par la CCN en vertu de l'alinéa 1) de la CG2.2 et conformément à toute directive de la CCN qui en découle.
- 3) Si l'entrepreneur ne respecte pas les instructions ou les directives données par la CCN conformément au contrat, la CCN peut recourir aux méthodes qu'elle juge pertinentes pour exécuter ce que l'entrepreneur a omis d'exécuter, et l'entrepreneur, sur demande, verse à la CCN une somme égale à

l'ensemble des coûts, frais et dommages encourus ou subis par la CCN en raison de défaut de l'entrepreneur de respecter ces instructions ou directives, y compris les frais découlant des méthodes employées par la CCN pour corriger les omissions de l'entrepreneur.

CG2.3 AVIS

- 1) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG2.3, tout avis, ordre ou autre communication peut être donné de quelque manière que ce soit et, s'il doit l'être par écrit, être adressé au destinataire, à l'adresse indiquée dans le contrat ou à la dernière adresse en provenance de laquelle l'expéditeur a reçu un avis écrit en application de cet alinéa.
- 2) Tout avis, ordre ou autre communication donné conformément à l'alinéa 1) de la CG2.3 est réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties:
 - a) le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement;
 - b) le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste;
 - c) dans les 24 heures suivant sa transmission, s'il lui a été envoyé par télécopieur ou courrier électronique.
- 3) Un avis donné en vertu de la CG7.1 *Reprise des travaux confiés à l'entrepreneur*, de la CG7.2 *Suspension des travaux* et de la CG7.3 *Résiliation du contrat* doit l'être par écrit et, s'il est livré en mains propres, doit être remis à l'entrepreneur, s'il est constitué en société individuelle, opérant sous une raison sociale ou à un dirigeant de l'entrepreneur, s'il est constitué en société de personnes ou en société par actions.

CG2.4 RÉUNIONS DE CHANTIER

- 1) De concert avec la CCN, l'entrepreneur doit organiser des réunions de chantier à intervalles réguliers, avec toutes les parties impliquées, qui doivent y participer afin d'assurer, entre autres, la bonne coordination des travaux.

CG2.5 EXAMEN ET INSPECTION DES TRAVAUX

- 1) La CCN devra examiner les travaux pour déterminer s'ils se déroulent conformément au contrat et pour enregistrer les données nécessaires afin de calculer la valeur des travaux exécutés. La CCN doit mesurer et enregistrer les quantités de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, utilisés ou fournis par l'entrepreneur dans l'exécution des travaux ou dans toute partie des travaux assujettis à une entente à prix unitaire, et doit faire connaître sur demande à l'entrepreneur le résultat de ces calculs, en plus de permettre à l'entrepreneur d'inspecter tous les registres s'y rapportant.
- 2) La CCN doit rejeter les travaux ou les matériaux qui, à son avis, ne respectent pas les exigences du contrat et doit exiger l'inspection ou la mise à l'essai des travaux, que ces travaux soient fabriqués, installés ou complétés ou non. Si ces travaux ne sont pas conformes à ces exigences, l'entrepreneur doit les corriger et verser à la CCN, sur demande, l'ensemble des frais et des dépenses raisonnables encourus par la CCN pour faire effectuer cet examen.
- 3) L'entrepreneur doit permettre à la CCN d'avoir accès aux travaux et à leur emplacement en tout temps et doit toujours prévoir des installations suffisantes, sécuritaires et adéquates pour permettre à des personnes autorisées par la CCN et aux représentants des administrations compétentes d'examiner et d'inspecter les travaux. Si des parties des travaux sont en préparation dans des établissements situées ailleurs qu'à l'emplacement des travaux, la CCN doit avoir accès aux dits travaux pendant tout leur déroulement.

- 4) L'entrepreneur doit fournir à la CCN les renseignements relatifs à l'exécution du contrat qu'elle peut exiger, et doit apporter toute l'aide possible en vue de permettre à la CCN de s'assurer que les travaux sont exécutés conformément au contrat, d'accomplir tous ses autres devoirs et d'exercer tous les pouvoirs conformément au contrat.
- 5) Si, en vertu du contrat ou des directives de la CCN ou en vertu des lois ou ordonnances en vigueur à l'emplacement des travaux, des travaux sont désignés aux fins de l'exécution, d'essais, inspections ou pour fin d'approbations, l'entrepreneur doit, dans un délai raisonnable aviser la CCN de la date à laquelle les travaux seront prêts à être examinés et inspectés. Il appartient à l'entrepreneur d'organiser les inspections, les essais ou les approbations et d'envoyer à la CCN un préavis raisonnable de l'heure et la date auxquels ils auront lieu.
- 6) Si des travaux désignés pour des essais, inspections ou approbations sont recouverts par l'entrepreneur ou que ce dernier permet qu'ils soient ainsi recouverts avant que lesdits essais, inspections ou approbations soient réalisées, il doit, à la demande de la CCN, découvrir ces travaux, et veiller à ce que les inspections, essais ou approbations soient exécutés ou donnés intégralement et d'une manière satisfaisante et recouvrir ou faire recouvrir à nouveau les travaux à ses frais.

CG2.6 SURINTENDANT

- 1) Avant le début des travaux, l'entrepreneur désigne un surintendant et transmet à la CCN, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce surintendant. L'entrepreneur assigne le surintendant à l'emplacement des travaux pendant les heures de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.
- 2) Le surintendant est entièrement responsable des opérations de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux et est autorisé à accepter, au nom de l'entrepreneur, les avis, ordres ou autres communications données au surintendant ou à l'entrepreneur relativement aux travaux.
- 3) À la demande de la CCN, l'entrepreneur doit destituer un surintendant qui, de l'avis de la CCN, est incompetent ou s'est conduit de manière malveillante et désigne aussitôt un autre surintendant à la satisfaction de la CCN.
- 4) L'entrepreneur ne doit pas remplacer un surintendant sans le consentement écrit de la CCN. Si un surintendant est remplacé sans ce consentement, la CCN peut refuser de délivrer les documents ou les certificats se rapportant aux paiements progressifs, à l'achèvement substantiel ou à l'achèvement des travaux jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable à la CCN l'ait remplacé.

CG2.7 NON-DISCRIMINATION DANS L'EMBAUCHE ET L'EMPLOI DE LA MAIN-D'OEUVRE

- 1) Pour l'application de la présente clause, on entend par « personnes » l'entrepreneur, ses sous-traitants et les fournisseurs à tous les niveaux, ainsi que leurs employés, mandataires, représentants autorisés ou invités et toutes les autres personnes intervenant dans l'exécution des travaux ou ayant accès au chantier. Ce terme désigne également les personnes morales comme les sociétés de personnes, les entreprises, les cabinets, les coentreprises, les consortiums et les sociétés par actions.
- 2) Sans restreindre les dispositions de l'alinéa 3) de la CG2.6 *Surintendant*, l'entrepreneur ne doit refuser d'employer une personne ou d'exercer de quelque façon que ce soit des distinctions injustes à l'endroit d'une personne en raison:
 - a) de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'état matrimonial;

- b) de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion, de l'âge, du sexe, de l'état matrimonial de toute personne ayant un lien avec elle;
 - c) du fait que cette personne a porté plainte ou a fourni des renseignements ou parce qu'une plainte a été portée ou des renseignements ont été fournis en son nom relativement à toute prétendue omission de la part de l'entrepreneur de se conformer aux sous-alinéas 2)a) et 2)b) de la CG2.7.
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que dans les 2 jours ouvrables suivant le dépôt d'une plainte écrite alléguant qu'on a contrevenu à l'alinéa 2) de la CG2.7, il:
- a) fait parvenir une directive écrite aux personnes désignées par le plaignant pour leur demander de mettre fin à toutes les activités justifiant la plainte;
 - b) transmet à la CCN, par courrier recommandé ou par messenger, un exemplaire de la plainte;
 - c) lorsque les Conditions de travail s'appliquent selon les circonstances de la plainte, transmet un exemplaire de la plainte au Programme du travail de RHDSC, à l'attention du directeur compétent, selon les modalités exposées dans les Conditions de travail. (On entend par « Programme du travail de RHDSC » la division du travail du ministère fédéral des Ressources humaines et du Développement social.)
- 4) Dans les 24 heures suivant la réception d'une directive de la CCN à cette fin, l'entrepreneur retire de l'emplacement et de l'exécution des travaux en vertu du contrat, toutes personnes qui, selon la CCN, contreviennent aux dispositions de l'alinéa 2) de la CG2.7.
- 5) Au plus tard 30 jours suivant la réception de la directive visée à l'alinéa 4) de la CG2.7, l'entrepreneur doit commencer à prendre les mesures nécessaires pour corriger l'infraction décrite dans cette directive.
- 6) Si une directive est émise conformément à l'alinéa 4) de la CG2.7, la CCN peut, selon le cas, retenir, à même les fonds à verser à l'entrepreneur, une somme représentant le total des coûts et du paiement visés à l'alinéa 8) de la CG2.7 ou exercer compensation conformément à la CG5.9 *Droit de compensation à concurrence de ladite somme.*
- 7) Si l'entrepreneur refuse de se conformer aux dispositions de l'alinéa 5) de la CG2.7, la CCN doit prendre les mesures nécessaires pour faire corriger l'infraction et calcule tous les frais supplémentaires engagés à ce titre par la CCN.
- 8) La CCN peut dédommager directement le plaignant à même les sommes à verser à l'entrepreneur après avoir reçu, de la part du plaignant:
- a) une sentence arbitrale rendue conformément à la *Loi sur l'arbitrage commercial du gouvernement fédéral*, LR 1985, ch. 17 (2^e supplément);
 - b) une décision écrite rendue en application de la *Loi canadienne sur les Droits de la personne*, LR 1985, ch. H-6;
 - c) une décision écrite rendue en application des lois provinciales ou territoriales sur les droits de la personne; ou
 - d) un jugement prononcé par un tribunal compétent.
- 9) Si la CCN est d'avis que l'entrepreneur a contrevenu à l'une quelconque des dispositions de cette clause, la CCN peut retirer les travaux confiés à l'entrepreneur, conformément à la CG7.1 *Travaux retirés à l'entrepreneur.*

- 10) Sous réserve de l'alinéa 7) de la CG3.6 *Sous-traitance*, l'entrepreneur doit s'assurer que les dispositions de cette clause sont reproduites dans toutes les conventions et dans tous les contrats conclus dans le cadre des travaux.

CG2.8 COMPTES ET VÉRIFICATIONS

- 1) L'entrepreneur, en plus de répondre aux exigences stipulées à l'alinéa 6) de la CG3.4 *Exécution des travaux*, tient des registres complets pour les coûts estimatifs et réels des travaux, ainsi que tous appels d'offres, offres de prix, contrats, correspondances, factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant, et doit mettre ceux-ci à la disposition de la CCN ou des personnes appelées à intervenir en leur nom, sur demande pour fin de vérifications et inspections.
- 2) L'entrepreneur doit permettre à toutes les personnes visées à l'alinéa 1) de la CG2.8 de tirer des copies et de prélever des extraits des registres et des documents, et doit fournir à ces personnes ou entités l'information dont elles pourraient avoir besoin périodiquement eu égard à ces registres et documents.
- 3) L'entrepreneur doit s'assurer que les registres restent intacts jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date à laquelle le certificat d'achèvement a été délivré ou jusqu'à l'expiration de tout autre délai que la CCN peut fixer.
- 4) L'entrepreneur doit obliger tous les sous-traitants à tous les niveaux et toutes les autres personnes contrôlées directement ou indirectement par lui ou qui lui sont affiliées, de même que toutes les personnes le contrôlant directement ou indirectement, à respecter les exigences de cette clause au même titre que lui.

- CG3.1 CALENDRIER D'AVANCEMENT
- CG3.2 ERREURS ET OMISSIONS
- CG3.3 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER
- CG3.4 EXÉCUTION DES TRAVAUX
- CG3.5 MATÉRIAUX
- CG3.6 SOUS-TRAITANCE
- CG3.7 CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS
- CG3.8 MAIN-D'OEUVRE
- CG3.9 TAUX DE TRANSPORT PAR CAMION (ANNULÉ)
- CG3.10 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DE LA CCN
- CG3.11 TRAVAUX DÉFECTUEUX
- CG3.12 DÉBLAIEMENT DU CHANTIER
- CG3.13 GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX

CG3.1 CALENDRIER D'AVANCEMENT

- 1) L'entrepreneur doit :
 - a) préparer et présenter à la CCN, avant de déposer sa première réclamation progressive, un calendrier d'avancement conformément aux exigences du contrat;
 - b) surveiller le déroulement des travaux par rapport à ce calendrier et le mettre à jour conformément aux modalités stipulées dans les documents contractuels;
 - c) aviser la CCN de toutes les révisions à apporter au calendrier en raison d'une prolongation du délai d'exécution du contrat approuvée par la CCN; et
 - d) préparer et présenter à la CCN, à la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, la mise à jour de tout calendrier indiquant clairement à la satisfaction de la CCN, un échéancier détaillé des travaux inachevés et des travaux requis pour corriger de toutes les déficiences énumérées.

CG3.2 ERREURS ET OMISSIONS

- 1) L'entrepreneur doit signaler à la CCN avec diligence toutes erreurs, divergences ou omissions qu'il peut constater en examinant les documents contractuels. En exécutant cet examen, l'entrepreneur n'assume aucune responsabilité envers la CCN, résultant de l'exactitude de l'examen. L'entrepreneur n'assume aucune responsabilité pour les dommages ou les coûts résultant des erreurs, divergences ou omissions qu'il n'a pas relevées dans les documents contractuels préparés par la CCN ou en son nom.

CG3.3 SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER

- 1) Sous réserve de la CG3.7 *Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs*, l'entrepreneur est seul responsable de la sécurité en construction à l'emplacement du travail. Il doit adopter, appliquer et surveiller toutes les mesures de précaution et tous les programmes de santé et sécurité relativement à l'exécution des travaux. Dans les cas d'urgence, l'entrepreneur doit soit interrompre les travaux, apporter des modifications ou ordonner l'exécution de travaux supplémentaires pour assurer la sécurité des personnes et la protection des travaux, ainsi que de la propriété avoisinante.
- 2) Avant le début des travaux, l'entrepreneur avise les autorités compétentes en matière de santé et sécurité à l'emplacement des travaux de la date prévue pour le début des travaux et leur fournit tous les renseignements supplémentaires qu'elles pourraient exiger.

CG3.4 EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 1) L'entrepreneur doit exécuter, utiliser ou fournir et payer l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux, des outils, machineries et équipements de construction, de l'eau, du chauffage, de l'éclairage, de l'énergie, du transport et des autres installations et services nécessaires à l'exécution des travaux conformément au contrat.
- 2) L'entrepreneur exécute en tout temps les travaux avec compétence, diligence et célérité, conformément aux normes de l'industrie de la construction et au calendrier d'avancement préparé conformément à la CG3.1 *Calendrier d'avancement*; il fait en outre appel à des effectifs suffisants pour s'acquitter de ses obligations conformément à ce calendrier.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG3.4, l'entrepreneur assure la surveillance, la garde et le contrôle des travaux et dirige et supervise les travaux de manière à respecter le contrat. L'entrepreneur est responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences et procédures de construction et de la coordination des différentes parties des travaux.
- 4) Lorsque requis par écrit par la CCN, l'entrepreneur apporte les modifications appropriées aux méthodes, à l'outillage ou à la main-d'œuvre, chaque fois que la CCN juge que les activités de l'entrepreneur sont dangereuses ou que celles-ci ont un effet détériorant aux travaux ou aux installations existantes ou à l'environnement ou portent atteinte à la sécurité des personnes à l'emplacement des travaux.
- 5) L'entrepreneur est seul responsable de la conception, du montage, de l'opération, de l'entretien et de l'enlèvement des structures temporaires et des autres installations provisoires, ainsi que des méthodes de construction utilisées aux fins de les ériger, les opérer, les entretenir et les enlever. L'entrepreneur doit mobiliser et payer des ingénieurs professionnels compétents dans les disciplines visées pour assurer ces fonctions si la loi ou le contrat l'exige et dans tous les cas où, en raison de la nature de ces installations temporaires et de leurs méthodes de construction, il faut faire appel aux compétences d'ingénieurs professionnels afin de produire des résultats sécuritaires et satisfaisants.
- 6) L'entrepreneur doit conserver au moins un exemplaire des documents contractuels courants, des documents soumis, des rapports et comptes rendus de réunion de chantier, en bon état et rendre ceux-ci accessibles à la CCN.
- 7) À l'exception des parties des travaux qui sont nécessairement exécutées hors de l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit confiner l'outillage, l'entreposage des matériaux et les opérations des employés aux limites prescrites par les lois, ordonnances, permis ou documents contractuels.

CG3.5 MATÉRIAUX

- 1) Sauf indication contraire dans le contrat, tous les matériaux intégrés dans les travaux doivent être neufs.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG3.5, si un matériau spécifié comme étant réutilisé, remis en état ou recyclé n'est pas disponible, l'entrepreneur adresse à la CCN une demande d'autorisation de le remplacer par un matériau comparable à celui spécifié.
- 3) Si de l'avis de la CCN, la demande de substitution d'un matériau réutilisé, remis en état ou recyclé est justifiée et que le matériau de remplacement est de qualité et de valeur satisfaisantes par rapport à celui qui est spécifié et est adéquat pour l'usage visé, la CCN peut approuver la substitution, sous réserve des conditions suivantes:

- a) la demande de substitution doit être adressée par écrit à la CCN et être appuyée par des renseignements présentés sous la forme de documentation du fabricant, d'échantillons et autres données qui peuvent être exigées par la CCN;
- b) la demande de substitution de l'entrepreneur ne devra pas nuire au calendrier d'avancement du contrat et devra être présentée dans un délai suffisamment éloigné de la date à laquelle il faut commander les matériaux;
- c) la substitution des matériaux n'est autorisée qu'avec l'approbation écrite préalable de la CCN, et tous les matériaux substitués fournis ou installés sans cette approbation doivent être enlevés du chantier aux frais de l'entrepreneur, et les matériaux spécifiés doivent être installés sans frais additionnels pour la CCN;
- d) l'entrepreneur est responsable de tous les coûts additionnels encourus par la CCN, par lui-même et par ses sous-traitants et fournisseurs à tous les niveaux en résultat de l'utilisation de matériaux substitués.

CG3.6 SOUS-TRAITANCE

- 1) Sous réserve de la présente clause, l'entrepreneur peut sous-traiter une partie quelconque des travaux, mais non l'ensemble de ceux-ci.
- 2) L'entrepreneur doit aviser la CCN par écrit de son intention de sous-traiter des travaux.
- 3) L'avis dont il est question à l'alinéa 2) de la CG3.6 doit préciser la partie des travaux que l'entrepreneur a l'intention de sous-traiter et l'identité du sous-traitant qu'il a l'intention de retenir.
- 4) La CCN peut s'opposer, pour des motifs raisonnables, à la sous-traitance proposée, en avisant par écrit l'entrepreneur dans un délai de 6 jours suivant la réception par la CCN de l'avis indiqué à l'alinéa 2) de la CG3.6.
- 5) Si la CCN s'oppose à une sous-traitance, l'entrepreneur ne procède pas à la sous-traitance envisagée.
- 6) L'entrepreneur ne peut, sans le consentement écrit de la CCN, remplacer ni permettre que soit remplacé un sous-traitant qu'il aura retenu conformément à la présente clause.
- 7) L'entrepreneur s'assure que toutes les modalités d'application générale du contrat sont dans tous les autres contrats conclus dans le cadre de ce contrat, à tous les niveaux, à l'exception des contrats attribués uniquement pour la fourniture d'outillage ou de matériaux.
- 8) Nul contrat entre la CCN et l'entrepreneur et un sous-traitant ou nul consentement de la CCN à tel contrat ne sera interprété comme relevant l'entrepreneur de quelque obligation en vertu du contrat ou comme imposant quelque responsabilité à la CCN.

CG3.7 CONSTRUCTION PAR D'AUTRES ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS

- 1) La CCN se réserve le droit d'affecter, à l'emplacement des travaux, d'autres entrepreneurs ou travailleurs, avec ou sans outillage et matériaux.
- 2) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, la CCN doit :
 - a) conclure des contrats distincts, dans toute la mesure du possible, avec les autres entrepreneurs, selon des conditions contractuelles compatibles avec les conditions du contrat;

- b) s'assurer que les assurances souscrites par les autres entrepreneurs s'harmonisent avec les assurances souscrites par l'entrepreneur en prenant compte leur incidence sur les travaux;
 - c) prendre toutes les précautions raisonnables pour éviter les conflits de travail ou les autres différends découlant des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs.
- 3) Lorsque d'autres entrepreneurs ou travailleurs sont affectés à l'emplacement des travaux, l'entrepreneur doit:
- a) collaborer avec eux pour l'accomplissement de leurs tâches et dans l'exercice de leurs obligations;
 - b) coordonner et programmer les travaux en fonction des travaux des autres entrepreneurs et travailleurs;
 - c) participer, sur demande, avec les autres entrepreneurs et travailleurs, à l'examen de leur calendrier de d'exécution;
 - d) dans les cas où une partie des travaux est affectée par les travaux d'autres entrepreneurs ou travailleurs ou dépend de leurs travaux pour sa bonne exécution, et, avant d'exécuter cette partie des travaux, aviser rapidement et par écrit à la CCN, de l'existence de toutes déficiences apparentes qui y sont relevées. Le défaut de l'entrepreneur de s'acquiescer de cette obligation, aura pour effet d'invalider toutes les réclamations présentées contre la CCN en raison des déficiences des travaux des autres entrepreneurs ou travailleurs, sauf les déficiences qui ne peuvent être raisonnablement décelées;
 - e) lorsqu'en vertu des lois provinciales ou territoriales applicables, l'entrepreneur est reconnu comme étant responsable de la sécurité en construction à l'emplacement du travail, il doit assumer, conformément aux dites lois, les devoirs découlant de ce rôle.
- 4) Si, lors de la conclusion du contrat, l'entrepreneur ne pouvait raisonnablement prévoir que d'autres entrepreneurs ou travailleurs seraient affectés à l'emplacement des travaux, et à la condition que l'entrepreneur:
- a) engage des frais supplémentaires pour respecter les exigences de l'alinéa 3) de la CG3.7; et
 - b) donne à la CCN, par écrit, un avis de réclamation pour ces frais supplémentaires dans les 30 jours de la date à laquelle les autres entrepreneurs ou travailleurs ont été affectés à l'emplacement des travaux;

la CCN doit verser à l'entrepreneur les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux supplémentaires, qui ont été rendus nécessaires et effectivement encourus, calculés conformément à la CG6.4 *Calcul du prix*.

CG3.8 MAIN-D'OEUVRE

- 1) L'entrepreneur assure le bon ordre et la discipline parmi ses employés et travailleurs affectés aux travaux et ne doit pas retenir les services de personnes qui ne sont pas compétentes pour les tâches à accomplir.

CG3.9 TAUX DE TRANSPORT PAR CAMION

ANNULÉ

CG3.10 MATERIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS DEVENUS LA PROPRIÉTÉ DE LA CCN

- 1) Sous réserve de l'alinéa 9) de la CG1.8 *Lois, permis et taxes*, tous les matériaux et l'outillage ainsi que tout droit de l'entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges achetés, utilisés ou consommés par l'entrepreneur pour les travaux appartiennent à la CCN aux fins des travaux, des leur acquisition, utilisation ou affectation, et continue d'appartenir à la CCN:
 - a) dans le cas des matériaux, jusqu'à ce que la CCN déclare qu'ils ne sont plus requis pour les travaux; et
 - b) dans le cas de l'outillage, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que la CCN déclare que le droit qui lui est dévolu en l'espèce n'est plus requis pour les travaux.
- 2) Les matériaux ou l'outillage appartenant à la CCN en vertu de l'alinéa 1) de la CG3.10 ne doivent pas, sans le consentement écrit de la CCN, être enlevés de l'emplacement des travaux, ni être utilisés ou aliénés, sauf pour l'exécution des travaux.
- 3) La CCN n'est pas responsable des pertes ou des dommages relatifs aux matériaux ou à l'outillage visés dans l'alinéa 1) de la CG3.10, quelle qu'en soit la cause; l'entrepreneur est responsable de toute perte ou tout dommage, même si les matériaux ou outillage appartiennent à la CCN.

CG3.11 TRAVAUX DÉFECTUEUX

- 1) L'entrepreneur enlève promptement de l'emplacement des travaux et remplace ou reprend l'exécution des travaux défectueux, que ces travaux aient été ou non intégrés dans les travaux et que les déficiences soient attribuables ou non à un vice d'exécution, à l'utilisation de matériaux défectueux ou à des dommages causés par un autre acte, une omission ou la négligence de l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur répare promptement à ses frais les autres travaux détruits ou endommagés par l'enlèvement ou la réfection des travaux défectueux.
- 3) Lorsque, de l'avis de la CCN, il n'est pas pratique de corriger des travaux défectueux ou des travaux non exécutés selon les modalités prévues dans les documents contractuels, la CCN peut déduire, de la somme à verser normalement à l'entrepreneur, une somme équivalente à la différence entre la valeur des travaux exécutés et les travaux prévus dans les documents contractuels.
- 4) L'omission de la CCN de rejeter des travaux ou des matériaux défectueux ne constitue pas pour autant une acceptation de ces travaux ou matériaux.

CG3.12 DÉBLAIEMENT DU CHANTIER

- 1) L'entrepreneur veille à ce que les travaux et leur emplacement restent en parfait état de propreté et évite d'y accumuler des rebuts et des débris.
- 2) Avant la délivrance du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur enlève les rebuts et les débris, de même que tout l'outillage et les matériaux non requis à l'exécution du reste des travaux et, sauf indication contraire dans les documents contractuels, fait en sorte que les travaux et leur emplacement soient propres et convenables pour l'occupation par la CCN.
- 3) Avant la délivrance du certificat d'achèvement, l'entrepreneur doit retirer de l'emplacement des travaux, tout l'outillage et les matériaux excédentaires de même que tous les rebuts et débris.

- 4) Les obligations imposées à l'entrepreneur dans les alinéas 1) à 3) de la CG3.12 ne s'appliquent pas aux rebuts et aux autres débris laissés par les employés de la CCN ou par les autres entrepreneurs et travailleurs visés dans la CG3.7 *Construction par d'autres entrepreneurs ou travailleurs*.

CG3.13 GARANTIE ET RECTIFICATION DES DÉFECTUOSITÉS DES TRAVAUX

- 1) Sans restreindre la portée des garanties implicites ou explicites prévues par la loi ou le contrat, l'entrepreneur, à ses frais:
- a) rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé à la CCN quant aux parties des travaux acceptées aux termes du certificat d'achèvement substantiel dans le délai de 12 mois suivant la date de l'achèvement substantiel des travaux;
 - b) rectifie et répare toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé à la CCN quant aux parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel dans le délai de 12 mois suivant la date du certificat d'achèvement;
 - c) transfère et cède à la CCN, toute garantie prolongée d'un sous-traitant, fabricant ou fournisseur, ou les garanties implicites ou imposées par la loi ou reproduites dans le contrat et portant sur des durées supérieures au délai de 12 mois précisé ci-dessus. Les garanties prolongées ou les garanties visées dans les présentes ne doivent pas dépasser ce délai de 12 mois; en vertu de ces garanties, l'entrepreneur, sauf dans les cas prévus ailleurs dans le contrat, rectifie et corrige toute défectuosité ou tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé à la CCN;
 - d) remet à la CCN, avant la délivrance du certificat d'achèvement, la liste de toutes les garanties prolongées et des garanties visées à l'alinéa c) ci-dessus.
- 2) La CCN peut ordonner à l'entrepreneur de rectifier et réparer toute défectuosité ou tout vice prévu à l'alinéa 1) de la CG3.13 ou couvert par tout autre garantie implicite ou explicite; l'entrepreneur rectifie et répare toute défectuosité ou vice dans le délai précisé dans cet ordre.
- 3) L'ordre mentionné à l'alinéa 2) de la CG3.13 doit être par écrit et doit signifié à l'entrepreneur conformément à la CG2.3 *Avis*.

- CG4.1 PROTECTION DES TRAVAUX ET DES BIENS
- CG4.2 PRÉCAUTIONS CONTRE LES DOMMAGES, LES CONTREFAÇONS, LES INCENDIES ET LES AUTRES RISQUES
- CG4.3 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS FOURNIS PAR LA CCN
- CG4.4 ÉTAT DE SITE CONTAMINÉ

CG4.1 PROTECTION DES TRAVAUX ET DES BIENS

- 1) L'entrepreneur protège les travaux et le chantier contre toute perte ou tout dommage de quelque nature que ce soit et protège de même les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers qui lui sont confiés et qui sont placés sous sa garde et son contrôle, qu'ils soient fournis ou non par la CCN à l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur fournit toutes les installations nécessaires au maintien de la sécurité et aide toute personne autorisée par la CCN à inspecter les travaux et leur emplacement ou à prendre les mesures de sécurité qui s'imposent.
- 3) La CCN peut ordonner à l'entrepreneur de prendre telles mesures et d'exécuter tels travaux qui de l'avis de la CCN sont raisonnables et nécessaires afin d'assurer l'observation des alinéas 1) ou 2) de la CG4.1 ou afin de rectifier un manquement à ces dispositions; l'entrepreneur doit se conformer à cet ordre.

CG4.2 PRÉCAUTIONS CONTRE LES DOMMAGES, LES CONTREFAÇONS, LES INCENDIES ET LES AUTRES RISQUES

- 1) L'entrepreneur prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer:
 - a) que nulle personne n'est blessée, nul bien endommagé et nul droit, servitude ou privilège enfreint en raison de l'activité de l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution des travaux;
 - b) que la circulation piétonnière et autre sur tout chemin ou cours d'eau publics ou privés ne soit indûment entravée, interrompue ou rendue dangereuse par l'exécution ou l'existence des travaux, des matériaux ou de l'outillage;
 - c) que les risques d'incendie sur le chantier ou l'emplacement des travaux soient éliminés et que tout incendie soit rapidement maîtrisé;
 - d) que la santé et la sécurité de toutes les personnes affectées à l'exécution des travaux ne soient pas menacées par les méthodes ou les moyens mis en œuvre;
 - e) que des services médicaux adéquats soient offerts en permanence, pendant l'exécution des travaux, à toutes les personnes affectées à ces travaux ou à leur emplacement;
 - f) que des mesures sanitaires adéquates soient prises relativement aux travaux et à leur emplacement;
 - g) que l'ensemble des jalons, bouées et repères placés à l'emplacement des travaux par la CCN soient protégés et ne soient pas enlevés, abîmés, modifiés ou détruits.
- 2) La CCN peut ordonner à l'entrepreneur d'exercer les activités et d'exécuter les travaux que la CCN juge raisonnables et nécessaires pour assurer de respecter l'alinéa 1) de la CG4.2 ou pour remédier à un manquement à cet alinéa; l'entrepreneur doit se conformer à cet ordre.

CG4.3 MATÉRIAUX, OUTILLAGE ET BIENS IMMOBILIERS FOURNIS PAR LA CCN

- 1) Sous réserve de l'alinéa 2) de la CG4.3, l'entrepreneur est responsable, envers la CCN de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers que la CCN a fournis ou placés sous la garde et le contrôle de l'entrepreneur aux fins du contrat, que la perte ou le dommage soit attribuable ou non à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur n'est pas responsable, envers la CCN, de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers visés à l'alinéa 1) de la CG4.3, si cette perte ou dommage est imputable et directement attribuable à l'usure normale.
- 3) L'entrepreneur n'utilise les matériaux, l'outillage ou les biens immobiliers fournis par la CCN uniquement que pour l'exécution du contrat.
- 4) En cas de défaut de l'entrepreneur de rectifier, dans un délai raisonnable, les pertes ou les dommages dont il est responsable en vertu de l'alinéa 1), la CCN peut les faire rectifier aux frais de ce dernier, et l'entrepreneur assume la responsabilité de ces frais envers la CCN et paye à ce dernier, sur demande, une somme équivalente à ceux-ci.
- 5) L'entrepreneur tient des registres, que la CCN peut de temps à autre exiger, pour l'ensemble des matériaux, de l'outillage et des biens immobiliers fournis par la CCN et, lorsque la CCN l'exige, il établit à la satisfaction de cette dernière que les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers sont à l'endroit et dans l'état dans lequel ils devraient être.

CG4.4 ÉTAT DE SITE CONTAMINÉ

- 1) Pour l'application de la CG4.4, il y a état de site contaminé lorsque des irritants ou contaminants solides, liquides, gazeux, thermiques ou radioactifs, ou d'autres substances ou matériaux dangereux ou toxiques, dont les moisissures et les autres formes de champignons, sont présents sur le chantier dans une quantité ou une concentration assez élevée pour constituer un danger, réel ou potentiel, pour l'environnement, les biens ou la santé et la sécurité de toute personne.
- 2) Si l'entrepreneur constate un état de site contaminé dont il n'avait pas connaissance ou qui ne lui a pas été divulgué ou s'il a des motifs raisonnables de croire à l'existence d'un état de site contaminé sur le chantier, il doit:
 - a) prendre toutes les mesures raisonnables, y compris arrêter les travaux, afin d'éviter que cet état de site contaminé n'entraîne quelque blessure, maladie ou décès, ou dégradation des biens ou de l'environnement;
 - b) aviser immédiatement la CCN de la situation, par écrit;
 - c) prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire au minimum les frais supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.
- 3) Dès la réception de l'avis de l'entrepreneur, la CCN détermine rapidement s'il existe un état de site contaminé et indique par écrit, à l'entrepreneur, les mesures à prendre ou les travaux qu'il doit exécuter en raison de la décision de la CCN.
- 4) Si la CCN juge nécessaire de retenir les services de l'entrepreneur, ce dernier doit suivre les directives qu'elle lui donne en ce qui a trait à l'excavation, au traitement, à l'enlèvement et à l'élimination de toute substance ou tous matériaux polluants.

- 5) La CCN peut en tout temps, à sa seule et entière discrétion, retenir les services d'experts et d'entrepreneurs spécialisés pour aider à établir l'existence, et l'ampleur de la contamination et le traitement approprié des conditions du site contaminé; l'entrepreneur doit leur permettre l'accès aux lieux et collaborer avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et obligations.
- 6) Sauf disposition contraire du contrat, les modalités de la CG6.4 *Calcul du prix* doivent s'appliquer à tous les travaux supplémentaires à effectuer à cause d'un état de site contaminé.

- CG5.1 INTERPRÉTATION
- CG5.2 MONTANT À VERSER
- CG5.3 AUGMENTATION OU DIMINUTION DES COÛTS
- CG5.4 PAIEMENT PROGRESSIF
- CG5.5 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX
- CG5.6 ACHÈVEMENT DÉFINITIF
- CG5.7 PAIEMENT NON EXÉCUTOIRE POUR LA CCN
- CG5.8 RÉCLAMATIONS ET OBLIGATIONS
- CG5.9 DROIT DE COMPENSATION
- CG5.10 DÉDOMMAGEMENT POUR RETARD D'ACHÈVEMENT
- CG5.11 RETARD DE PAIEMENT
- CG5.12 INTÉRÊTS SUR LES RÉCLAMATIONS RÉGLÉES
- CG5.13 REMISE DU DÉPÔT DE GARANTIE

CG5.1 INTERPRÉTATION

Dans les présentes modalités de paiement:

- 1) La « période de paiement » signifie un intervalle de 30 jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'entrepreneur et la CCN.
- 2) Un montant est « dû et payable » lorsqu'il doit être versé à l'entrepreneur par la CCN conformément à la CG5.4 *Paiement progressif*, à la CG5.5 *Achèvement substantiel des travaux* ou à la CG5.6 *Achèvement définitif*.
- 3) Un montant est en souffrance lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable.
- 4) La « date de paiement » signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par la CCN.
- 5) Le « taux d'escompte » signifie le taux d'intérêt fixé par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
- 6) Le « taux d'escompte moyen » signifie la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure d'Ottawa, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement.

CG5.2 MONTANT À VERSER

- 1) Sous réserve à toutes autres dispositions du contrat, la CCN verser à l'entrepreneur, aux dates et selon les modalités indiquées ci-après, le montant par lequel l'ensemble des montants dus par la CCN à l'entrepreneur conformément au contrat excède les montants dus par l'entrepreneur à la CCN; et l'entrepreneur doit accepter ce montant en règlement de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.
- 2) Dans tout paiement fait à l'entrepreneur, l'omission de déduire un montant qui est dû à la CCN par l'entrepreneur ne peut constituer une renonciation à son droit de recevoir ce montant, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'entrepreneur.
- 3) Aucun paiement ne sera fait à l'entrepreneur autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat pour tous frais supplémentaires pertes ou dommages engagés ou subis par l'entrepreneur.

CG5.3 AUGMENTATION OU DIMINUTION DES COÛTS

- 1) Le montant du contrat doit être ni augmenté ni réduit en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût de la main-d'œuvre, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux énoncés ou prescrits dans les Conditions de travail.
- 2) Nonobstant l'alinéa 1) de la CG5.3, si des changements, dont l'imposition d'une nouvelle taxe, de nouveaux droits de douane ou d'autres droits ou leur annulation, l'application de frais ou d'autres dispositions comparables imposées en vertu des lois sur la taxe de vente, les douanes et la taxe d'accise du gouvernement du Canada, d'une province ou d'un territoire, ont une incidence sur le coût des travaux de l'entrepreneur et interviennent:
 - a) après que l'entrepreneur ait déposé sa soumission; ou
 - b) après la date de présentation de la dernière révision de la soumission de l'entrepreneur, si elle a été révisée;

le montant du contrat doit être rajusté selon les modalités prévues à l'alinéa 3) de la CG5.3.

- 3) En cas de changements visés à l'alinéa 2) de la CG5.3, le montant du contrat doit être majoré ou diminué d'une somme déterminée, par la CCN, suite à son examen des registres pertinents de l'entrepreneur mentionnés à la CG2.8 *Comptes et vérification*, comme étant l'augmentation ou la réduction des coûts engagés par l'entrepreneur et qui est directement attribuable à ces changements.
- 4) Aux fins de l'alinéa 2) de la CG5.3, si une taxe est modifiée après la date de clôture de l'appel d'offres, mais alors que le ministre des Finances ou l'administration provinciale ou territoriale compétente a annoncé publiquement cette modification avant la date de clôture de l'appel d'offres, ladite modification est censée être intervenue avant cette date de clôture.
- 5) Nonobstant les alinéas 2) à 4) de la CG5.3, nul rajustement du montant du contrat en ce qui a trait à la totalité ou à toute partie des travaux ne sera apporté en cas de changement visé dans la présente clause et intervenant après la date prévue au contrat pour l'achèvement de la totalité ou d'une partie des travaux.

CG5.4 PAIEMENT PROGRESSIF

- 1) À l'expiration de la période de paiement, l'entrepreneur doit déposer, auprès de la CCN:
 - a) une réclamation progressive écrite sous une forme acceptable à la CCN, décrivant intégralement toute partie achevée des travaux et tous les matériaux livrés à l'emplacement des travaux mais non incorporés aux travaux durant la période de paiement faisant l'objet de la réclamation progressive;
 - b) une déclaration statutaire complétée et signée en bonne et due forme attestant qu'à la date de la réclamation progressive, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations en vertu de la loi en ce qui a trait aux Conditions de travail et qu'à l'égard des travaux, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants et fournisseurs, désignés collectivement, dans la déclaration, comme étant les « sous-traitants et fournisseurs ».
- 2) Dans le délai de 10 jours de la réception de la réclamation progressive et de la déclaration statutaire complétée par l'entrepreneur, la CCN procède ou fait procéder à l'inspection de la partie des travaux et matériaux décrits dans la réclamation progressive et présente à l'entrepreneur un rapport progressif indiquant la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrits dans cette réclamation et confirmant que selon l'avis de la CCN:

- a) sont conformes aux dispositions du contrat; et
 - b) ne sont visées par aucun autre rapport progressif se rapportant au contrat.
- 3) Sous réserve de la CG5.2 *Montant à payer* et de l'alinéa 5) de la CG5.4, la CCN verse à l'entrepreneur une somme égale à:
- a) 95 % de la valeur indiquée dans le rapport progressif de la CCN, si l'entrepreneur a fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux; ou
 - b) 90 % de la valeur indiquée dans le rapport progressif de la CCN, si l'entrepreneur n'a pas fourni de cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux.
- 4) Sous réserve de la CG5.2 *Montant à payer* et de l'alinéa 5) de la CG5.4, la CCN doit verser à l'entrepreneur une somme égale à 90 % de la valeur indiquée dans le rapport progressif de la CCN.
- 5) Dans le cas de la première réclamation progressive, l'entrepreneur doit déposer tous les documents à l'appui de cette réclamation exigés par le contrat pour la première réclamation progressive et une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs applicables au lieu des travaux, conformément à la CG1.9 *Indemnisation des travailleurs*, cette exigence est une condition préalable à l'exécution par la CCN de son obligation en vertu de l'alinéa 3) de la CG5.4.

CG5.5 ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL DES TRAVAUX

- 1) Si, à quelque moment avant la délivrance du certificat d'achèvement, la CCN constate que les travaux sont substantiellement exécutés selon les modalités énoncées dans le sous-alinéa 1 b) de la CG1.1.4 *Achèvement substantiel*, la CCN délivre un certificat d'achèvement substantiel à l'intention de l'entrepreneur. Le certificat d'achèvement substantiel:
- a) indique la date d'achèvement substantiel des travaux;
 - b) décrit les parties des travaux non achevés à la satisfaction de la CCN;
 - c) décrit toutes les mesures à prendre par l'entrepreneur avant la délivrance d'un certificat d'achèvement et avant le début de la période de garantie de 12 mois visée dans la CG3.13 *Garantie et rectification des défauts des travaux* en ce qui a trait aux dites parties des travaux et mesures en question.
- 2) La délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel ne dégage pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu de la CG3.11 *Travaux défectueux*.
- 3) Sous réserve de la CG5.2 *Montant à verser* et de l'alinéa 4) de la CG5.5, la CCN verse à l'entrepreneur le montant visé à l'alinéa 1) de la CG5.2 *Montant à verser*, moins l'ensemble:
- a) de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4 *Paiement progressif*;
 - b) de la somme égale à l'estimation faite par la CCN des coûts encourus par la CCN pour corriger les défauts décrits dans le certificat d'achèvement substantiel;
 - c) de la somme égale à l'estimation faite par la CCN des coûts encourus par la CCN pour achever les parties des travaux décrites dans le certificat d'achèvement substantiel, autre que les défauts qui y sont énumérées.
- 4) La CCN paie le montant visé à l'alinéa 3) de la CG5.5 au plus tard:

- a) 30 jours après la date de délivrance d'un certificat d'achèvement substantiel; ou
 - b) 15 jours après la date à laquelle l'entrepreneur transmet à la CCN:
 - (i) une déclaration statutaire attestant qu'à la date du certificat d'achèvement substantiel, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail, qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-traitants et fournisseurs en ce qui a trait aux travaux visés par le contrat et qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales conformément à la CG1.8 *Lois, permis et taxes*;
 - (ii) une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs conformément à la CG1.9 *Indemnisation des travailleurs*; et
 - (iii) une mise à jour du calendrier d'avancement conformément aux exigences de la CG3.1 *Calendrier d'avancement*;
- selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.6 ACHÈVEMENT DÉFINITIF

- 1) Lorsque la CCN est d'avis que l'entrepreneur a respecté le contrat et toutes les instructions et les directives données dans le cadre de ce contrat et que les travaux sont achevés conformément aux modalités de la CG1.1.5 *Achèvement*, la CCN délivre un certificat d'achèvement à l'entrepreneur et, si la totalité ou une partie des travaux fait l'objet d'une entente à prix unitaire, la CCN délivre un certificat définitif de mesurage qui, sous réserve de la CG8 *Règlements des différends*, est exécutoire entre la CCN et l'entrepreneur en ce qui a trait aux quantités visées dans les présentes.
 - 2) Sous réserve de la CG5.2 *Montant à verser* et de l'alinéa 3) de la CG5.6, la CCN verse à l'entrepreneur la somme visée dans la CG5.2 *Montant à verser*, moins l'ensemble de la somme de tous les paiements effectués conformément à la CG5.4 *Paiement progressif* et à la CG5.5 *Achèvement substantiel des travaux*.
 - 3) La CCN verse la somme visée à l'alinéa 2) de la CG5.6 au plus tard:
 - a) 60 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement; ou
 - b) 15 jours suivant la date à laquelle l'entrepreneur transmet à la CCN:
 - i) une déclaration statutaire attestant qu'il s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a réglé toutes les réclamations légales formulées contre lui dans le cadre de l'exécution du contrat;
 - ii) une pièce justificative confirmant qu'il respecte les lois sur l'indemnisation des travailleurs, conformément à la CG1.9 *Indemnisation des travailleurs*;
- selon l'échéance la plus éloignée.

CG5.7 PAIEMENT NON EXÉCUTOIRE POUR LA CCN

- 1) Ni l'acceptation d'une réclamation progressive ou d'un rapport progressif, ni les paiements effectués par la CCN en vertu du contrat, ni l'occupation partielle ou totale des travaux par la CCN ne constituent une acceptation de la part de la CCN de toute partie des travaux ou matériaux qui n'est pas conforme aux exigences du contrat.

CG5.8 RÉCLAMATIONS ET OBLIGATIONS

- 1) L'entrepreneur doit s'acquitter de toutes ses obligations légales et doit faire droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des travaux au moins aussi souvent que le contrat oblige la CCN à payer l'entrepreneur.
- 2) L'entrepreneur doit transmettre à la CCN, à sa demande, une déclaration statutaire attestant de l'existence et de l'état des obligations et réclamations qui lui sont présentées dans le cadre de l'exécution des travaux.
- 3) Afin de d'acquitter toutes obligations légales de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant ou de satisfaire à toutes réclamations légales contre eux résultant de l'exécution du contrat, la CCN peut payer tout montant dû et exigible par l'entrepreneur en vertu du contrat, directement aux réclamants de l'entrepreneur ou du sous-traitant. Ce paiement comporte quittance de l'obligation de la CCN envers l'entrepreneur jusqu'à concurrence du montant ainsi payé et peut être déduit des sommes dues à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 4) Pour l'application de l'alinéa 3) de la CG5.8 et sous réserve de l'alinéa 6) de la CG5.8, les réclamations ou obligations sont réputées légales lorsqu'elles sont reconnues comme tel par:
 - a) un tribunal compétent;
 - b) un arbitre dûment nommé pour adjuer de la réclamation; ou
 - c) le consentement écrit de l'entrepreneur en autorisant le règlement.
- 5) Si, n'eut été que l'entrepreneur a exécuté les travaux pour la CCN, une réclamation ou une obligation avait été assujettie aux dispositions des lois provinciales ou lois des territoires sur les privilèges ou, au Québec, aux dispositions du Code civil du Québec concernant les hypothèques légales:
 - a) le montant qui peut être versé par la CCN au réclamant, en vertu des alinéas 3) et 4) de la CG5.8 ne peut excéder le montant que l'entrepreneur aurait été tenu de verser au réclamant si les dispositions de ces lois s'étaient appliquées aux travaux;
 - b) un réclamant n'a pas à se conformer aux dispositions de ces lois en ce qui a trait aux formalités d'avis d'enregistrement ou autre formalités à accomplir et qui aurait été nécessaire d'accomplir afin de conserver ou valider toute privilège ou hypothèque légale qu'il aurait pu faire valoir;
 - c) pour permettre d'établir les droits d'un réclamant, l'avis exigé en vertu de l'alinéa 8) de la CG5.8 est réputé remplacer les formalités d'enregistrement ou d'avis que les lois pertinentes exigent d'accomplir après la fin des travaux; nulle réclamation n'est réputée expirée, nulle ou inopposable pour le motif que le réclamant a omis de déposer une action en justice dans les délais prescrits par les lois mentionnées ci-haut.
- 6) À la demande de tout réclamant, l'entrepreneur doit, soumettre à l'arbitrage obligatoire les questions ayant trait au droit du réclamant au paiement de la réclamation. Les parties à l'arbitrage sont, entre autres, les sous-traitants ou fournisseurs auxquels le réclamant a fourni des matériaux, ou qui ont exécuté des travaux ou loué de l'équipement, s'ils souhaitent participer à l'arbitrage; la CCN n'est pas partie à l'arbitrage. Sous réserve de tout accord conclu entre l'entrepreneur et le réclamant, l'arbitrage se déroule conformément aux lois provinciales ou des territoires régissant l'arbitrage à l'endroit où les travaux ont été exécutés.
- 7) L'alinéa 3) de la CG5.8 ne s'applique qu'aux réclamations et aux obligations :

- a) dont avis fait état du montant réclamé et de l'identité de la personne, en vertu du contrat, et qui est transmis à la CCN avant que le paiement final soit versé à l'entrepreneur conformément à la CG5.6 *Achèvement définitif* et dans les 120 jours de la date à laquelle le réclamant :
 - (i) aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur et à son sous-traitant ou fournisseur, si la réclamation porte sur une somme qui fut légalement retenue, à même les sommes dues au réclamant; ou
 - (ii) s'est acquitté des derniers services ou travaux ou a fourni les derniers matériaux conformément au contrat qui le lie à l'entrepreneur ou à son sous-traitant ou fournisseur, dans les cas où la réclamation porte sur des sommes dont il n'est pas légalement requis qu'elles soient retenues du réclamant;
 - b) pour lesquelles les procédures visant à établir les droits au paiement, conformément à l'alinéa 5) de la CG5.8, ont été entamées dans l'année suivant la date à laquelle l'avis exigé dans le sous-alinéa 7)a) de la CG5.8 a été reçu par la CCN, sous réserve des dispositions de la loi provinciale ou des territoires applicable, le cas échéant.
- 8) Sur réception d'un avis de réclamation, la CCN peut retenir, à même toutes les sommes dues et payables à l'entrepreneur en vertu du contrat, l'intégralité ou toute partie du montant de cette réclamation.
- 9) La CCN doit aviser par écrit l'entrepreneur avec diligence de toutes les réclamations reçues et l'aviser de son intention de retenir des fonds. L'entrepreneur peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, déposer, auprès de la CCN, une sûreté à la satisfaction de ce dernier dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation; sur réception de cette sûreté, la CCN verse à l'entrepreneur tous les fonds qui auraient dû normalement lui être versés et qui ont été retenus conformément aux dispositions de cette clause suite à la réclamation d'un réclamant pour laquelle la sûreté a été déposée.

CG5.9 DROIT DE COMPENSATION

- 1) Sans restreindre tout droit de compensation ou de déduction prévu explicitement ou implicitement par la loi ou ailleurs dans le contrat, la CCN peut opérer compensation de toute somme due par l'entrepreneur à la CCN en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours, à l'encontre des sommes dues par la CCN à l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 2) Pour les fins de l'alinéa 1) de la CG5.9, l'expression « contrat en cours » signifie un contrat conclu entre la CCN et l'entrepreneur :
 - a) en vertu duquel l'entrepreneur est légalement obligé d'exécuter des travaux ou de fournir de la main-d'œuvre ou des matériaux; ou
 - b) à l'égard duquel la CCN a, depuis la date du contrat, exercé son droit de retirer à l'entrepreneur les travaux faisant l'objet de ce contrat.

CG5.10 DÉDOMMAGEMENT POUR RETARD D'ACHÈVEMENT

- 1) Pour les fins de cette clause:
 - a) les travaux sont censés être achevés à la date du certificat d'achèvement;
 - b) « période de retard » signifie la période commençant le jour fixé pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement des travaux, à l'exception cependant de tout jour faisant partie d'un délai de prolongation accordée en vertu de la CG6.5

Retards et prolongation du délai et de tout autre jour où, de l'avis de la CCN, l'achèvement des travaux a été retardé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'entrepreneur.

- 2) Si l'entrepreneur n'achève pas les travaux au jour fixé pour leur achèvement, mais achève ces travaux par la suite, l'entrepreneur verse à la CCN un montant égal à l'ensemble:
 - a) de tous les salaires, gages et frais de déplacement versés par la CCN aux personnes surveillant l'exécution des travaux pendant la période de retard;
 - b) des coûts encourus par la CCN en conséquence de l'impossibilité pour elle de faire usage des travaux achevés pendant la période de retard; et
 - c) de tous les autres frais et dommages encourus ou subis par la CCN pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des travaux à la date prévue.
- 3) Si elle estime que l'intérêt public le commande, la CCN peut renoncer à son droit à la totalité ou à toute partie d'un paiement exigible de l'entrepreneur conformément à l'alinéa 2) de la CG5.10.

CG5.11 RETARD DE PAIEMENT

- 1) Nonobstant la CG1.5 *Rigueur des délais*, tout retard accusé par la CCN à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu de la CG5 *Modalités de paiement* ne constitue pas un défaut de la CCN aux termes du contrat.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 3) de la CG5.11, la CCN verse à l'entrepreneur des intérêts simples au taux d'escompte moyen majoré de 3 % par an sur tout montant en souffrance en vertu de l'alinéa 3) de la CG5.1 *Interprétation*; les intérêts s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date du paiement.
- 3) Les intérêts sont versés, sur demande de l'entrepreneur, sous réserve des conditions suivantes :
 - a) pour ce qui est des montants en souffrance depuis moins de 15 jours, aucun intérêt ne sera versé en vertu de paiements effectués à l'intérieur de cette période; et
 - b) les intérêts ne seront ni exigibles, ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.

CG5.12 INTÉRÊTS SUR LES RÉCLAMATIONS RÉGLÉES

- 1) Pour les fins de cette clause, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujetti à des négociations entre la CCN et l'entrepreneur en vertu du contrat.
- 2) Une réclamation est réputée réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par la CCN et l'entrepreneur et fait état du montant de la réclamation à verser par la CCN et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé.
- 3) Une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et exigible en vertu du contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 4) La CCN doit verser à l'entrepreneur des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen majoré de 3 % par an à compter du premier jour où cette réclamation est censée être en souffrance jusqu'au jour précédant la date de paiement.

CG5.13 REMISE DU DÉPÔT DE GARANTIE

- 1) Après la délivrance du certificat d'achèvement substantiel et à condition que l'entrepreneur n'ait pas manqué à ses engagements en vertu du contrat ou ne soit pas en défaut au terme du contrat, la CCN doit retourner à l'entrepreneur la totalité ou toute partie du dépôt de garantie qui, de l'avis de la CCN, n'est pas requise aux fins du contrat.
- 2) Après la délivrance du certificat d'achèvement, la CCN doit retourner à l'entrepreneur le solde de tout dépôt de garantie, sauf stipulation contraire du contrat.
- 3) Si le dépôt de garantie a été versé, la CCN doit payer à l'entrepreneur l'intérêt sur ledit dépôt selon le taux établi en application de l'article 21(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

- CG6.1 MODIFICATIONS DES TRAVAUX
- CG6.2 CHANGEMENTS DES CONDITIONS DU SOUS-SOL
- CG6.3 RESTES HUMAINS, VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES ET OBJETS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU SCIENTIFIQUE
- CG6.4 CALCUL DU PRIX
 - CG6.4.1 Calcul du prix avant d'apporter des modifications
 - CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications
 - CG6.4.3 Calcul du prix des prix unitaires
- CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI
- CG6.6 COÛTS ADMISSIBLES POUR DES MODIFICATIONS AU CONTRAT
 - CG6.6.1 Généralités
 - CG6.6.2 Taux de rémunération horaires
 - CG6.6.3 Coûts des matériaux, des installations et de l'équipement
 - CG6.6.4 Majoration pour l'entrepreneur ou le sous-traitant

CG6.1 MODIFICATIONS DES TRAVAUX

- 1) En tout temps avant la délivrance d'un certificat d'achèvement, la CCN peut ordonner pour des additions, suppressions ou autres modifications aux travaux ou des changements à l'emplacement ou au positionnement de l'ensemble ou d'une partie des travaux à la condition que ces additions, suppressions, modifications ou autre révision soient, selon lui conformes à l'intention générale du contrat.
- 2) Tout ordre mentionné à l'alinéa 1) de la CG6.1 est émis par écrit et est signifié à l'entrepreneur conformément à la CG2.3 *Avis*.
- 3) Sur réception d'un ordre, l'entrepreneur exécute promptement les travaux conformément à cet ordre, comme s'il était reproduit dans le contrat d'origine et qu'il en faisait partie.
- 4) Si ce que l'entrepreneur a fait ou omis de faire suite à un ordre augmente ou réduit le coût des travaux ceux-ci sont payés conformément à la CG6.4 *Calcul du Prix*.

CG6.2 CHANGEMENTS DES CONDITIONS DU SOUS-SOL

- 1) Si, pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur constate une différence substantielle entre les conditions réelles du sous-sol rencontrées à l'emplacement des travaux et celles décrites aux documents de soumission fournis à l'entrepreneur ou celles que l'entrepreneur a raisonnablement présumées exister en se fondant sur les renseignements contenus aux dits documents, l'entrepreneur doit en donner avis à la CCN dès qu'il en a connaissance.
- 2) Si l'entrepreneur est d'avis qu'il peut encourir ou subir des frais supplémentaires, pertes ou dommages directement attribuables aux changements des conditions du sous-sol, il doit, dans les 10 jours de la date à laquelle il a constaté ces changements, aviser par écrit la CCN de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.
- 3) Si l'entrepreneur a donné l'avis visé dans l'alinéa 2) de la CG6.2, il doit dans les 30 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement substantiel, transmettre à la CCN une réclamation écrite des frais supplémentaires, pertes ou dommages.
- 4) Une réclamation écrite visée à l'alinéa 3) de la CG6.2 doit contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation afin que la CCN puisse déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que la CCN peut exiger.

- 5) Si, de l'avis de la CCN, la réclamation visée à l'alinéa 3) de la CG6.2 est justifiée, la CCN verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4 *Calcul du Prix*.
- 6) Lorsque, de l'avis de la CCN, l'entrepreneur réalise des économies directement attribuables à une différence substantielle entre les conditions du sous-sol rencontrées à l'emplacement des travaux et celles décrites aux documents de soumission fournis à l'entrepreneur ou celles que l'entrepreneur a raisonnablement présumées exister en se fondant sur les renseignements contenus aux dits documents, le montant du contrat sera réduit de la somme des économies déterminée conformément à la CG6.4 *Calcul du Prix*.
- 7) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé à l'alinéa 2) de la CG6.2 et de présenter une réclamation faisant l'objet de l'alinéa 3) de la CG6.2 dans le délai prescrit, aucun supplément ne sera versé en l'occurrence.
- 8) La CCN ne garantit le contenu d'aucun rapport de conditions du sous-sol ayant été mis à la disposition de l'entrepreneur pour consultation et ne faisant pas partie des documents de soumission ni des documents contractuels.

G6.3 RESTES HUMAINS, VESTIGES ARCHÉOLOGIQUES ET OBJETS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT HISTORIQUE OU SCIENTIFIQUE

- 1) Pour les fins de la présente clause:
 - a) « restes humains » signifie, la totalité ou une partie d'un cadavre humain, peu importe le temps écoulé depuis le décès;
 - b) « vestiges archéologiques » signifie, pièces, artefacts ou objets façonnés, modifiés ou utilisés par des êtres humains dans le passé, pouvant notamment comprendre des structures ou des monuments en pierre, en bois ou en fer, des objets jetés aux ordures, des ossements façonnés, des armes, des outils, des pièces de monnaie et des poteries;
 - c) « objets présentant un intérêt historique ou scientifique » signifie, objets ou choses d'origine naturelle ou artificielle de toute époque qui ne sont pas des vestiges archéologiques mais qui peuvent présenter un certain intérêt pour la société en raison de leur importance historique ou scientifique, de leur valeur, de leur rareté, de leur beauté naturelle ou de quelque autre qualité.
- 2) Si, au cours des travaux, l'entrepreneur découvre quelque objet, pièce ou chose que décrit l'alinéa 1) de la CG6.3 ou qui ressemble à tout objet, pièce ou chose décrit par l'alinéa 1) de la CG6.3, il doit :
 - a) prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires, y compris ordonner l'arrêt des travaux dans la zone visée, pour les protéger et les préserver;
 - b) aviser immédiatement le La CCN de la situation, par écrit;
 - c) prendre toutes les mesures raisonnables et nécessaires pour réduire les coûts supplémentaires que pourrait entraîner tout arrêt des travaux.
- 3) Dès la réception d'un avis transmis conformément au sous-alinéa 2) b) de la CG6.3, la CCN détermine promptement si l'objet, la pièce ou la chose correspond à la description donnée à l'alinéa 1) de la CG6.3 ou s'il est visé par cet alinéa, et il indique par écrit à l'entrepreneur les mesures à prendre ou les travaux à entreprendre par suite de la décision de la CCN.
- 4) La CCN peut en tout temps retenir les services d'experts pour l'aider à mener à bien la recherche, l'examen, l'exécution de mesurages ou l'enregistrement d'autres données, la mise en place de dispositifs permanents de protection ou le déplacement de l'objet, de la pièce ou de la chose découvert

par l'entrepreneur, et l'entrepreneur permet, à la satisfaction de la CCN, l'accès au chantier et collabore avec eux à l'accomplissement de leurs tâches et de leurs obligations.

- 5) Les restes humains, les vestiges archéologiques et les objets présentant un intérêt historique ou scientifique demeurent la propriété de la CCN.
- 6) Sauf stipulation contraire du contrat, les dispositions de la CG6.4 *Calcul du Prix* et de la CG6.5 *Retards et prolongation de délai* s'appliquent.

CG6.4 CALCUL DU PRIX

CG6.4.1 Calcul du prix avant d'apporter des modifications

- 1) Si une entente à forfait s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, le prix de toute modification correspondra à l'ensemble des coûts de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour exécuter cette modification selon les modalités convenues par écrit entre l'entrepreneur et la CCN ainsi qu'à une majoration au titre de l'ensemble de la surveillance, de la coordination, de l'administration, des frais généraux, de la marge bénéficiaire et des risques que comporte la réalisation des travaux dans le respect du budget précisé; cette majoration est égale à:
 - a) 20% des coûts globaux visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée par les effectifs de l'entrepreneur, si le coût global des travaux n'excède pas 50 000 \$;
 - b) 15% des coûts globaux visés dans les présentes pour la tranche des travaux réalisée en sous-traitance, si le coût global des travaux n'excède pas 50 000 \$; ou
 - c) à un pourcentage négocié des coûts globaux visés dans les présentes ou à un montant négocié
 - (i) si le coût global des travaux excède 50 000 \$; ou
 - (ii) si l'entrepreneur et la CCN en conviennent par écrit.
- 2) Si une entente à prix unitaire s'applique à l'ensemble ou à une partie du contrat, l'entrepreneur et la CCN peuvent, par convention écrite, ajouter, dans le tableau des prix unitaires, articles, unités de mesure, quantités estimatives et prix unitaires.
- 3) Un prix unitaire visé à l'alinéa 2) de la CG6.4.1 doit être calculé en fonction de l'ensemble des coûts estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux nécessaires pour les articles supplémentaires convenus entre l'entrepreneur et la CCN, ainsi qu'à une majoration calculée conformément à l'alinéa 1) de la CG6.4.1.
- 4) Pour permettre l'approbation du prix de la modification ou l'ajout du prix par unité, selon le cas, l'entrepreneur doit présenter une ventilation estimative des coûts, indiquant au minimum, les frais estimatifs de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux, le montant de chaque contrat de sous-traitance et le montant de la majoration.
- 5) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités de l'alinéa 1) de la CG6.4.1, le prix est calculé conformément à la CG6.4.2.
- 6) Si aucun accord n'est conclu selon les modalités des alinéas 2) et 3) de la CG6.4.1, la CCN établit la catégorie et l'unité de mesure des articles de main-d'œuvre, d'outillage ou de matériaux, et le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.

CG6.4.2 Calcul du prix après avoir apporté des modifications

- 1) S'il est impossible d'établir au préalable le prix d'une modification apportée aux travaux ou au' aucune entente n'est conclue à ce sujet, le prix de la modification est égal à l'ensemble :
 - a) de tous les montants justes et raisonnables effectivement déboursés ou légalement payables par l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux appartenant à l'une des catégories de dépenses prévues à l'alinéa 2) de la CG6.4.2 qui sont directement attribuables à l'exécution du contrat;
 - b) d'une majoration pour la marge bénéficiaire et l'ensemble des autres dépenses ou frais, y compris les frais généraux, les frais d'administration générale, les frais de financement et les intérêts, pour un montant égal à 10 % de la somme des frais visés au sous-alinéa 1)a) de la CG6.4.2;
 - c) des intérêts sur les montants établis en vertu des sous-alinéas 1)a) et 1)b) de la CG6.4.2 et calculés conformément à la CG5.12 *Intérêts sur les réclamations réglées*.
- 2) Les frais de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux visés dans le sous-alinéa 1)a) de la CG6.4.2 sont limités aux catégories de dépenses suivantes :
 - a) les paiements faits aux sous-traitants et aux fournisseurs;
 - b) les traitements, salaires et primes et, s'il y a lieu, les dépenses de voyages et d'hébergement des employés de l'entrepreneur affectés au chantier, de même que la tranche des traitements, des salaires, des primes et, s'il y a lieu, des dépenses de voyages et d'hébergement des membres du personnel de l'entrepreneur travaillant généralement au siège social ou dans un bureau général de l'entrepreneur, à la condition que ces employés soient effectivement affectés de manière appropriée, aux travaux prévus au contrat;
 - c) les cotisations exigibles en vertu des lois se rapportant à l'indemnisation des accidents du travail, l'assurance-emploi, le régime de retraite ou les congés rémunérés, les régimes d'assurance-maladie ou d'assurance des provinces, les examens environnementaux et les frais de perception de la TPS/TVH;
 - d) les frais de location d'outillage ou un montant équivalent à ces frais si l'outillage appartient à l'entrepreneur, qu'il était nécessaire et qu'il a été utilisé dans l'exécution des travaux, à la condition que lesdits frais ou le montant équivalent soient raisonnables et que l'utilisation de cet outillage ait été approuvée par la CCN;
 - e) les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et les frais de réparation de cet outillage qui, de l'avis de la CCN, sont nécessaires à la bonne exécution du contrat, à l'exclusion des frais de toute réparation de l'outillage attribuables à des vices existants avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
 - f) les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et intégrés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - g) les paiements relatifs à la préparation, à la livraison, à la manutention, au montage, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du contrat et utilisés à cette fin;
 - h) tout autre paiement fait par l'entrepreneur avec l'approbation de la CCN qui sont nécessaires à l'exécution du contrat, conformément aux documents contractuels.

CG6.4.3 Calcul du prix – des prix unitaires

- 1) Sauf dans les cas prévus dans les alinéas 2), 3), 4) et 5) de la CG6.4.3, s'il appert que la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est supérieure ou inférieure à la quantité estimative, l'entrepreneur exécute les travaux ou fournit l'outillage et les matériaux nécessaires à l'achèvement de cet article, et les travaux effectivement exécutés ou l'outillage et les matériaux effectivement fournis sont payés selon les prix unitaires indiqués dans le contrat.
- 2) Si la quantité finale de l'article à prix unitaire dépasse de plus de 15 % la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre une demande pour négocier la modification du prix unitaire pour la partie de l'article en sus de 115 % de la quantité estimative; afin de permettre l'approbation du prix unitaire modifié, l'entrepreneur dépose sur demande, auprès de la CCN:
 - a) les relevés détaillés des coûts réels de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative pour l'article à prix unitaire, jusqu'à la date à laquelle la négociation a été demandée;
 - b) le coût unitaire estimatif de la main-d'œuvre, de l'outillage et des matériaux nécessaires pour la partie de l'article en sus de 115 % de la quantité estimative.
- 3) Si les deux parties ne s'entendent pas selon les modalités de l'alinéa 2) de la CG6.4.3, le prix unitaire est calculé conformément à la CG6.4.2.
- 4) Lorsque la quantité finale de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux pour un article à prix unitaire est inférieure à 85 % de la quantité estimative, l'une des deux parties au contrat peut adresser par écrit à l'autre, une demande pour négocier la modification du prix unitaire de cet article si :
 - a) il existe une différence démontrable entre le coût unitaire de l'entrepreneur pour l'exécution ou la fourniture de la quantité estimative et son coût unitaire pour l'exécution ou la fourniture de la quantité finale;
 - b) la différence de coût unitaire est attribuable exclusivement à la réduction de la quantité, à l'exclusion de toute autre cause.
- 5) Pour les besoins de la négociation visée à l'alinéa 4) de la CG6.4.3 :
 - a) il incombe à la partie qui fait la demande de négociation d'établir, justifier et quantifier la modification proposée :
 - b) le prix total d'un article qui a été modifié en raison d'une réduction de quantité conformément à l'alinéa 4) de la CG6.4.3 ne doit en aucun cas être supérieur au montant qui aurait été versé à l'entrepreneur si 85 % de la quantité estimée avait été effectivement exécutée ou fournies.

CG6.5 RETARDS ET PROLONGATION DE DÉLAI

- 1) À la demande de l'entrepreneur avant la date fixée pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée antérieurement en conformité du présent alinéa, la CCN peut prolonger le délai d'achèvement des travaux en fixant une nouvelle date s'il constate que des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur en ont retardé l'achèvement.
- 2) La demande de l'entrepreneur doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG6.5, aucun paiement autre qu'un paiement prévu expressément dans le contrat n'est versé par la CCN à l'entrepreneur pour les dépenses supplémentaires et pour les

pertes ou les dommages engagés ou subis par l'entrepreneur pour cause de retard, que le retard soit attribuable ou non à des circonstances indépendantes de la volonté de ce dernier.

- 4) Si l'entrepreneur encourt ou subit des frais supplémentaires, des pertes ou des dommages directement attribuables à la négligence ou à un retard de la part de la CCN après la date du contrat, à fournir tout renseignement ou à tout acte auquel la CCN est expressément obligé par le contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire, l'entrepreneur doit, dans les 10 jours ouvrables suivant la date de la première négligence ou du premier retard, aviser la CCN par écrit de son intention de réclamer le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toute perte ou dommage.
- 5) Lorsque l'entrepreneur donne un avis visé dans l'alinéa 4) de la CG6.5, il doit sous peine de déchéance dans les 30 jours suivant la date de délivrance du certificat d'achèvement, présenter par écrit à la CCN une réclamation des frais supplémentaires, pertes ou dommages.
- 6) Une réclamation écrite visée à l'alinéa 5) de la CG6.5 doit comprendre une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la réclamation pour permettre à la CCN de déterminer si cette réclamation est justifiée ou non, et l'entrepreneur fournit tout autre renseignement complémentaire que la CCN peut exiger à cette fin.
- 7) Si, de l'avis de la CCN, la réclamation mentionnée à l'alinéa 5) de la CG6.5 est justifiée, la CCN verse à l'entrepreneur un supplément calculé conformément à la CG6.4 *Calcul du Prix*.
- 8) Si l'entrepreneur néglige de donner l'avis visé à l'alinéa 4) et de présenter une réclamation faisant l'objet de l'alinéa 5) de la CG6.5 dans le délai prescrit, aucun supplément ne lui est versé à cet égard.

CG6.6 COÛTS ADMISSIBLES POUR LES MODIFICATIONS DE CONTRAT EN VERTU DE CG6.4.1

CG6.6.1 Généralités

- 1) L'entrepreneur doit présenter une ventilation des coûts estimés pour chaque modification proposée conformément à l'alinéa 4) de la CG6.4.1 *Calcul du prix avant d'apporter des modifications*. La ventilation doit faire état de l'ensemble des coûts de la main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux qui sont estimés par l'entrepreneur et sous-traitants, ainsi que du montant de chaque majoration.
- 2) Il appartient à l'entrepreneur de s'assurer que tous les prix des sous-traitants inclus dans le prix qu'il soumet à la CCN sont justes et raisonnables, compte tenu des modalités exprimées dans les présentes.
- 3) Le nombre d'heures de travail requises pour la modification proposée doit être fondé sur le nombre estimatif d'heures requises pour exécuter les travaux.
- 4) Ces heures peuvent comprendre le temps de travail du contremaître en service, calculé au taux applicable convenu par écrit entre l'entrepreneur et la CCN.
- 5) Le temps attribuable à la manutention des matériaux, les facteurs de productivité et les périodes de repos approuvées doivent faire partie du nombre d'heures requises pour la modification proposée et ne seront pas payés comme élément distinct aux taux horaires.
- 6) Les majorations visées à l'article 04 ci-après ne doivent pas être comprises dans les taux horaires de main-d'œuvre.
- 7) Seuls les travaux directement reliés aux modifications pourront faire l'objet d'un crédit pour travaux supprimés.

- 8) Lorsqu'une modification entraîne la suppression de travaux qui n'ont pas encore été exécutés, la CCN a droit à un ajustement au montant du contrat, égal au coût que l'entrepreneur aurait engagé si les travaux n'avaient pas été supprimés.
- 9) Les majorations mentionnées à l'article 04 ci-après ne doit être appliqué à aucun crédit pour travaux supprimés.
- 10) Dans les cas où le changement consiste à ajouter des éléments aux travaux et à en supprimer, les majorations visées à l'article 04 ci-après ne s'appliquent que lorsque le coût des travaux ajoutés moins le coût des travaux supprimés entraîne une augmentation du montant du contrat. La majoration en pourcentage ne s'appliquera qu'à la tranche des coûts des travaux ajoutés en sus du coût des travaux supprimés.
- 11) Si la modification proposée oblige à modifier la date d'achèvement des travaux prévue au contrat ou a un impact sur les travaux, l'entrepreneur doit déterminer le nouveau coût, le cas échéant, et l'inclure dans la ventilation qu'il présente à la CCN.

CG6.6.2 Taux horaires de main-d'œuvre

- 1) Les taux horaires de main-d'œuvre énumérés dans la ventilation de l'entrepreneur son établis conformément aux conventions collectives s'appliquant sur le chantier et comprennent:
 - a) le taux de salaire de base;
 - b) les rémunérations de vacances;
 - c) les avantages sociaux, soit :
 - (i) les cotisations d'assurance-sociale;
 - (ii) les cotisations de retraite;
 - (iii) les droits d'affiliation syndicale;
 - (iv) les cotisations aux caisses de formation et d'industrie;
 - (v) les autres avantages sociaux applicables, le cas échéant, que l'entrepreneur peut justifier.
 - d) les obligations légales et les exigences établies par la loi, évaluées et payables en vertu de la loi, qui incluent :
 - (i) les cotisations d'assurance-emploi;
 - (ii) les cotisations au Régime de pensions du Canada ou au Régime des rentes du Québec;
 - (iii) les cotisations à verser à la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou à l'organisme chargé de l'indemnisation des accidents du travail;
 - (iv) les primes d'assurance-responsabilité civile et dommages matériels;
 - (v) les primes d'assurance-santé.
- 2) Dans le cas de la main-d'œuvre non syndiquée, tous les taux demandés en paiement doivent respecter les modalités des Conditions de travail faisant partie de ce contrat; l'entrepreneur devra fournir des pièces satisfaisantes justifiant les taux effectivement payés.

CG6.6.3 Coûts des matériaux, de l'outillage et de l'équipement

- 1) Les coûts de tous les achats et locations doivent être calculés d'après le montant réel versé aux fournisseurs par l'entrepreneur ou par le sous-traitant; lesdits éléments de coût doivent comprendre tous les rabais applicables.

CG6.6.4 Majoration de l'entrepreneur ou du sous-traitant

- 1) Les majorations établies conformément à l'article 1) de la CG6.4.1 *Calcul du prix avant d'apporter des modifications* sont réputées comme étant rémunération intégrale pour :
 - a) la surveillance, la coordination, l'administration, les frais généraux, la marge bénéficiaire et le risque que comporte la réalisation des travaux dans le respect du montant stipulé; et
 - b) les suppléments de coûts divers se rapportant :
 - (i) à l'achat ou à la location des matériaux, de l'outillage et de l'équipement;
 - (ii) à l'achat de petit outillage et de fournitures;
 - (iii) aux mesures de sécurité et de protection;
 - (iv) aux permis, aux cautionnements, aux assurances, aux études techniques, aux dessins de l'ouvrage fini, à la mise en service et au bureau de chantier.

- CG7.1 TRAVAUX RETIRÉS À L'ENTREPRENEUR
- CG7.2 SUSPENSION DES TRAVAUX
- CG7.3 RÉSILIATION DU CONTRAT
- CG7.4 DÉPÔT DE GARANTIE – CONFISCATION OU REMISE

CG7.1 TRAVAUX RETIRES A L'ENTREPRENEUR

- 1) La CCN peut, sans autre autorisation en donnant un avis par écrit à l'entrepreneur conformément à la CG2.3 *Avis*, retirer à l'entrepreneur la totalité ou toute partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'entrepreneur :
 - a) fait défaut ou tarde à commencer ou à exécuter les travaux avec diligence et, à la satisfaction de la CCN, dans les 6 jours suivant l'envoi de l'avis par écrit de la CCN à l'entrepreneur, conformément à la CG2.3 *Avis*;
 - b) néglige d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le contrat;
 - c) devient insolvable ou a commis un acte de faillite et n'a pas fait de proposition à ses créanciers, ni déposé d'avis d'intention de faire une telle proposition en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
 - d) abandonne les travaux;
 - e) fait cession du contrat sans le consentement requis à la CG1.16 *Cession*; ou
 - f) fait défaut de quelque autre façon d'observer ou d'accomplir l'une quelconque des dispositions du contrat.
- 2) Si la totalité ou toute partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, l'entrepreneur n'a droit, sauf dispositions de l'alinéa 3) de la CG7.1 à aucun autre paiement dû et exigible, et l'entrepreneur est tenu de payer à la CCN, sur demande un montant égal à la totalité des pertes et dommages que la CCN aura subis en raison du défaut de l'entrepreneur d'achever les travaux.
- 3) Si la totalité ou toute partie des travaux retirés à l'entrepreneur est achevée par la CCN, cette dernière peut payer le montant qu'il a établi, le cas échéant, de toute retenue ou demande d'acompte, due et exigible avant la date à laquelle les travaux ont été retirés à l'entrepreneur et qui n'est pas nécessaire pour assurer l'exécution des travaux ou pour indemniser la CCN des pertes ou dommages encourus ou subis en raison du défaut de l'entrepreneur.
- 4) Le retrait de la totalité ou de toute partie des travaux à l'entrepreneur n'as pas pour effet de libérer l'entrepreneur de quelque obligation stipulée au contrat ou imposée par la loi, sauf quant à l'obligation pour lui de continuer l'exécution de la partie des travaux qui lui fut ainsi retirée.
- 5) Si la totalité ou une partie des travaux est retirée à l'entrepreneur, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les niveaux dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'entrepreneur ou ses fournisseurs ou sous-traitants à tous les niveaux en vertu du contrat continuent d'appartenir à la CCN, sans indemnisation.
- 6) Lorsque la CCN certifie que tout outillage, matériaux ou un intérêt quelconque de l'entrepreneur n'est plus nécessaire pour les travaux ou qu'il n'est plus dans l'intérêt de la CCN de retenir lesdits outillages, matériaux ou intérêts, ils sont remis à l'entrepreneur.
- 7) Si l'entrepreneur devient insolvable ou ait faillite et qu'il dépose une proposition auprès de ses créanciers ou un avis d'intention de déposer cette proposition, conformément à la *Loi sur la faillite et*

l'insolvabilité, il doit immédiatement faire parvenir à la CCN une copie de cette proposition ou de cet avis d'intention.

CG7.2 SUSPENSION DES TRAVAUX

- 1) La CCN peut, lorsqu'elle estime que l'intérêt public le commande, sommer l'entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis de suspension, conformément à la CG2.3 *Avis*.
- 2) Sur réception d'un avis de suspension, l'entrepreneur suspend toutes les opérations relatives aux travaux, sauf celles que la CCN juge nécessaires pour l'entretien et la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 3) Pendant la durée de la suspension, l'entrepreneur ne peut enlever du chantier quelque partie des travaux, de l'outillage ou des matériaux sans le consentement de la CCN.
- 4) Si la durée de la suspension est égale ou inférieure à 60 jours, l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux dès l'expiration de cette période et il a droit au paiement des frais supplémentaires qu'il a nécessairement encourus en raison de la suspension; ces frais sont calculés conformément à la CG6.4 *Calcul du prix*.
- 5) Si la durée de la suspension est supérieure à 60 jours, la CCN et l'entrepreneur peuvent convenir que ce dernier continue l'exécution des travaux, et l'entrepreneur reprend l'exécution des travaux sujets aux modalités et conditions convenues entre la CCN et l'entrepreneur. Si la CCN et l'entrepreneur ne conviennent pas que ce dernier continue d'exécuter les travaux ou qu'ils ne s'entendent pas sur les modalités et conditions dans lesquelles l'entrepreneur doit continuer, ceux-ci, l'avis de suspension est réputé constituer un avis de résiliation conformément à la CG7.3 *Résiliation du contrat*.

CG7.3 RÉSILIATION DU CONTRAT

- 1) La CCN peut résilier le contrat à tout moment en envoyant à l'entrepreneur un avis écrit de résiliation conformément à la CG2.3 *Avis*.
- 2) Lorsque l'entrepreneur reçoit un avis de résiliation, il cesse aussitôt toutes les activités consacrées à l'exécution du contrat, sous réserve des conditions précisées dans cet avis.
- 3) Sous réserve de l'alinéa 4) de la CG7.3, si le contrat est résilié, la CCN verse à l'entrepreneur le montant jugé payable à ce dernier en vertu de la CG6.4 *Calcul du prix*, moins l'ensemble de tous les montants qui furent payés à l'entrepreneur par la CCN et de tous les montants dont l'entrepreneur est redevable envers la CCN en vertu du contrat.
- 4) Le montant total à payer par la CCN à l'entrepreneur ne doit en aucun cas dépasser le montant, calculé conformément à la CG5 *Modalités de paiement*, qui aurait dû lui être payé s'il avait terminé les travaux.
- 5) La CCN effectuera le paiement à l'entrepreneur, le cas échéant, le plus tôt possible selon les circonstances.

CG7.4 DÉPÔT DE GARANTIE – CONFISCATION OU REMISE

- 1) Si les travaux sont retirés à l'entrepreneur ou que ce dernier manqué à ses obligations ou est en défaut aux termes du contrat, la CCN peut s'approprier le dépôt de garantie, s'il en est.
- 2) Si la CCN s'approprie le dépôt de garantie, le montant obtenu en l'occurrence est réputé être un montant payable à l'entrepreneur par la CCN en vertu du contrat.

- 3) Tout solde du montant obtenu, s'il en est, après paiement de toutes pertes, dommages ou réclamations de la CCN et des tiers, sera payé par la CCN à l'entrepreneur si, selon la CCN, ce solde n'est pas nécessaire pour les fins du contrat.

- 1) L'entrepreneur peut contester, dans les 10 jours de sa réception, toute décision ou directive visée dans la CG6.1 *Modifications des travaux* et dans la CG2.2 *Interprétation du contrat*.
- 2) Toute contestation visée à l'alinéa 1) de la CG8 doit être par écrit, indiquer tous les motifs de la contestation, être signée par l'entrepreneur et communiquée à la CCN.
- 3) Si l'entrepreneur proteste conformément à l'alinéa 2) de la CG8, le fait pour lui de se conformer à la décision ou à la directive contestée ne sera pas interprété comme une reconnaissance du bien-fondé de cette décision ou de cette directive et ne pourra constituer une fin de non-recevoir quant à la poursuite qu'il estimera appropriée dans les circonstances.
- 4) Tout protêt de l'entrepreneur en vertu de l'alinéa 2) de la CG8 ne le dispense pas de se conformer à la décision ou directive en question.
- 5) Sous réserve de l'alinéa 6) de la CG8, l'entrepreneur doit, sous peine de déchéance, intenter toute poursuite judiciaire mentionnée à l'alinéa 3) de la CG8 dans les trois mois suivant la date d'émission du certificat d'achèvement mentionné dans la CG5.6 *Achèvement définitif*, sauf dans les cas où la loi le permet.
- 6) L'entrepreneur doit, sous peine de déchéance, intenter dans les trois mois suivant la fin d'une garantie ou d'une période de garantie, toute poursuite judiciaire mentionnée à l'alinéa 3) de la CG8 et découlant d'une directive donnée en vertu de la CG3.13 *Garantie et rectification des défauts des travaux*, sauf dans les cas où la loi le permet.
- 7) Sous réserve de l'alinéa 8) de la CG8, si la CCN tient la contestation de l'entrepreneur comme bien fondée, elle doit rembourser à l'entrepreneur le coût de main-d'œuvre, d'outillage et de matériaux additionnels nécessaire à l'exécution de l'ordre ou de la directive ayant fait l'objet du protêt.
- 8) Les coûts mentionnés à l'alinéa 7) de la CG8 doivent être calculés conformément à la CG6.4 *Calcul du prix*.

- CG9.1 OBLIGATION DE DÉPOSER UNE GARANTIE CONTRACTUELLE
- CG9.2 TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE
- CG9.3 LETTRE DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE

CG9.1 OBLIGATION DE DÉPOSER UNE GARANTIE CONTRACTUELLE

- 1) L'entrepreneur doit, à ses frais et dans les 14 jours suivant la réception d'un avis confirmant que la CCN accepte son offre, obtenir et déposer auprès de la CCN une garantie contractuelle sous l'une ou plusieurs des formes prescrites dans la CG9.2 *Types et montants de la garantie contractuelle*.
- 2) Si la totalité ou une partie de la garantie contractuelle déposée se présente sous la forme d'un dépôt de garantie, cette garantie est conservée et traitée conformément à la CG5.13 *Remise du dépôt de garantie* et à la CG7.4 *Dépôt de garantie - confiscation ou remise*.
- 3) Si une partie de la garantie contractuelle déposée se présente sous la forme d'un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, l'entrepreneur doit en afficher une copie à l'emplacement des travaux.
- 4) Le dépôt de la garantie contractuelle, selon les modalités précisées dans les présentes, constitue une des conditions préalables à l'autorisation du premier paiement progressif.
- 5) En plus des limites imposées en vertu de l'alinéa 4) de la CG9.1, l'entrepreneur reconnaît et accepte qu'il n'aura pas accès au site des travaux, ni ne pourra commencer les travaux visés par le contrat, jusqu'à ce qu'il ait versé la garantie contractuelle selon les modalités précisées dans les présentes.

CG9.2 TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE

- 1) L'entrepreneur doit déposer auprès de la CCN soit a), b) ou c):
 - a) Un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant chacun au moins 50 % du montant du contrat, taxes incluses
 - b) Un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux pour une somme, représentant au moins 50 % du montant du contrat, taxes incluses, et un dépôt de garantie représentant au moins 10 % du montant du contrat, taxes incluses.
 - c) Un dépôt de garantie représentant le montant de garantie prescrit au sous-alinéa 1)b) de la CG9.2, majoré d'un supplément s'élevant à 10 % du montant du contrat, taxes incluses.
- 2) Le montant maximum du dépôt de garantie requis en vertu du sous-alinéa 1)b) de la CG9.2 est de 2 000 000 \$, quel que soit le montant du contrat taxes incluses.
- 3) Le cautionnement d'exécution et le cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux mentionnés à l'alinéa 1) de la CG9.2 doivent être présentés en utilisant un formulaire approuvé par la CCN et provenir d'une compagnie de cautionnement reconnue par la CCN.
 - a) Le formulaire approuvé de cautionnement d'exécution est inclus à la fin de la section CG9.
 - b) Le formulaire approuvé de cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux est inclus à la fin de la section CG9. ; et
 - c) La liste des compagnies de cautionnement reconnues est affichée sur le site Web suivant :

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12027>

- 4) Le dépôt de garantie mentionné aux sous-alinéas 1)b) et 1)c) de la CG9.2 consiste en:
- a) une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste établi à l'ordre de la CCN et certifié par une institution financière approuvée ou tiré par une institution financière approuvée sur son propre compte; ou
 - b) des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 5) Aux fins du sous-alinéa 4)a) de la CG9.2:
- a) une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par l'entrepreneur à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme à la CCN ou à l'ordre de cette dernière;
 - b) si une lettre de change, une traite bancaire ou un mandat de poste est certifié(e) ou tiré par une institution financière ou une institution autre qu'une banque à charte, elle/il doit être accompagné(e) d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées au sous-alinéa 5)c) de la CG9.2;
 - c) une institution financière agréée est :
 - (i) une société ou institution membre de l'Association canadienne des paiements;
 - (ii) une société qui accepte les dépôts assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, et ce, jusqu'au maximum autorisé par la loi;
 - (iii) une société qui accepte les dépôts du public et pour laquelle le remboursement des dépôts est garanti par Sa Majesté au nom d'une province;
 - (iv) une société, une association ou une fédération constituée ou organisée comme caisse de crédit ou société coopérative de crédit, qui se conforme aux exigences d'une caisse de crédit, lesquelles sont plus amplement décrites au paragraphe 137(6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*; ou
 - (v) La Société canadienne des Postes.
- 6) Les obligations mentionnées au sous-alinéa 4)b) de la CG9.2 doivent être fournies à leur valeur courante sur le marché à la date du contrat et être :
- a) payables au porteur; ou
 - b) accompagnées d'un document de transfert dûment exécuté à l'ordre de la CCN, et dans la forme prescrite par le *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*; ou
 - c) soit enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom de la CCN, conformément au *Règlement sur les obligations intérieures du Canada*.

CG9.3 LETTRE DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE

- 1) En tant que solution de remplacement à un dépôt de garantie, la CCN accepte une lettre de crédit irrévocable, dont le montant est établi selon les modalités prévues pour un dépôt de garantie visé dans la CG9.2 *Types et montants de la garantie contractuelle*.
- 2) La lettre de crédit irrévocable doit:

- a) constituer une disposition, quelle que soit sa désignation ou description, en vertu de laquelle une institution financière (l'« émetteur »), agissant à la demande et selon les instructions d'un client (le « requérant »), ou à son nom,
 - (i) doit verser un paiement à la CCN ou l'établir à son ordre, à titre de bénéficiaire;
 - (ii) doit accepter et payer les lettres de change tirées par la CCN;
 - (ii) autorise une autre institution financière à effectuer un tel paiement ou à accepter et payer lesdites lettres de change; ou
 - (iv) autorise une autre institution financière à négocier, à la suite d'une demande écrite de paiement, à condition que les termes et conditions de la lettre de crédit soient respectées.
- b) indiquer le montant nominal que l'on peut tirer;
- c) porter une date d'expiration;
- d) prévoir le paiement à vue à l'ordre de la CCN à partir de la lettre de change de l'institution financière sur présentation d'une demande écrite de paiement signée par la CCN;
- e) prévoir que plus d'une demande écrite de paiement puisse être présentée à condition que la somme de ces demandes ne dépasse pas la valeur nominale de la lettre de crédit;
- f) prévoir son assujettissement aux Règles et usances (usages) uniformes relatives aux crédits documentaires de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication n° 600 de la CCI;
- g) préciser clairement qu'elle est irrévocable ou qu'elle est réputée l'être conformément à l'alinéa 6c) des Règles et usances (usages) uniformes relatives aux crédits documentaires de la Chambre de commerce internationale (CCI), révision de 2007, publication n° 600 de la CCI;
- h) être émise ou confirmée par une institution financière agréée sur son papier à en-tête, dans l'une ou l'autre des langues officielles avec une mise en page à la discrétion de l'émetteur ou du confirmateur.

CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

Numéro de cautionnement _____

Montant _____ \$

SACHEZ PAR LES PRÉSENTES que _____ à titre de débiteur principal (ci-après le débiteur principal), et _____, à titre de caution (ci-après appelée la caution), s'obligent et obligent leurs héritiers, exécuteurs et ayants droit conjointement et solidairement, sous réserve des conditions énoncées aux présentes, envers la Commission de la capitale nationale, le créancier, (ci-après appelée la CCN), au paiement de la somme de _____ dollars (_____ \$) en monnaie légale du Canada.

SIGNÉ ET SCELLÉ le _____ jour de _____, _____ . ATTENDU QUE le débiteur principal a conclu un contrat écrit à la CCN en date du _____ jour de _____, _____

pour : _____

LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT SERA NUL ET NON AVENU si le débiteur principal s'acquitte, de manière satisfaisante et de bonne foi, de toutes les obligations qui lui incombent en vertu du contrat; dans le cas contraire, le présent cautionnement demeurera en vigueur et aura plein effet, sous réserve des conditions suivantes:

1. Dans le cas où le débiteur principal omet d'exécuter l'une quelconque de ses obligations et que la CCN déclare qu'il est en situation de défaut :
 - (a) si le mandat des travaux n'est pas retiré au débiteur principal, la caution doit remédier au défaut du débiteur principal;
 - (b) si le mandat des travaux est retiré au débiteur principal, sur instruction de la CCN à cette fin, la caution doit achever les travaux conformément aux modalités du contrat, pourvu que, si un contrat est conclu à cette fin:
 - (i) ce contrat soit conclu entre la caution et l'entrepreneur chargé d'achever les travaux;
 - (ii) le choix de cet entrepreneur soit approuvé par la CCN;
 - (c) si le mandat des travaux est retiré au débiteur principal et si la CCN, après en avoir donné un avis raisonnable à la caution, n'enjoint pas à la caution d'achever les travaux, cette dernière doit assumer les coûts d'achèvement des travaux qui excèdent le montant dont dispose la CCN en vertu du contrat;
 - (d) la caution doit assumer la responsabilité et payer tous les dépassements de coûts liés à l'achèvement des travaux;
 - (e) la caution n'a pas droit aux sommes gagnées par le débiteur principal en vertu du contrat jusqu'à la date du défaut, ni aux retenues prélevées et détenues par la CCN sur ces sommes; la responsabilité de la caution en vertu du présent cautionnement demeure pleinement en vigueur à condition toutefois, sans limiter la généralité de ce qui précède, qu'à l'achèvement des travaux, à la satisfaction de la CCN, toute somme gagnée par le débiteur principal dans le cadre du contrat et toute retenue prélevée et détenue par la CCN sur ces sommes soit versée à la caution.
2. La responsabilité de la caution ne peut excéder le montant du présent cautionnement.
3. Aucune action en justice ou demande ne peut être intentée par la CCN contre la caution en vertu des présentes après l'expiration d'un délai de deux (2) ans suivant la date d'exigibilité du dernier paiement en vertu du contrat.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, ont dûment signé et scellé le présent cautionnement à la date indiquée plus haut.

SIGNÉ, SCELLÉ ET DÉLIVRÉ, en présence de :

Débiteur principal _____

Témoins _____

Caution _____

Remarque : le cas échéant, apposer le seau de la compagnie.

CAUTIONNEMENT POUR LE PAIEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DES MATÉRIAUX

Numéro de cautionnement _____

Montant _____ \$

SACHEZ PAR LES PRÉSENTES que _____ à titre de débiteur principal
(ci-après le débiteur principal), et _____, à titre de caution (ci-après appelée
la caution), s'obligent et obligent leurs héritiers, exécuteurs et ayants droit conjointement et solidairement, sous réserve des conditions énoncées aux
présentes, envers la Commission de la capitale nationale, le créancier, (ci-après appelée la CCN), au paiement de la somme de

_____ dollars (_____ \$) en monnaie
légale du Canada. **SIGNÉ ET SCELLÉ** le _____ jour de _____, _____ ATTENDU QUE le débiteur principal a

conclu un contrat écrit à la CCN en date du _____ jour de _____, _____ pour : _____
_____ (le contrat), lequel est

incorporé aux présentes par renvoi pour en faire partie intégrante.

LE PRÉSENT CAUTIONNEMENT SERA NUL ET NON AVENU si tous les paiements exigibles sont versés sans retard à tous les réclamants qui ont fourni de la main-d'œuvre des services ou des matériaux dans le cadre du contrat, y compris dans le cadre de toute modification contractuelle subséquente et de toute prolongation dûment autorisées, la caution renonçant par les présentes à son droit d'être avisée concernant ces modifications et prolongations ; au cas contraire, le cautionnement demeurera valide et en vigueur, sous réserve des conditions suivantes :

1. Dans le cadre du présent cautionnement, le réclamant (demandeur) désigne toute personne ayant conclu un contrat directement avec le débiteur principal ou l'un quelconque de ses sous-traitants pour de la main-d'œuvre des matériaux ou les deux, utilisés ou raisonnablement requis dans l'exécution du contrat ; sont compris dans la main-d'œuvre et les matériaux : l'eau, le gaz, l'énergie, l'éclairage, le chauffage, le mazout, l'essence naturelle, les services de téléphone et la location d'équipements (à l'exclusion de la location dont le loyer doit être inclus dans le prix d'achat du contrat) directement liés au contrat.
2. Le présent cautionnement ne s'applique pas aux demandes de paiement portant sur de la main-d'œuvre des services ou des matériaux fournis dans le cadre du contrat lorsque ces demandes représentent une dépense d'immobilisation ou des frais généraux ou d'administration encourus par le débiteur principal dans l'exécution du contrat.
3. Le débiteur et la caution conviennent par les présentes, conjointement et solidairement avec la CCN, que si un réclamant n'est pas payé en vertu de son contrat avec le débiteur ou avec un quelconque sous-traitant du débiteur dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'achèvement des services ou de la livraison des matériaux, la CCN pourra intenter une action en justice en vertu du présent cautionnement et poursuivre cette action jusqu'à jugement final et exécution pour toute somme qui peut être due. Le droit de la CCN d'intenter une telle action est cédé au réclamant conformément à la Partie VIII de la Loi sur la gestion des finances publiques.
4. Aux fins du présent cautionnement, la responsabilité du débiteur et de la caution face à un réclamant qui n'a pas conclu de contrat avec le débiteur se limite au montant que le débiteur aurait eu à payer au réclamant si les dispositions législatives provinciales ou territoriales applicables en matière de liens et de privilèges s'étaient appliquées aux travaux. Un réclamant n'est pas tenu de respecter les dispositions de ces lois qui établissent les procédures à respecter relativement aux avis, aux enregistrements ou autres qu'il aurait autrement été tenu de respecter pour conserver ou valider toute réclamation à l'égard de liens ou de privilèges dont il aurait pu se prévaloir. Le réclamant doit avoir droit d'acheminer sa réclamation et d'obtenir recouvrement en vertu des présentes, sous réserve des conditions et des exigences de notification prévues au cautionnement.
5. Toute modification importante du contrat conclu entre le débiteur et la CCN ne peut en aucune manière porter préjudice aux droits et intérêts d'un réclamant qui n'a pas contribué ou provoqué cette modification.
6. Aucun réclamant ne peut intenter une action en justice en vertu des présentes :
 - (a) à moins d'avoir donné un avis écrit, dans le délai imparti aux présentes, au débiteur principal et à la caution désignée aux présentes, indiquant aussi précisément que possible le montant réclamé. Cet avis doit être transmis par courrier recommandé à toute place d'affaires du débiteur et de la caution ou signifié conformément aux règles de signification des procédures judiciaires en vigueur dans la province ou le territoire où les travaux faisant l'objet du contrat sont situés. L'avis doit être donné :
 - (i) pour toute réclamation portant sur la retenue ou une partie de la retenue que le débiteur principal ou l'un quelconque de ses sous-traitants est tenu de prélever en vertu du contrat entre le réclamant et le débiteur principal ou, le cas échéant, du contrat entre le réclamant et le sous-traitant du débiteur principal, dans un délai de cent vingt (120) jours suivant la date d'exigibilité du dernier paiement dû au réclamant en vertu du contrat ;

.../2

- (ii) pour toute réclamation portant sur des sommes autres que la retenue mentionnée à l'alinéa qui précède, dans un délai de cent vingt (120) jours suivant le dernier jour où les services, les travaux, la main-d'œuvre ou les matériaux visés par la réclamation ont été fournis en vertu du contrat entre le réclamant et le débiteur principal ou son sous-traitant ;
 - (b) après l'expiration d'un délai d'une (1) année suivant la date à laquelle le débiteur principal a cessé les travaux en vertu du contrat, y compris les travaux exécutés en vertu d'une garantie accessoire au contrat ;
 - (c) ailleurs que devant un tribunal compétent dans la province ou le district du Canada où sont situés les travaux ou une partie des travaux visés par le contrat ; les parties au cautionnement conviennent par les présentes de se soumettre à la compétence de ce tribunal.
7. Doit être déduit du montant du présent cautionnement tout paiement effectué de bonne foi en vertu des présentes.
8. La caution ne peut réclamer aucune somme en vertu du contrat et le montant et l'étendue de sa responsabilité en vertu du présent cautionnement demeurent inchangés. Sans limiter la généralité de ce qui précède, la caution est tenue de payer toutes les réclamations valables soumises par un réclamant en vertu du présent cautionnement avant qu'une somme quelconque relative au contrat et retenue par la CCN ne puisse être versée à la caution.
9. La responsabilité de la caution ne peut excéder le montant du présent cautionnement.

EN FOI DE QUOI le débiteur principal et la caution, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, ont dûment signé et scellé le présent cautionnement à la date indiquée plus haut.

SIGNÉ, SCELLÉ ET DÉLIVRÉ, en présence de :

Débiteur principal _____

Témoins _____

Caution _____

Remarque : le cas échéant, apposer le seau de la compagnie.

| | |
|-------------|---|
| CG10.1 | POLICES D'ASSURANCE |
| CG10.2 | INDEMNITÉ D'ASSURANCE |
| CG10.3 | TERMES D'ASSURANCE |
| CG10.3.1 | Généralités |
| CG10.3.1.1 | Preuve du contrat d'assurance |
| CG10.3.1.2 | Paiement de franchise |
| CG10.3.2 | Assurance de la responsabilité civile des entreprises |
| CG10.3.2.1 | Portée de l'assurance |
| CG10.3.2.2. | Assuré |
| CG10.3.2.3 | Période d'assurance |
| CG10.3.3 | Assurance des chantiers / Risques d'installation |
| CG10.3.3.1 | Portée de l'assurance |
| CG10.3.3.2 | Montant d'assurance |
| CG10.3.3.3 | Indemnités d'assurance |

CG10.1 POLICES D'ASSURANCE

- 1) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, des polices d'assurance relativement aux travaux et en fournit la preuve à la CCN conformément aux exigences de CG10.
- 2) Les polices d'assurance mentionnées à l'alinéa 1) de la CG10.1 doivent être :
 - a) en la forme et nature, au montant, pour la durée et suivant les termes et conditions prévus aux *Conditions d'assurance*; et
 - b) prévoir le remboursement des demandes de règlement, conformément à la CG10.2 *Indemnité d'assurance*.

CG10.2 INDEMNITÉ D'ASSURANCE

- 1) Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police d'assurance tous risques chantier (y compris les installations) que maintient l'entrepreneur conformément à la CG10.1 *Polices d'assurance*, les sommes dues à l'égard d'un sinistre seront remboursées directement à la CCN, et
 - a) les sommes ainsi versées seront retenues par la CCN aux fins du contrat; ou
 - b) si la CCN en décide ainsi, seront conservées par la CCN, et le cas échéant, deviendront sa propriété de façon absolue.
- 2) Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police responsabilité civile générale que maintient l'entrepreneur conformément à la CG10.1 *Polices d'assurance*, l'assureur remboursera directement au demandeur les sommes dues à l'égard d'un sinistre.
- 3) Si la CCN choisit conformément à l'alinéa 1) de la CG10.2 de conserver l'indemnité d'assurance, elle peut faire effectuer une vérification de la comptabilité de l'entrepreneur et de la CCN relativement à la partie des travaux perdue ou endommagée, afin d'établir la différence, s'il en est, entre :
 - a) le total du montant des pertes ou dommages subis par la CCN, incluant tous frais encourus pour le déblaiement des travaux et leur emplacement et de toute autre somme payable par l'entrepreneur à la CCN en vertu du contrat, moins toute somme retenue conformément au sous-alinéa 1)b) de la CG10.2,
 - b) l'ensemble des sommes payables par la CCN à l'entrepreneur en vertu du contrat à la date où la perte ou les dommages ont été subis.

- 4) Toute différence établie conformément à l'alinéa 3) de la CG10.2 doit être payée sans délai par la partie débitrice à la partie créancière.
- 5) Suite au paiement prévu à l'alinéa 4) de la CG10.2, à la CCN et l'entrepreneur sont réputés libérés de tous droits et obligations en vertu du contrat, mais seulement à l'égard de la partie des travaux qui a fait l'objet d'une vérification mentionnée à l'alinéa 3) de la CG10.2.
- 6) S'il n'est pas exercé de choix en vertu du sous-alinéa 1)b) de la CG10.2, l'entrepreneur, sous réserve de l'alinéa 7) de la CG10.2, déblaie et nettoie les travaux et leur emplacement et il restaure et remplace à ses frais la partie des travaux qui a été perdue ou endommagée, comme si ces travaux n'avaient pas encore été exécutés.
- 7) Lorsque l'entrepreneur exécute les obligations prévues à l'alinéa 6) de la CG10.2, la CCN lui rembourse, jusqu'à concurrence des sommes mentionnées à l'alinéa 1) de la CG10.2, et à même lesdites sommes, les frais de déblaiement, nettoyage, restauration et remplacement en question.
- 8) Sous réserve de l'alinéa 7) de la CG10.2, tout paiement par la CCN en exécution des obligations prévue à l'alinéa 7) de la CG10.2 est effectué conformément aux dispositions du contrat, mais chaque paiement doit représenter 100 % du montant réclamé, nonobstant les sous-alinéas 3)a) et 3)b) de la CG5.4 *Paiement progressif*.

CG10.3 CONDITIONS D'ASSURANCE

CG10.3.1 Généralités

CG10.3.1.1. Preuve du contrat d'assurance

- 1) Avant le début des travaux, et l'octroyé du contrat, l'entrepreneur doit remettre à la CCN une Attestation d'assurance (Le formulaire approuvé de l'Attestation d'assurance figure à la fin de la présente section).
- 2) À la demande de la CCN, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément aux exigences des garanties d'assurance décrites aux présentes.
- 3) Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant de transmission à la CCN d'un préavis écrit d'au moins 30 jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

CG10.3.1.2. Paiement de franchise

- 1) L'entrepreneur soit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise

CG10.3.2. Assurance de la responsabilité civile des entreprises

CG10.3.2.1 Portée de l'assurance

- 1) La garantie d'assurance fournie ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par le formulaire BAC 2100 avec toutes ses modifications successives et doit avoir :
 - (a) un « Plafond par sinistre » d'au moins 5 000 000 \$;
 - (b) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins 5 000 000 \$; et

- (c) un « Plafond global général » d'au moins 10 000 000 \$ par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujéti à une telle limite.
- 2) Le contrat d'assurance doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :
- (a) dynamitage;
 - (b) battage de pieux et travaux de caisson;
 - (c) reprise en sous-œuvre;
 - (d) enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant des bâtiments ou terrains, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré;

CG10.3.2.2. Assuré

- 1) Le contrat d'assurance doit assurer l'entrepreneur et doit inclure à titre d'assuré additionnel, la CCN, à l'égard de la responsabilité découlant des activités de l'entrepreneur ayant trait aux travaux.

CG10.3.2.3 Période d'assurance

- 1) À moins d'avis contraire par écrit de la CCN ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes, le contrat d'assurance exigé dans les présentes doit prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur jusqu'au jour de délivrance du Certificat d'achèvement, mis à part le fait que la garantie pour les travaux complétés doit, quoi qu'il en soit, être maintenue pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

CG10.3.3. Assurance des chantiers / Risques d'installation**CG10.3.3.1 Portée de l'assurance**

- 1) La garantie d'assurance fournie par un contrat d'Assurance des chantiers ou un contrat de Risques d'installation ne doit pas être inférieure à la garantie fournie par les formulaires BAC 4042 et BAC 4047, avec toutes leurs modifications successives.
- 2) Le contrat doit permettre la mise en service et l'occupation du projet, en totalité ou en partie, pour les fins auxquelles le projet est destiné à son achèvement.
- 3) Le contrat d'assurance peut exclure ou avoir un avenant pour l'exclusion d'une garantie pour les pertes et dommages occasionnés par n'importe quel des risques suivants :
- a) amiante,
 - b) champignons et spores,
 - c) cyber,
 - d) terrorisme.

CG10.3.3.2 Montant d'assurance

- 1) Le montant de l'assurance doit égalet au moins la somme de la valeur du contrat plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents contractuels de tout le matériel et équipement fourni par la CCN sur

le chantier pour être incorporé aux travaux achevés et en faire partie. Si la valeur des travaux est modifiée, le contrat d'assurance doit être modifié pour refléter la valeur révisée du contrat.

CG10.3.3.3 Indemnités d'assurance

- 1) Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu d'icelle doit être payée à la CCN ou selon les directives du Canada conformément à la CG10.2, « Indemnité d'assurance ».
- 2) L'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

• To be completed by the insurer / À être rempli par l'assureur

| CONTRACT / MARCHÉ | | | | | |
|--|---|------------------|--|----------------------------------|---|
| Description and location of work / Description et endroit des travaux | | | | Contract no. / N° de contrat | |
| INSURER / ASSUREUR | | | | | |
| Name / Nom | | | | | |
| Address / Adresse | | | | | |
| No., Street / N°, rue | | City / Ville | | Province | Postal code / Code postal |
| BROKER / COURTIER | | | | | |
| Name / Nom | | | | | |
| Address / Adresse | | | | | |
| No., Street / N°, rue | | City / Ville | | Province | Postal code / Code postal |
| INSURED / ASSURÉ | | | | | |
| Name of contractor / Nom de l'entrepreneur | | | | | |
| Address / Adresse | | | | | |
| No., Street / N°, rue | | City / Ville | | Province | Postal code / Code postal |
| ADDITIONAL INSURED / ASSURÉ ADDITIONNEL | | | | | |
| The National Capital Commission / La Commission de la capitale nationale | | | | | |
| <p>This insurer certifies that the following policies of insurance are at present in force covering all operations of the Insured, in connection with the contract made between the named insured and the National Capital Commission.</p> <p>L'assureur atteste que les polices d'assurances suivantes sont présentement en vigueur et couvrent toutes les activités de l'assuré en fonction du marché conclu entre l'Assuré dénommé la Commission de la capitale nationale</p> | | | | | |
| POLICY / POLICE | | | | | |
| | Type Genre | Number Numéro | Inception Date Date d'effet | Expiry Date Date d'expiration | Limit of Liability Limites de garantie |
| | Commercial General Liability Responsabilité civile des entreprises | | | | |
| | Builder's Risk "All Risks" Assurance des chantiers « tous risques » | | | | |
| | Installation Floater "All Risks" Risques d'installation « tous risques » | | | | |
| | Other (list) / Autre (énumérer) | | | | |
| <p>Each of these policies includes the coverages and provisions as specified in Insurance Terms and each policy has been endorsed to cover the National Capital Commission as an Additional Insured. The Insurer agrees to notify the National Capital Commission in writing thirty (30) days prior to any material change in, or cancellation of any policy or coverage.</p> | | | <p>Chacune des présentes polices renferment des garanties et dispositions spécifiées aux Conditions d'assurance, et chaque police a été amendée pour couvrir la Commission de la capitale nationale en tant qu'assuré additionnel. L'assureur convient de donner un préavis de trente (30) jours à la Commission de la capitale nationale en cas de changement visant la garantie d'assurance ou les conditions ou de l'annulation de n'importe quelle police ou garantie.</p> | | |
| Name of Insurer's Office or Authorized Employee / Nom du cadre ou de la personne autorisée | | | Telephone number / Numéro de téléphone | | |
| Signature | | | Date | | |

1. Renseignements généraux

- 1.1 Dans le présent contrat, « SST » signifie « santé et sécurité du travail ».
- 1.2 Relativement au travail devant être exécuté en vertu du contrat, l'entrepreneur convient et accepte d'exécuter un travail équivalent ou supérieur aux normes des pratiques exemplaires prévalant dans l'industrie de la construction en date courante et de faire observer lesdites normes.
- 1.3 L'entrepreneur reconnaît que, dans la mesure où les sujets suivants peuvent être affectés par la réalisation des travaux, il est responsable de :
- 1.3.1 la santé et la sécurité des personnes sur le site;
 - 1.3.2 la sécurité des biens meubles sur le site;
 - 1.3.3 la protection des personnes sur les lieux adjacents au site;
 - 1.3.4 la protection de l'environnement.
- 1.4 Sans restreindre la portée de la section 1.3, l'entrepreneur reconnaît qu'il est tenu, convient et accepte de se conformer à l'ensemble des lois et règlements applicables à la réalisation des travaux, incluant sans s'y limiter:
- a) les dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* de l'Ontario et tous les règlements, politiques ou directives connexes émis en vertu de ladite loi pour les travaux exécutés en Ontario;
 - b) la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* du Québec et tous les règlements, politiques ou directives connexes émis en vertu de ladite loi pour les travaux exécutés au Québec;
 - c) les dispositions applicables du *Code canadien du travail, partie II*;
 - d) les lois sur les normes du travail dans la ou les provinces où toute partie du travail est accomplie;
 - e) toute politique ou directive émise par la CCN relativement à l'objet du contrat.

La CCN s'engage à transmettre par écrit à l'entrepreneur toutes les politiques et directives dont il est fait mention à l'alinéa (e) ci-haut au plus tard lors de la réunion préalable à la construction. L'entrepreneur est tenu de veiller à ce que toutes les politiques et directives soient communiqués à ses employés, et que les employés en ont pris connaissance et acceptent de s'y conformer. La CCN se réserve le droit d'exiger que l'entrepreneur soit tenu de faire preuve qu'il s'est acquitté de ces responsabilités à la satisfaction raisonnable de la CCN.

- 1.5 En signant un contrat avec la CCN, l'entrepreneur déclare et atteste à la CCN qu'il a pris connaissance et qu'il est au courant des obligations imposées par les mesures législatives dont il est question dans la section 1.4. ci-dessus.
- 1.6 Aux fins des mesures législatives provinciales pertinentes en matière de SST, l'entrepreneur reconnaît et accepte qu'il est le « constructeur » ou le « maître d'oeuvre », et il accepte d'assumer toute responsabilité relative à l'exécution des engagements du « constructeur » ou du « maître d'oeuvre » en ce qui concerne les travaux prévus par le contrat. En cas de différend entre l'entrepreneur et la CCN, indépendamment de toute décision d'une autorité compétente que la CCN est effectivement le « constructeur » ou le « maître d'oeuvre », l'entrepreneur reconnaît et accepte

qu'il est responsable du financement de la mise en œuvre des mesures de protection requises pour se conformer aux exigences imposées au « constructeur » ou le « maître d'oeuvre ».

- 1.7 En ce qui concerne la CCN et l'entrepreneur, la décision de la CCN à savoir si l'entrepreneur s'acquitte de ses engagements en matière de SST est finale. Sans préjudice de la portée générale des dispositions précédentes, advenant tout différend relativement aux directives fournies par le représentant désigné de la CCN, l'entrepreneur peut signaler le différend en question, mais il doit tout de même se conformer aux directives fournies.
- 1.8 Par la présente, l'entrepreneur dégage la CCN, ses agents et ses employés de toute responsabilité et s'engage à l'indemniser de tous et toutes réclamations, demandes, pertes, dépenses (y compris les honoraires juridiques sur une base d'indemnisation totale), dommages et actions en justice, poursuites ou procédures (ci-après nommés les « réclamations ») réclamés ou engagés par des tierces parties à la suite d'erreurs ou d'omissions commises par l'entrepreneur dans l'exécution du contrat. Sans préjudice de la portée générale des dispositions précédentes, cette garantie s'applique à toute réclamation relative à la violation de toute loi ou de tout règlement en matière de SST.
- 1.9 La CCN doit fournir à l'entrepreneur :
 - 1.9.1 une description écrite des risques connus et prévisibles que présente pour la santé et la sécurité de chaque employé en raison de la nature du site;
 - 1.9.2 une liste du matériel, de l'équipement, des dispositifs et des vêtements de protection requis en raison de la nature particulière du site;
 - 1.9.3 une description écrite des circonstances particulières exigeant l'utilisation du matériel, de l'équipement, des dispositifs et des vêtements de protection exigés en vertu de l'alinéa 1.9.2, et la manière dont ils doivent être utilisés;
 - 1.9.4 un exemplaire de tout énoncé de politique ou procédure de la CCN ayant trait aux travaux et au site.
- 1.10 Sans préjudice de la portée générale du paragraphe 1.9, l'entrepreneur doit, avant d'entreprendre les travaux et à ses propres frais :
 - 1.10.1 prendre toutes les précautions raisonnables pour informer toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site des risques que présente pour la santé et la sécurité le site, en vertu l'alinéa 1.9.1;
 - 1.10.2 fournir à toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site le matériel, l'équipement, les dispositifs et les vêtements de protection requis en vertu de l'alinéa 1.9.2;
 - 1.10.3 prendre toutes les précautions raisonnables pour informer toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site des modes d'usage du matériel, de l'équipement, des dispositifs et des vêtements de protection requis en raison de la nature particulière du site, en vertu de l'alinéa 1.9.2, ainsi que des circonstances particulières exigeant leur utilisation;
 - 1.10.4 prendre toutes les précautions raisonnables pour informer toutes les personnes employées pour réaliser les travaux ou ayant accès au site des politiques et procédures dont il est mention à l'alinéa 1.9.4.

2. Compétences du personnel

- 2.1 En concluant le présent accord, l'entrepreneur déclare et atteste qu'il possède l'expérience, la formation, les titres de compétence et l'équipement requis permettant de se conformer aux exigences énumérées aux paragraphes 1.3, 1.4, 1.5 et 1.6 ci-haut.
- 2.2 L'entrepreneur déclare et atteste que le personnel de supervision embauché par l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution de toute partie des travaux possède l'expérience, l'autorité, la formation, les titres de compétences et l'équipement requis pour veiller au respect des exigences énumérées aux paragraphes 1.3, 1.4, 1.5 et 1.6 ci-haut. De plus, l'entrepreneur convient et accepte de fournir les pièces justificatives qui peuvent être requises de temps à autre par la CCN afin de vérifier les compétences de ce personnel.

3. Attestation

- 3.1 Après avoir été avisé que sa soumission a été retenue, avant que soit attribué le contrat et comme condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur convient et accepte de fournir une attestation de paiement de la Commission des accidents du travail. Lorsque la durée du projet est supérieure à soixante jours, l'entrepreneur convient et accepte de fournir des certificats à jour au moins tous les soixante jours. Si l'entrepreneur ne fournit pas de certificats à jour, la CCN peut immédiatement résilier le contrat sans préavis et sans contracter d'obligation à l'égard de l'entrepreneur.
- 3.2 Après avoir été avisé que sa soumission a été retenue, avant que soit attribué le contrat et comme condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur convient et accepte de fournir des données antérieures sur les lésions subies par son personnel, y compris tous les rapports d'incidents de la Commission des accidents du travail. Ces données doivent présenter l'information relative aux trois années précédentes.

4. Plans, politiques et procédures

- 4.1 Après avoir été avisé que sa soumission a été retenue, avant que soit attribué le contrat et comme condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur convient et accepte de soumettre les documents ci-dessous à l'examen et l'approbation de la CCN :
- a) un exemplaire de la politique de l'entrepreneur en matière de SST;
 - b) un programme et un plan de sécurité spécifique au travail qui doit être exécuté conformément au contrat, lequel plan doit comprendre une évaluation et une analyse des risques, une description des méthodes de travail sécuritaires, les protocoles de déclaration des incidents et des lésions, des rapports périodiques sur la conformité aux obligations en matière de SST, y compris toute politique, pratique ou procédure, sauf disposition différente dans la présente, ainsi qu'un plan d'intervention en cas d'urgence spécifique au site;
 - c) des dossiers sur la formation en SST de membres du personnel et de leurs remplaçants responsables des questions de SST.

L'entrepreneur convient et accepte de soumettre les fiches signalétiques requises à l'examen et l'approbation de la CCN, et ce avant de se présenter au site pour réaliser les travaux auxquels se rapportent les fiches signalétiques.

L'approbation de la CCN ne modifie pas les dispositions du contrat relativement à l'imputation de la responsabilité d'exécution ou de la non-exécution des engagements en matière de SST. Malgré ladite approbation, l'entrepreneur doit respecter ses engagements.

- 4.2 L'entrepreneur convient et accepte qu'avant d'entreprendre les travaux, il doit assister à une séance d'information préalable à la construction au cours de laquelle on doit établir toutes les pratiques et les procédures qui doivent être respectés dans l'exécution du travail. Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1.4(e) ci-dessus, les représentants de l'entrepreneur qui assistent à la séance d'information sont tenus de fournir une attestation écrite dans laquelle ils affirment que les pratiques et procédés exposés dans la séance d'information ont été bien compris et seront respectés.
- 4.3 En tout temps et lorsqu'il y a lieu pendant l'exécution des travaux, la CCN est autorisée à vérifier la manière dont l'entrepreneur exécute ses engagements en matière de SST et à déterminer s'il se conforme aux dispositions du projet ou aux politiques, pratiques et procédures en matière de SST. Si la vérification met à jour tout manquement de la part de l'entrepreneur dans l'exécution desdits engagements en matière de SST, la CCN est autorisée à corriger immédiatement lesdites lacunes aux frais de l'entrepreneur, et elle se réserve le droit de résilier immédiatement le contrat sans préavis et sans contracter d'obligation à l'égard de l'entrepreneur.
- 4.4 L'entrepreneur convient et accepte de se conformer à toutes les exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail.
- 4.5 L'entrepreneur reconnaît et accepte que lorsque requis par toute loi et tout règlement s'appliquant à la réalisation des travaux, il doit établir et maintenir un comité de santé et de sécurité au travail pour le projet. L'entrepreneur reconnaît et accepte également qu'il doit permettre à des membres du personnel d'assister à toutes les réunions pertinentes sur la sécurité et que les coûts engagés pour ce faire, y compris les coûts attribuables à la suspension des activités, sont inclus dans le prix de la soumission et ne peuvent pas être récupérés par d'autres moyens.
- 4.6 Lorsque le régime de réglementation provincial pertinent l'exige, l'entrepreneur reconnaît et accepte qu'il est tenu de présenter un avis de projet à l'organisme de réglementation pertinent et qu'il est tenu d'exécuter toute autre tâche administrative requise pour répondre aux engagements imposés dans le régime de réglementation provincial pertinent.
- 4.7 **(Facultatif selon les dangers ou la portée du projet).** L'entrepreneur convient et accepte qu'il doit embaucher et affecter au travail un professionnel en SST compétent et autorisé à titre de coordonnateur de la santé et la sécurité, lequel doit:
- avoir une expérience pratique minimale de deux (2) ans en milieu de travail et spécifique aux activités associées à (indiquer le sujet spécifique);
 - avoir une connaissance pratique de base des règlements spécifiés en matière de SST,
 - veiller à ce qu'une formation en SST soit suivie et qu'il soit interdit à tout membre du personnel qui n'a pas reçu la formation requise d'avoir accès au lieu de travail pour exécuter les travaux requis;
 - prendre en charge la mise en œuvre, l'application quotidienne et le suivi du plan de SST spécifique au lieu de travail;
 - être sur place pendant l'exécution du travail.

Les parties acceptent qu'au lieu d'embaucher un professionnel en SST, l'entrepreneur pourra confier ces services à un sous-traitant.

- 4.8 Une fois les travaux terminés, l'entrepreneur convient et accepte de participer avec la CCN à une entrevue de rendement « après les travaux » afin d'évaluer le rendement de l'entrepreneur relativement aux engagements en matière de SST en vertu du contrat. Sans préjudice de la portée

générale des dispositions précédentes, l'entrevue déterminera les secteurs de conformité et de non-conformité à propos des questions suivantes :

- a) l'efficacité du travail effectué;
- b) les exigences en matière de déclaration et les modalités d'application;
- c) la correction des lacunes.

L'entrepreneur reconnaît et accepte que les résultats de l'entrevue « après les travaux » pourront être utilisés par la CCN pour évaluer les soumissions futures présentées par l'entrepreneur en vue d'autres projets de la CCN.

Exigences relatives à la sécurité

La CCN respecte la *Politique sur la sécurité du gouvernement* du Conseil du Trésor et, par conséquent, elle exigera que les employés de l'Entrepreneur se soumettent à une enquête de sécurité sur le personnel (Formulaire d'autorisation de sécurité SCT/TBS 330-60F). La CCN pourrait aussi procéder à une enquête de crédit lorsque les fonctions ou les tâches à exécuter l'exigent ou si un casier judiciaire contient une accusation ou une infraction de nature financière.

La CCN se réserve le droit de ne pas octroyer le Contrat tant que les employés clés de l'Entrepreneur n'ont pas obtenu la cote de sécurité requise telle que définie par la sécurité de l'entreprise de la CCN. Dans le cas présent, le niveau de sécurité requis sera **Fiabilité/accès au sites/Secret**.

La CCN se réserve aussi le droit de demander que l'Entrepreneur se soumette à une Vérification d'organisme désigné et/ou à une attestation de sécurité d'installations – selon la nature de l'information qui lui sera confiée. Dans le cas où l'Entrepreneur ne satisfait pas aux exigences d'obtention de la cote de sécurité requise, l'Entrepreneur devra prendre les mesures correctives recommandées par la direction de la sécurité industrielle canadienne (de TPSGC) ou par la sécurité de l'entreprise de la CCN afin de satisfaire à ces exigences. S'il n'est pas possible de prendre des mesures correctives ou si l'Entrepreneur ne prend pas les mesures recommandées, alors l'Entrepreneur sera en défaut de ses obligations en vertu du présent Contrat et la CCN pourra se prévaloir des droits et recours énumérés à la clause 2.14, incluant le droit de résilier le Contrat sans autre avis à l'Entrepreneur.

Informations supplémentaires

Dans le cadre de l'enquête de sécurité sur le personnel, les individus pourraient-être tenus de fournir une preuve de leur statut de citoyen canadien ou de résident permanent ainsi que toute autre information/documentation exigée par la sécurité de l'entreprise de la CCN pour compléter l'enquête de sécurité.

La CCN se réserve le droit de refuser l'accès aux employés qui ne réussissent pas à obtenir la cote de sécurité requise.

La CCN se réserve le droit d'imposer des mesures de sécurité supplémentaires dans le cadre du présent Contrat si le besoin s'en fait sentir.

Représentant de l'entreprise en matière de sécurité

L'Entrepreneur devra désigner un représentant de l'entreprise en matière de sécurité ainsi qu'un suppléant (pour les entreprises qui ont plus de cinq employés).

Les critères de sélection du représentant et de son suppléant sont les suivants :

- Ils doivent être des employés de l'Entrepreneur.
- Ils doivent posséder une cote de sécurité (la CCN traitera les cotes de sécurité une fois les individus désignés).

Responsabilités du représentant de l'entreprise en matière de sécurité

Les responsabilités du représentant sont les suivantes :

- Assurer la liaison entre la sécurité de l'entreprise de la CCN et l'Entrepreneur pour garantir une bonne coordination.

- En collaboration avec la sécurité de l'entreprise de la CCN, identifier les employés de l'Entrepreneur qui auront besoin d'accéder aux biens et sites de la CCN ou à de l'information détenue par la CCN **ainsi que tous les sous-traitants récurrents** (et leurs employés) qui auront besoin d'un accès similaire et ne pourront peut-être pas être supervisés par l'Entrepreneur en tout temps durant les périodes d'accès. S'assurer que la documentation de l'enquête de sécurité sur le personnel soit exacte et complète lorsque soumise à la sécurité de l'entreprise de la CCN, pour les employés et les sous-traitants identifiés.
- S'assurer que les employés et/ou les sous-traitants, après avoir été informés de l'obtention de leur cote de fiabilité, signent le certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité et les remettent à la sécurité de l'entreprise de la CCN.
- S'assurer que seules les personnes qui ont fait l'objet d'une enquête de sécurité au niveau approprié et qui obéissent au principe du besoin de savoir, auront accès aux informations et aux biens.
- Maintenir une liste à jour des employés et/ou des sous-traitants qui ont fait l'objet d'une enquête de sécurité.
- S'assurer de la bonne sauvegarde de tous les biens et informations, y compris tout bien ou information confié aux sous-traitants.
- Si l'on constate un manquement à la sécurité ou suspecte une infraction à la sécurité, préparer et soumettre un rapport d'événement à la CCN aussi tôt que possible.

RESTAURATION DES BERGES DU LAC MEECH
PARC DE LA GATINEAU

DEVIS CONTRACTUEL

JUIN 2014

| DEVIS | SECTION | N^{bre} de pages |
|---|----------------|---------------------------------|
| Bordereau de soumission | | 1 |
| Table des matières | | 2 |
| Division 1 - Exigences générales | | |
| Prescriptions générales | 01 10 00 | 8 |
| Description des éléments payables | 01 11 00 | 4 |
| Documents et échantillons à soumettre | 01 33 00 | 2 |
| Santé et sécurité | 01 35 30 | 4 |
| Protection de l'environnement | 01 35 43 | 6 |
| Services temporaires et installations de chantier | 01 50 00 | 2 |
| Matériaux et équipement | 01 60 00 | 3 |
| Nettoyage et enlèvement de rebuts | 01 74 11 | 2 |
| Division 2 – Conditions existantes | | |
| Travaux de démolition et articles à enlever | 02 41 13 | 3 |
| Division 31 – Terrassements | | |
| Matériaux granulaires | 31 05 17 | 2 |
| Terrassement | 31 14 11 | 2 |
| Excavation, creusage de tranchées et remblayage | 31 23 10 | 4 |
| Enrochement | 31 37 00 | 2 |
| Couche de base granulaire | 32 11 23 | 3 |
| Géotextile | 31 32 21 | 2 |
| Division 32 – Aménagements extérieurs | | |
| Protection des arbres et des arbustes | 32 01 91 | 1 |
| Revêtements de sols en poussière de pierre | 32 15 40 | 3 |
| Terre végétale et nivellement de finition | 32 91 21 | 3 |
| Hydro-ensemencement et tapis anti-érosion | 32 92 19 | 5 |
| Plantation | 32 93 10 | 8 |

LISTE DES DESSINS

Nbre de pages

| | |
|---|-------|
| P12 Débarcadère: Plan | AP-01 |
| P12 Débarcadère: Photos and interventions proposées | AP-02 |
| P12 Boat Launch: Détail 1 | AP-03 |
| P12 Boat Launch: Détail 2 | AP-04 |
| Plage Blanchet: Plan 1 | AP-05 |
| Plage Blanchet: Agrandissement | AP-06 |
| Plage Blanchet: Photos et interventions proposées | AP-07 |
| Plage Blanchet: Détail 1 | AP-08 |
| Plage Blanchet: Détail 2 | AP-09 |

PARTIE 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 DÉLAI D'EXÉCUTION

- .1 Commencer les travaux immédiatement suivant l'attribution du marché du contrat et procéder à leur achèvement pour la date prévue.
- .2 À moins d'indication contraire de la part du Représentant de la CCN, les travaux sur le chantier doivent être exécutés seulement du lundi au vendredi.

1.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux faisant l'objet du présent contrat sont situés dans le parc de la Gatineau, Québec. Deux (2) zones d'interventions, le long de la rive sud du lac Meech fonds l'objets des présents plans et devis. Les travaux impliquent la restauration des berges du lac Meech et sont définis parmi la liste des ouvrages suivants, sans s'y limiter :
 1. Protection de la végétation et de l'environnement existant
 2. Enlèvement d'abrasifs de route et ragréage
 3. Stabilisation végétal de talus
 4. Plantations et ensemencement
 5. Stabilisation de talus en enrochement de pierres naturelles
 6. Fermeture d'accès – Installation d'obstacles physiques
 7. Remise en état des lieux
- .2 Les Entrepreneurs sont avisés d'examiner avec attention les documents de contrat et les conditions actuelles pour s'assurer de la faisabilité de toutes les activités de construction proposées. Si l'Entrepreneur est de l'opinion qu'une partie particulière du travail n'est pas réalisable, il doit aviser le Propriétaire au moins 5 (cinq) jours avant la date de soumission de l'appel d'offres. L'Entrepreneur, par la vertu de soumettre une soumission, reconnaît qu'il a révisé les documents contractuels et les conditions existantes, et a reconnu la faisabilité de toutes les activités de construction proposées.

1.3 SOUMISSION DE PLAN PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 L'entrepreneur doit transmettre un plan de contrôle des sédiments et de l'érosion (voir Section 01 35 43 – Protection de l'environnement) et un plan de la circulation et de la méthodologie de travail coordonnée avec les informations fournies par le Représentant du client dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la réception de la lettre de notification.
2. À tout le moins, un Plan de méthodologie visant la réalisation des travaux devra identifier les plans de l'Entrepreneur portant sur l'accès au chantier et les travaux d'empilage sur place, le type d'appareils et les grandeurs ou formats pertinents et les autres méthodes de conservation ou de protection des lieux.
- .3 L'Entrepreneur sera considéré en bris de contrat si l'exécution du plan de gestion des sédiments et de l'érosion et/ou de la méthodologie de travail ne sont pas exécutés telle qu'approuvée et/ou la méthodologie utilisée est jugée par le Représentant de la CCN de causée des dommages non nécessaires au site du projet.

1.4 PRESCRIPTIONS SPÉCIALES RELATIVES À LA CONSTRUCTION

- .1 L'entrepreneur ne devra en aucun temps utiliser l'eau du lac au cours de la période de construction et toute circulation dans la marge de recul du lac doit être évitée, sauf s'il y a indication du contraire par le représentant de la CCN.

- .2 **L'entrepreneur ne devra en aucun temps circuler ou entreposer de l'équipement ou du matériel en dehors des limites des sites à moins d'y avoir été autorisé par le Représentant de la CCN. Tous les dommages causés lors des travaux devront être réparés par l'entrepreneur dans le cadre du présent contrat, et ce sans frais additionnels pour la Commission de la capitale nationale.**
- .3 L'Entrepreneur sera responsable à même le prix de la soumission pour l'entreposage et la réutilisation de la terre végétale existante ainsi que des matériaux excavés, l'enlèvement hors du chantier des matériaux non réutilisable ou excédentaires, et la fourniture et la mise en place de la totalité des matériaux de remblais emmenés sur le site et requis pour l'exécution du présent contrat.
- .4 L'entrepreneur sera responsable d'assurer la protection du sous-sol en tout temps durant l'exécution des travaux et en particulier suivant une pluie modérée ou abondante. La circulation des véhicules de construction sur le sous-sol non remanié devrait donc être interdite ou limitée à des équipements qui ne causeront aucun dommage au sous-sol.
- .5 **L'entrepreneur fournira une liste de machinerie qu'il entend utiliser et faire approuver par le Représentant de la CCN et de s'assurer que l'équipement ne cause aucun dommage au sous-sol ou la végétation adjacente. Une machinerie de petite envergure est à prévoir.**
- .6 Tous les dommages au sous-sol occasionnés par la circulation d'équipement de construction ou par les techniques de construction préconisées par l'entrepreneur devront être réparés par l'entrepreneur dans le cadre du présent contrat, et ce sans frais additionnels pour la Commission de la capitale nationale.
- .7 L'entrepreneur devra assurer que les profondeurs d'excavation ne dépassent pas la profondeur prévue dans les plans et détails. L'approbation définitive du représentant de la CCN devra être reçue avant toutes excavations additionnelles. L'entrepreneur ne sera nullement compensé pour une excavation additionnelle ou pour la fourniture de terre de remblai ou de matériaux granulaires additionnels requis, dû à une excavation excédentaire non approuvée par le Représentant de la CCN et ce avant le début des travaux en question.
- .8 L'entrepreneur sera responsable pour la construction des accès nécessaire afin d'exécuter les travaux du contrat. La réfection des accès de construction à leurs condition originale, incluant l'enlèvement de matériaux granulaires, aération de sol compacté, l'ensemencement additionnelle de la pelouse demeure la responsabilité de l'entrepreneur et doit être incluse dans les travaux à forfaits du contrat.

1.5 CODES

- .1 Les normes mentionnées dans le devis (CGSB, CSA, ASTM, OPSD, CHBDC etc.) peuvent être consultées à l'endroit suivant :
- Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction des normes et des spécifications
Place du Portage - Phase 3, 11, rue Laurier
Hull (Québec)
K1A 0S5
- .2 Exécuter les travaux conformément au Code national du bâtiment du Canada (CNB) 1995 et à tout autre code provincial ou local qui s'applique. En cas de divergence ou de

contradiction, les exigences les plus strictes prévaudront.

- .3 Exécuter les travaux de manière à satisfaire à toutes les exigences :
 - .1 des documents contractuels;
 - .2 des normes et codes spécifiés ainsi que des autres documents cités en référence.

1.6 REDEVANCES, PERMIS ET CERTIFICATS

- .1 Se procurer les permis, les approbations des inspecteurs et les autres licences nécessaires pour réaliser le projet et en assumer les coûts ainsi que les frais connexes. Remettre un exemplaire des permis au représentant de la CCN.
- .2 Avant la mise en œuvre des présents travaux, se procurer, auprès de la CCN, un permis d'accès au chantier. L'obtention d'un permis se fait auprès de Catherine Verreault, Gestionnaire des terrains et ressources naturelles de la CCN, en composant le 819 827-6012.

1.7 DÉFINITIONS

- .1 Dans le cadre du présent devis, les expressions «Représentant de la CCN», «Représentant du client» «Ingénieur» ou «administrateur du contrat» signifient l'inspecteur représentant la Commission de la capitale nationale, y compris un consultant désigné pour agir en son nom.
- .2 Lorsque les expressions «ou de fabrication équivalente» et «ou de fabrication équivalente et approuvée» sont utilisées après les types particuliers de matériaux et d'éléments dans le devis, elles signifient des matériaux ou des éléments de fabrication équivalente, selon le Représentant de la CCN, des points de vue de la constitution physique, de la main-d'œuvre et de la qualité par rapport aux matériaux désignés comme normes minimales acceptables. Il faut obtenir son approbation écrite au moins 7 jours avant la clôture de la soumission.

1.8 TAXES

- .1 Le montant soumis doit comprendre toutes les taxes de vente et autres prélevées par les gouvernements fédéral, provincial et municipal ou par d'autres autorités. Aucun remboursement ne sera remis à l'Entrepreneur par la Commission de la capitale nationale pour des taxes que l'Entrepreneur aura payées.

1.9 PROTECTION

- .1 Prévoir les glissières de sécurité, les clôtures, les barricades, les feux et les autres dispositifs requis pour protéger les travailleurs et le public, conformément aux exigences des règlements provinciaux et municipaux et au Code canadien de la sécurité sur les chantiers de construction.
- .2 Protéger les structures existantes pour ne pas les endommager jusqu'à la fin des travaux.
- .3 Prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas endommager les végétaux existants qui doivent être conservés ou sont à proximité des travaux.

1.10 DOMMAGES

- .1 Les alentours naturels, la végétation, les éléments d'aménagement paysager, les pelouses, les routes, les sentiers, les structures, les revêtements de finition et les installations publiques existants qui ont été endommagés par les travaux effectués en

vertu du contrat devront être remis dans leur état original ou remplacés ou l'Entrepreneur devra remettre une compensation adéquate aux parties concernées.

- .2 Il est sous-entendu que les ouvrages remis en état ou remplacés comprennent les coûts de main-d'œuvre, d'équipement et de matériaux.
- .3 Toutes surfaces de terre mises à nues lors des travaux, et non identifiées aux plans, devront être ragrésés et ensemencées selon les indications de la section 32 92 19 'Hydro-ensemencement et tapi anti-érosion' du présent devis et selon les recommandations du Représentant de la CCN.
- .4 Les ouvrages remis en état ou remplacés doivent être terminés dans les sept (7) jours après avoir reçu l'avis du Représentant de la CCN.

1.11 QUALITÉ D'EXÉCUTION

- .1 En vertu des exigences du présent contrat, chaque travail spécifié devra être entrepris par un spécialiste du domaine en cause.
- .2 Par exemple : l'Entrepreneur paysagiste devra exécuter les travaux d'aménagement paysager, le maçon, les travaux de maçonnerie, le charpentier, les travaux de charpenterie, etc.
- .3 Les travaux mal exécutés par des ouvriers non qualifiés doivent être repris par l'Entrepreneur, à ses frais.

1.12 DOCUMENTS REQUIS

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants :
 - .1 dessins contractuels;
 - .2 devis;
 - .3 addenda;
 - .4 dessins d'atelier révisés;
 - .5 demandes de changement;
 - .6 autres avenants aux contrats;
 - .7 rapports des essais effectués sur place;
 - .8 exemplaire du calendrier approuvé des travaux;
 - .9 instructions de pose et de mise en oeuvre fournies par les fabricants.
 - .10 Tous les rapports de certification

1.13 CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 Dans les 10 jours ouvrables suivant l'attribution du marché, soumettre, sous une forme jugée acceptable par le Représentant de la CCN, le calendrier détaillé des travaux indiquant l'état d'avancement des diverses étapes du projet et la date d'achèvement des travaux, lesquels devront être terminés dans les délais prescrits dans les documents contractuels.
- .2 Des revues intérimaires de la progression des travaux basés sur l'échéancier des travaux seront faits tel que décidé par le Représentant de la CCN et l'échéancier mis à jour par l'entrepreneur, en conjonction avec et approbation du Représentant de la CCN.

1.14 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 L'entreposage des matériaux et le stationnement d'équipement doivent se limiter aux limites de sites. Les secteurs désignés pour le stationnement et l'entreposage sont indiqué aux plans ou dans la Section 01 50 00 Services temporaires et installations de chantier ou aux secteurs désignés par le Représentant de la CCN.

- .2 Ne pas encombrer inutilement le chantier de matériaux ou d'équipement durant la construction.
- .3 Déplacer les produits ou le matériel entreposés lorsque ceux-ci nuisent au travail de la CCN, des autres Entrepreneurs ou organismes et du grand public.
- .4 Trouver les aires d'entreposage ou de travail supplémentaires nécessaires pour l'exécution des travaux, et en assumer les frais d'utilisation.
- .5 Lorsque les mesures de sécurité ont été réduites en raison des travaux faisant l'objet du marché, prendre les moyens nécessaires pour assurer toute la sécurité requise.

1.15 RÉUNIONS DE CHANTIER

- .1 Le Représentant de la CCN organisera des réunions de chantier, en fixera la date et l'heure, et se chargera de préparer et de distribuer les comptes rendus.
- .2 Assister aux réunions de chantier aux dates et lieux approuvés par le Représentant de la CCN.

1.16 VISITE DU SITE

- .1 Les soumissionnaires devront visiter le site et obtenir toute information pertinente aux conditions existantes et affectant l'exécution et la conclusion des travaux. La soumission sera preuve en elle-même que le soumissionnaire et ses sous-traitants se sont pliés à cette condition. Aucune demande de rémunération supplémentaire ne sera acceptée pour des travaux, équipements ou matériaux requis pour compléter des travaux qui auraient pu être prévus lors de cette visite du site.

1.17 JALONNEMENT DU CHANTIER

- .1 Avant le début des travaux, la CCN fera arpenter le début et la fin des Limites de Site pour les deux sites. La délimitation de chaque zone d'intervention (indiquée comme Interventions Proposées sur les plans) sera définie sur le site en présence du Représentant de la CCN.
- .2 L'entrepreneur installera un clôture de protection autour la végétation existante pour l'approbation de la Représentant de la CCN.
- .3 L'entrepreneur fournira le matériel nécessaire à l'implantation et plantera des piquets définissant l'emplacement, l'alignement et les élévations des travaux, ainsi que la limite des végétaux existant à protéger.
- .4 L'entrepreneur doit assumer l'entière responsabilité par rapport à l'exécution complète des travaux d'aménagement, en fonction des emplacements, des lignes et des élévations fournis.
- .5 Fournir le matériel requis pour faciliter le travail du Représentant de la CCN quant à l'implantation et l'inspection des travaux.

1.18 TRAVAUX DE DÉCOUPAGE ET DE RAPIÉÇAGE

- .1 Obtenir l'approbation du Représentant de la CCN avant de couper ou de percer une région qui n'est pas indiquée sur les dessins.
- .2 Exécuter les travaux requis de coupage et de rapiéçage, afin d'assurer l'agencement complet des travaux.

- .3 Les coupures pratiquées doivent être bien définies, nettes, en ligne droite et lisse. Le scellement ne doit pas être visible dans l'ouvrage terminé.
- .4 Aux endroits où il faut raccorder de nouveaux travaux à des existants et s'il s'agit de travaux existants à modifier, entreprendre les travaux de coupage, de rapiéçage et de remise à neuf requis, afin d'assortir le tout aux ouvrages existants.

1.19 RÉSEAUX EXISTANTS

- .1 Avant d'entreprendre les travaux, déterminer l'emplacement et l'étendue des canalisations de service dans le secteur des travaux et aviser le Représentant de la CCN de ces constatations.
- .2 S'il arrivait que des installations non repérées soient découvertes au cours des travaux, en aviser immédiatement le Représentant de la CCN et lui faire parvenir un rapport écrit sur les constatations.
- .3 Lorsque les travaux effectués nécessitent la modification des services existants, exécuter ces travaux selon les autorités ayant juridictions.
- .4 Remettre à neuf les canalisations de services publics endommagées par les travaux et en assumer les coûts.

1.20 DESSINS ADDITIONNELS

- .1 Le Représentant de la CCN peut fournir des dessins additionnels à l'Entrepreneur pour éclaircir certains points ou détails. Ces dessins additionnels auront la même signification et la même portée que s'ils faisaient partie des plans cités en référence dans les documents du contrat.

1.21 ADDENDA

- .1 Toute réponse aux questions posées au Représentant de la CCN et tout amendement aux plans et devis durant la période de soumission seront communiqués sous forme d'addenda à tous. Chacun de ces addenda sera considéré comme faisant partie du devis et par conséquent inclus aux documents du contrat.

1.22 DOCUMENTS CONTRACTUELS

- .1 Les dessins et le devis sont complémentaires. Les ouvrages indiqués ou mentionnés dans l'un des documents et qui ne le seraient pas dans l'autre sont censés être inclus dans les documents du contrat.
- .2 Dans le cas de contradictions entre les dessins et le devis, le Représentant de la CCN doit donner priorité aux documents contractuels qui sont les plus aptes à satisfaire les objectifs du contrat.

1.23 PAIEMENT

- .1 Il s'agit d'un contrat à somme globale. L'Entrepreneur doit inclure les articles secondaires ou divers indiqués sur les dessins comme faisant partie des travaux dans ses frais généraux et coûts indirects et en tenir compte dans sa soumission.
- .2 Aucun paiement distinct ne sera effectué pour les travaux exécutés en vertu d'exigences particulières pour lesquelles il n'y a pas d'article précis dans le tableau des prix. Le coût de ces travaux doit être inclus dans la cotation aux prix unitaires.

1.24 COMMUNICATION ET PUBLICITÉ

- .1 Toutes les directives du Représentant de la CCN qui apportent un changement quelconque au document contractuel seront par écrit.
- .2 Les travaux seront reçus par le Représentant de la CCN par memorandum écrit.
- .3 La publicité est interdite sur le chantier.

1.25 RÉGULATION DE LA CIRCULATION

- .1 Ne pas empiéter sur les routes, trottoirs ou sentiers récréatifs ou nuire au débit de circulation normale lors de l'exécution des travaux. S'il faut perturber la circulation ou utiliser les voies publiques pour décharger les matériaux, etc., obtenir l'autorisation du Représentant de la CCN et les autorisations et permis nécessaires auprès de la municipalité. Suivre les instructions concernant la façon d'exécuter ces travaux, ainsi que sur les heures et délais à respecter. L'Entrepreneur devra assumer les coûts complémentaires liés à ces exigences.
- .2 Prévoir des barricades de protection, des marquages sur la chaussée, des signaux, des feux et les autres dispositifs nécessaires pour avertir et orienter la circulation et, aux endroits nécessaires, retenir les services d'un ouvrier chargé de diriger et contrôler la circulation. Prendre les mesures de protection requises conformément aux prescriptions des règlements provinciaux et municipaux applicables.
- .3 Les panneaux de signalisation doivent afficher des messages en anglais et en français.
- .4 Sur demande, soumettre les systèmes et méthodes proposés de régulation de la circulation, les moyens d'entretien ainsi que les croquis connexes au Représentant de la CCN après la clôture des soumissions.

1.26 COMPACTION DES MATÉRIAUX

- .1 L'épaisseur du matériau granulaire indiquée sur les dessins doit correspondre à l'épaisseur réelle une fois les matériaux compactés selon les prescriptions.

1.27 DESSINS D'ARCHIVES

- .1 Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, tenir un état exact de toutes les modifications apportées aux dessins du contrat.
- .2 Immédiatement avant que le Représentant de la CCN ne procède à l'inspection des travaux afin de remettre le certificat définitif d'achèvement, lui fournir un (1) jeu complet de dessins, tirés sur papier blanc, sur lesquels toutes les modifications principales et secondaires auront été portées proprement à l'encre. À cette fin, le Représentant de la CCN doit prévoir deux (2) jeux de dessins propres, tirés sur papier blanc.

1.28 INSPECTIONS ET ESSAIS

- .1 L'entrepreneur doit prévoir la main-d'œuvre et les installations nécessaires pour :
 - .1 Prévoir un accès aux travaux à inspecter et à éprouver.
 - .2 Faciliter les opérations d'inspection et d'essai.
 - .3 Remettre à neuf les travaux à modifier par suite des inspections et essais.
- .2 Aviser le Représentant de la CCN avant les opérations, de sorte à pouvoir planifier

- l'échéancier des opérations d'inspection et d'essai, en prévoyant un avis d'au moins 48 heures à ce sujet.
- .3 Assumer les coûts de mise à découvert et de remise à neuf des travaux couverts avant que les inspections et essais requis soient complétés et approuvés par le Représentant de la CCN.
- .4 L'entrepreneur doit prendre les mesures qui s'imposent pour faire approuver les articles ci-après par un laboratoire d'essai et assumer les coûts s'y rattachant :
- .1 Les inspections et essais requis en vertu de lois, décrets, règlements ou demandes provenant des autorités publiques.
- .2 Les inspections et essais entrepris exclusivement pour le compte de l'entrepreneur.
- .3 L'épreuve, le réglage et l'équilibrage des systèmes et de l'appareillage électriques.
- .5 Si des essais ou des inspections d'un laboratoire désigné révèlent que les travaux ne sont pas conformes aux exigences du contrat, l'Entrepreneur devra alors assumer tous les coûts se rattachant à des inspections et essais additionnels, afin de vérifier l'acceptabilité de l'ensemble par rapport aux travaux corrigés, en conformité avec les exigences pouvant être formulées par le Représentant de la CCN.

1.29 PANNEAUX DE SIGNALISATION DU PROJET

- .1 La Commission de la capitale nationale sera responsable de la fabrication, de l'installation et de l'enlèvement de toutes enseignes de projet.

1.30 GARANTIES

- .1 Avant l'achèvement des travaux, réunir les diverses garanties et les remettre à l'Administrateur du contrat.
- .2 Toutes les plantes seront couvertes par une garantie d'un (1) an à partir de la date d'exception finale des travaux. Une inspection aura lieu la fin de la période de garantie.
- .3 Prolonger la garantie pour les plantes remplacées.

1.31 INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS BILINGUES

- .1 Dans le cas où les deux versions des devis et dessins diffèrent, la version ayant les exigences les plus rigoureuses ou démontrant la meilleure application pour le travail prévaudra.

FIN DE SECTION

BASE DE PAIEMENT

Le paiement au prix par élément indiqué dans le bordereau des prix comprendra une rémunération complète pour l'ensemble de la main-d'œuvre, des services et de l'équipement, ainsi que la fourniture, la livraison et l'installation de tous les matériaux requis pour la bonne exécution du présent contrat, ainsi que l'arrosage, l'entretien et le remplacement des végétaux durant la période de garantie des végétaux.

1 Mobilisation et préparation de site

- .1 Cet article englobe toutes les exigences générales relatives au projet, y compris :
 - .1 Mobilisation/démobilisation de l'équipement, main d'œuvre et du matériel.
 - .2 Les instructions générales, les échéanciers, les dessins d'atelier, les installations temporaires, la protection des utilités publiques, les mesures de sécurité, la coordination des travaux des sous-traitants, la gestion de la circulation et des usagers.
 - .3 Tous les travaux associés avec la sécurité routière et l'installation de signalisation et d'un signaleur au besoin, lors de la durée des travaux.
 - .4 Installation de barrières temporaires, de clôtures et de toute autre mesure de protection nécessaire pour prévenir les utilisateurs d'accéder à la zone de travail et l'entreposage temporaire.
 - .5 Fournir et installer des accès temporaires, plateforme d'accès et tous les accessoires nécessaires pour compléter les travaux.
 - .6 Les exigences relatives à la préparation du site, à l'enlèvement des plantes envahissantes, et à la remise en état des lieux après les travaux
- .2 Ce prix forfaitaire comprend toutes les exigences générales indiquées sur les dessins et spécifications, ainsi que toutes celles qui sont nécessaires pour exécuter le travail de ce contrat et ne sont pas prévues par des éléments spécifiques.
- .3 Ce prix forfaitaire comprend les dessins tel que construit à remettre à la fin des travaux au Représentant de la CCN.
- .4 Cet élément ne sera pas mesuré, mais sera rémunéré par un montant forfaitaire selon le barème suivant :
 - 70% du prix forfaitaire au moment que cet élément sera complété
 - 30% lorsque les dessins tel que construit seront terminés

2 Barrière de protection temporaire -G1

- .1 Cet élément porte sur la fourniture et l'installation d'une barrière de protection temporaire de type Natureauberme ou équivalent, tel qu'indiqué sur les documents contractuels.
- .2 Cet article fait l'objet d'un paiement fondé sur un prix correspondant à une somme forfaitaire incluse dans le bordereau de soumission. Ce montant sera payé lorsque les travaux auront été exécutés.

3 Mesures de protection de l'environnement

- .1 Le paiement du prix prévu au contrat pour ce poste équivaut au plein paiement pour la préparation et la mise en place des dispositifs de contrôle des sédiments dans le littoral (les rideaux flottants) et la protection des terrains humides, tel qu'identifié aux plans. Il comprend le prix de l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'équipement et des matériaux nécessaires à la fourniture, la construction, la surveillance et le maintien

de tous les dispositifs de contrôle de l'érosion et des sédiments précisés dans les présentes.

- .2 Toutes les mesures nécessaires à la protection de la végétation existante à conserver durant les travaux ainsi que l'installation de clôtures temporaires, tel qu'identifié aux plans, afin de protéger les nouvelles plantations pendant la période de garantie.
- .3 Ce poste n'est pas ventilé, mais est rémunéré au moyen d'un montant forfaitaire selon le barème suivant :
 - 25 % dès l'approbation de l'installation des dispositifs de contrôles des sédiments et de l'érosion;
 - 50 % divisé en paiements égaux pendant la durée du contrat ;
 - 25 % après l'aménagement complet et enlèvement des dispositifs.

4 Démolition et enlèvements

- .1 Cet élément porte sur la démolition et l'enlèvement des éléments indiqués sur les documents contractuels, incluant toutes bases ou fondations.
- .2 Cet article fait l'objet d'un paiement fondé sur un prix correspondant à une somme forfaitaire inclus dans le bordereau de soumission. Ce montant sera payé lorsque les travaux auront été exécutés.

5 Nettoyage du gravier – A1

- .1 Cet élément porte sur le nettoyage du gravier et le terrassement brut indiqués sur les documents contractuels, incluant toutes bases ou fondations
- .2 Cet élément comprend l'enlèvement manuel du gravier afin de dégager complètement le sol existant des abrasifs hivernaux provenant de la route.
- .3 Cet élément comprend l'excavation et le nivellement sommaire, compte tenu des élévations du sol fini et des traitements spécifiques de surface.
- .4 Il comprend la main d'œuvre et le transport hors site des matériaux non réutilisables excédentaires, ainsi que la gestion de ces derniers.
- .5 Cet article fait l'objet d'un prix au mètre carré tel qu'indiqué sur le bordereau de soumission.

6 Hydro ensemencement avec tapis anti-érosion - B1

- .1 Cet article porte sur l'hydro ensemencement, incluant la fourniture et l'installation de l'ensemencement spécifié, ainsi que le terreau et le terrassement de finition selon les niveaux indiqués.
- .2 Il comprend la fourniture et l'installation du tapis de contrôle d'érosion fait de fibre naturelle biodégradable de type SC150BN, incluant piquets d'ancrages, tel que fabriqué par "North American Green" ou équivalent approuvé.
- .3 Cet article fait l'objet d'un prix au mètre carré tel qu'indiqué sur le bordereau de soumission et selon la répartition suivante :
 - .1 60% après la fourniture et l'installation
 - .2 40% après l'établissement et l'entretien des surfaces engazonnées.
- .4 Le prix soumis comprendra l'arrosage, les reprises, et l'entretien nécessaires tels que décrits dans les documents contractuels.

7 Plantation de *Vitus riparia*, 1 gal. en pot

-
- .1 Cet élément porte sur la fourniture et l'installation des plantations de 1 gal. en pot, incluant le terreau, les végétaux, et la plantation, tel qu'indiqué sur les documents contractuels.
- .2 Cet article fait l'objet d'un prix à l'unité tel qu'indiqué sur le bordereau de soumission.
- 8 Plantation d'arbustes de petit calibre en pot (40 cm ht.) – B4 et E1
- .1 Cet élément porte sur la fourniture et l'installation des plantations incluant l'ameublissement du terrain existant, le terreau, les végétaux, et la plantation, tel qu'indiqué sur les documents contractuels.
- .2 Cet élément porte sur la fourniture et l'installation de paillis s'il n'y a pas de tapis anti-érosion, tel qu'indiqué sur les documents contractuels.
- .3 Cet article fait l'objet d'un prix à l'unité tel qu'indiqué sur le formulaire d'appel d'offres.
- 9 Plantation d'arbustes de gros calibre en pot (80 cm ht.) –F3
- .1 Cet élément porte sur la fourniture et l'installation des plantations incluant l'excavation, le terrassement, le terreau, les végétaux, le paillis et la plantation, tel qu'indiqué sur les documents contractuels.
- .2 Cet article fait l'objet d'un prix à l'unité tel qu'indiqué sur le bordereau de soumission.
- 10 Stabilisation de bas de talus - fagots – C1
- .1 Cet élément porte sur la fourniture et l'installation des fagots incluant piquets en bois, l'ameublissement du terrain existant, le terreau, les végétaux, et la plantation, tel qu'indiqué sur les documents contractuels.
- .2 Cet article fait l'objet d'un prix au mètre tel qu'indiqué le bordereau de soumission.
- 11 Stabilisation de bas de talus - pierre simple – C2
- .1 Cet élément porte sur la fourniture et l'installation des pierres incluant l'excavation, le terrassement, et l'installation de la fondation granulaire, géotextile et galets de rivière, tel qu'indiqué sur les documents contractuels.
- .2 Cet article fait l'objet d'un prix au mètre tel qu'indiqué sur le bordereau de soumission.
- 12 Stabilisation de bas de talus - pierres double – C3
- .1 Cet élément porte sur la fourniture et l'installation des pierres incluant l'excavation, le terrassement, et l'installation de la fondation granulaire, géotextile et galets de rivière, tel qu'indiqué sur les documents contractuels.
- .2 Cet article fait l'objet d'un prix au mètre tel qu'indiqué sur le bordereau de soumission.
- 13 Surface de mélange granitique (poussière de pierre) – F1
- .1 Fournir, installer et compacter le surface de poussière de pierre, tel qu'indiqué sur les documents contractuels.
- .2 Cet article fait l'objet d'un prix au mètre carré, tel qu'indiqué sur le bordereau de soumission.

14 Pierre naturelle – F2

- .1 Cet élément porte sur la fourniture et l'installation des pierres naturelles arrondies incluant l'ameublement du terrain existant, et la fourniture et l'installation de la fondation granulaire, tel qu'indiqué sur les documents contractuels.
- .2 Cet article fait l'objet d'un prix à l'unité tel qu'indiqué sur le bordereau de soumission.

15 Marches en pierre – F4

- .1 Cet élément porte sur la fourniture et l'installation des marches en pierre incluant l'excavation, le terrassement, et l'installation de la fondation granulaire et le géotextile, tel qu'indiqué sur les documents contractuels.
- .2 Cet article fait l'objet d'un paiement fondé sur un prix correspondant à une somme forfaitaire inclus dans le bordereau de soumission. Ce montant sera payé lorsque les travaux auront été exécutés.

16 Entretien et garantie des végétaux

- .1 Cet élément comprend l'entretien et la garantie de tous les végétaux durant une période d'un (1) an, y compris l'arrosage, l'enlèvement et le remplacement des végétaux morts, les opérations d'émondage et toutes les autres opérations connexes et intérimaires d'entretien qui s'avèrent nécessaires pour assurer la croissance et la santé des végétaux.
- .2 Cet élément ne sera pas mesuré à des fins de paiement, mais sera rémunéré selon un prix forfaitaire et sera payé en deux versements durant la période d'entretien et de garantie. Les paiements progressifs du prix global indiqué au Bordereau de soumission seront effectués selon la répartition suivante :
 - 40% mi- année
 - 60% à la fin de l'année – approbation finale

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Soumettre à l'Administrateur du contrat pour vérification les dessins d'atelier, les données techniques sur les produits et les échantillons tels que spécifiés.
- 1.2 Ne pas entreprendre de travaux avant que les documents pertinents soient vérifiés.
- 1.3 Dessins d'Atelier
 - .1 Selon le cas, l'Entrepreneur devra soumettre des dessins originaux fournis par lui-même, le Sous-traitant, le Fournisseur ou le Distributeur, illustrant les parties appropriées des travaux et indiquant :
 - .1 le façonnage, la disposition, et les détails d'installation ou de construction tels que spécifiés dans les Sections appropriées.
 - .2 Identifier les détails par référence au numéro de dessin ou de détail dans les Documents du Contrat.
 - .3 Dimensions maximales d'un dessin 610 x 915 mm.
 - .4 Reproductions pour fins de soumission, copies diazos opaques.
- 1.4 Informations Techniques
 - .1 Les schémas de câblage standard des manufacturiers, ainsi que des feuilles de catalogues, des diagrammes et des échéanciers, des tableaux de performance, des illustrations et d'autres renseignements descriptifs standards peuvent être acceptés à la place des dessins d'atelier.
 - .2 Les documents indiqués ci-dessus ne seront acceptés que s'ils se conforment aux exigences suivantes:
 - .1 Éliminer les renseignements non-pertinents au projet;
 - .2 Fournir des renseignements supplémentaires au contenu standard qui se rapportent au projet;
 - .3 Indiquer les dimensions et tolérances requises;
 - .4 Indiquer les données sur le rendement et sur la capacité des éléments.
- 1.5 Échantillons et maquettes
 - .1 Soumettre les échantillons selon les dimensions les quantités requises.
 - .2 Si la couleur, le motif ou la texture doivent servir de critère de sélection, soumettre une gamme complète d'échantillons.
 - .3 Une fois vérifiés et approuvés, les échantillons serviront de normes de qualité de matériaux et de mise en oeuvre aux fins des présents travaux.
- 1.6 Coordination des Soumissions
 - .1 Vérifier les dessins d'atelier, les informations techniques et les échantillons avant de les soumettre.
 - .2 Vérifier
 - .1 Mesures sur le chantier.
 - .2 Construction sur le chantier.
 - .3 Numéros de catalogue et renseignements semblables.
 - .4 Coordonner chaque soumission avec les exigences de travaux et les documents du Contrat. Les dessins d'atelier individuels ne seront pas vérifiés tant que tous les dessins connexes n'auront pas été remis.
 - .5 La vérification par l'Administrateur du contrat des documents soumis ne libère pas l'Entrepreneur de ses responsabilités pour les erreurs et omissions dans la soumission.
 - .6 La vérification par l'Administrateur du contrat des documents soumis ne libère pas l'Entrepreneur de ses responsabilités pour les écarts entre la soumission et les documents du Contrat, sauf dans le cas d'acceptation écrite de ces écarts par l'Administrateur du contrat.

- .7 Informer l'Administrateur du contrat par écrit de tout écart par rapport aux exigences des documents du Contrat, au moment de la soumission des documents.
 - .8 Distribuer des copies des documents à la suite de leur vérification par l'Administrateur du contrat.
- 1.7 Exigences de soumission des documents
- .1 Soumettre les documents au moins 10 jours avant les dates prévues pour la réception des documents vérifiés.
 - .2 Soumettre suffisamment de copies imprimées ou électroniques pour fins de distribution subséquente ainsi que 2 copies qui seront gardées par l'Administrateur du contrat.
 - .3 Les soumissions doivent être accompagnées d'une lettre de transmission qui indique;
 - .1 la date;
 - .2 le titre et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse de l'Entrepreneur;
 - .4 le numéro de chaque dessin d'atelier, renseignement technique et échantillon soumis;
 - .5 les autres renseignements pertinents.
- 1.8 Les soumissions doivent comprendre;
- .1 La date originale et les dates des révisions;
 - .2 Titre et numéro du projet;
 - .3 Les noms :
 - .1 De l'Entrepreneur;
 - .2 Du sous-traitant;
 - .3 Du fournisseur;
 - .4 Du manufacturier;
 - .5 Du détaillant spécialisé le cas échéant.
 - .4 Identification du produit ou du matériau;
 - .5 Rapport aux structures ou matériaux adjacents;
 - .6 Dimensions mesurées sur le chantier, clairement identifiées comme telles;
 - .7 Numéro de la Section pertinente du Devis;
 - .8 Numéros des normes applicables, telles CSA ou ONGC;
 - .9 Tampon de l'Entrepreneur, signé ou marqué avec ses initiales, qui témoigne de la vérification des documents soumis, la vérification des mesures sur place et la conformité aux documents du Contrat.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 GÉNÉRALITÉS**1.1 RÉFÉRENCES**

- .1 Gouvernement du Canada :
 - .1 Code canadien du travail Partie 2, Règlements concernant la sécurité et la santé au travail.
 - .2 Santé Canada/ Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
- .2 Province de Québec.
 - .1 Loi sur la santé et la sécurité au travail du Québec, L.R.Q., chapitre S-2.1.
 - .2 Règlement sur le programme de prévention (1982) 114 G.O. II, 2373, modifié par (1983) 15 G.O. II, 1927 (1985) G.O. II, 1552.
- .3 Association canadienne de normalisation (CSA).
 - .1 CSA S350-(M1980), Code of Practice for Safety in Demolition of Structures.

1.2 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Lois et règlements pertinents
 - .1 Code national du bâtiment du Canada, Partie 8, SIMDUT, FC 301, FC 302.
 - .2 Code canadien du travail, Règlements concernant la sécurité et la santé au travail.
 - .3 Loi sur la santé et la sécurité au travail du Québec, L.R.Q., chapitre S-2.1.
 - .4 Normes et règlements prescrits, afin d'assurer la sûreté de fonctionnement du chantier qui contient des matériaux dangereux ou toxiques.
 - .5 Loi sur l'indemnisation des accidents du travail dans la province des présents travaux.
 - .6 Tous les autres règlements et lois qui pourraient s'appliquer dans le lieu de travail et au chantier de construction.
- .2 Affichage et disponibilité des documents
 - .1 Se conformer aux exigences provinciales d'affichage général ainsi qu'aux autres exigences d'affichage traitant de sécurité, en conformité avec les prescriptions formulées, énoncées ou fournies par le Représentant de la CCN à ce sujet.
 - .2 Conserver sur le chantier des travaux une copie de chaque norme pertinente de santé et de sécurité.
- .3 Matériaux dangereux, substances désignées et composés volatils
 - .1 Aviser le Représentant de la CCN 48 heures à l'avance de l'exécution de travaux dans des zones occupées qui renferment des matériaux dangereux, des substances désignées ou des composés volatils.
 - .2 Se reporter à la Section du présent devis qui englobe la section 01 35 43 Protection de l'environnement.
- .4 Responsabilités
 - .1 L'Entrepreneur est responsable de la sécurité des personnes et des propriétés sur place ainsi que de la protection des personnes et de l'environnement hors

chantier, dans la mesure où les personnes et l'environnement pourraient être affectés par suite de l'exécution des travaux du présent contrat.

- .2 Se conformer et s'assurer que les équipes de travail se conforment aussi aux exigences de sécurité des documents contractuels, des lois, ordonnances et règlements pertinents du fédéral, de la province et de la municipalité en cause ainsi qu'au Plan de santé et de sécurité qui s'applique spécifiquement au présent chantier.
- .3 Assigner un représentant compétent et autorisé à coordonner le Plan de santé et de sécurité, avec les obligations et la responsabilité d'arrêter ou de mettre en route les travaux du présent contrat lorsqu'il s'avère nécessaire ou souhaitable, toujours à la discrétion de ce coordonnateur, d'arrêter ou de mettre les travaux en route pour des raisons de santé et de sécurité.
- .4 Le Représentant de la CCN peut aussi interrompre les travaux du présent contrat pour des raisons de santé et de sécurité.

1.3 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 Plan de santé et de sécurité
 - .1 L'Entrepreneur se devra de réviser le Plan de santé et sécurité en fonction des commentaires du Représentant de la CCN et de lui présenter à nouveau, aux fins d'examen et d'acceptation.
 - .2 Le Plan de santé et de sécurité devra comporter une évaluation des dangers par rapport aux activités de construction sur le présent chantier, y compris les risques identifiés dans l'examen et (ou) l'évaluation environnementaux préalables ainsi que dans l'analyse des risques et des dangers en matière de santé et de sécurité par rapport aux tâches et aux opérations à réaliser sur place.
 - .3 Identifier et assigner un représentant compétent et autorisé qui sera chargée de la mise en œuvre et de la coordination du Plan de santé et de sécurité au cours de la mise en œuvre des activités de travail faisant l'objet du présent contrat.
- .2 Plan de secours sur place et d'intervention en cas d'urgence
 - .1 Précéder la date d'adjudication du contrat et avant la mise en route d'activités de travail sur place, produire un Plan de secours sur place et d'intervention en cas d'urgence.
 - .2 Ce plan de secours sur place et d'intervention en cas d'urgence devra comporter des mesures couvrant des incidents potentiels de sécurité; il devra aussi tenir compte de l'examen et (ou) de l'évaluation environnementaux préalables à des impacts, tels que préparés spécifiquement pour le projet en cours.
 - .3 Ce Plan d'intervention en cas d'urgence devra aborder les procédures standards d'exploitation à mettre en œuvre au cours de situations d'urgence.
 - .4 Ce Plan devra aussi donner les numéros de téléphone de personnes avec qui il faut communiquer en cas d'urgence, à préparer selon un ordre de priorité, y compris le numéro de téléphone du Propriétaire.
- .3 Préparation et contrôle de mesures de sécurité sur place
 - .1 Des inspections portant sur la sécurité dans les présents travaux de construction devront être entreprises sur place, sur une base régulière d'au moins une fois par semaine. Il faudra préparer un rapport sommaire des inspections sur place, qui identifie les zones ou les secteurs de non-conformité. En cas de non-respect, s'assurer de faire des suivis sans tarder et de prendre immédiatement des mesures correctives. Avant la mise en œuvre des activités de construction, il

faudra présenter, à titre d'échantillon, une liste de contrôle et de sécurité en construction.

- .2 Le sujet de Sécurité sur place devra être traité en tant qu'article distinct dans l'ordre du jour; en outre, il devra faire l'objet de révisions et de l'apport de mises à jour lors de toutes les réunions de chantier planifiées, auxquelles participent le Propriétaire, les Experts-conseils, l'Entrepreneur et les Sous-traitants.
- .3 À garder sur le chantier et à l'état disponible, aux fins d'examen et de renvoi, un dossier de toutes les révisions de sécurité en construction, telles qu'apportées au cours de la mise en œuvre.
- .4 Garder à l'état affiché sur place une copie du Manuel de santé et de sécurité au travail.
- .5 Avant la mise en route des présents travaux, déposer les avis requis de santé et de sécurité auprès des Autorités provinciales.
- .6 À préparer et à garder en dossier et sur place les rapports d'incidents et d'accidents se rapportant à l'exécution des travaux du présent contrat.
- .7 Soumettre à l'examen du Représentant de la CCN les renseignements SIMDUT de fiches techniques sur les produits et les matériaux utilisés sur place. Se reporter à la Section du présent devis 01 35 43 Protection de l'environnement. Garder sur place, en dossier et en disponibilité une copie des feuilles de renseignements de fiches techniques.
- .8 S'assurer que les licences et permis d'exploitation pertinents soient à jour par rapport à l'exploitation de la machinerie, des véhicules et de l'appareillage requis pour l'exécution des travaux de ce contrat.
- .9 Sur une base quotidienne, examiner les outils, la machinerie et l'appareillage utilisés sur place et s'assurer qu'ils sont tous en bon état de fonctionnement et qu'ils sont exploités ou utilisés comme il se doit.

1.4 EXAMEN DE LA SÉCURITÉ SUR PLACE ET COURS DE FORMATION ET D'ORIENTATION

- .1 Formation: S'assurer que toutes les personnes entrant dans les zones de travail en vue de la mise en œuvre des travaux du présent contrat (y compris les personnes s'occupant des expéditions et celles s'occupant des essais, de la surveillance et du genre) aient reçu la formation nécessaire par rapport à l'exécution de leurs activités et ceci, en toute sûreté.

1.5 NON-CONFORMITÉ

- .1 Pour faire suite aux examens du chantier par les Autorités de réglementation, le Représentant de la CCN ou d'autres Autorités compétentes, aborder immédiatement les questions de non-conformité aux mesures de santé et de sécurité et prendre des mesures correctives sur-le-champ à ce sujet.
- .2 Produire au Représentant de la CCN un document écrit des mesures correctives prises, en inscrivant aussi la date de réalisation ou de mise en œuvre de ces mesures.
- .3 Le Représentant de la CCN peut interrompre les travaux si la non-conformité aux règlements de santé et de sécurité n'est pas corrigée.

1.6 PROTECTION DU CHANTIER

- .1 Démarcation du chantier : Démarquer clairement les zones de travail du chantier des autres espaces attenants, qui peuvent être publics ou privés.
 - .1 Assurer une signalisation adéquate et sécuritaire pour les accès au chantier en tout temps.
 - .2 Modifier en fonction de la progression des activités sur le site.

- .3 Sur une base régulière, s'assurer que la signalisation des accès au chantier soit accessible.
- .2 Circulation véhiculaire
 - .1 Prévoir et entretenir des voies sécuritaires de circulation de véhicules sur le chantier, y compris des voies d'accès au chantier et des voies de sortie du chantier; prévoir aussi des voies de circulation sécuritaires pour les piétons et le grand public, à même le chantier et autour de ce dernier.
 - .2 Maintenir un accès pratique à la propriété, en prévoyant des hauteurs de dégagement suffisantes pour le passage de véhicules d'intervention d'urgence. S'assurer que les travaux du présent contrat ne compromettent pas des accès de la sorte aux propriétés et bâtiments adjacents.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Travaux connexes
- .1 Préservation des arbustes et arbres Section 32 01 91
- 1.2 Feux
- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier ne sont pas permis.
- 1.3 Évacuation des déchets
- .1 Il est interdit d'enfouir des déchets et des matériaux de rebut sur le chantier.
- .2 Il est interdit d'évacuer des matériaux de rebut ou des matériaux volatils comme les essences minérales et les diluants pour l'huile ou la peinture, en les déversant dans des cours d'eau, des égouts pluviaux ou des égouts sanitaires.
- .3 Les déchets seront gérés conformément aux normes en vigueur au Québec.
- 1.4 Protection de la végétation
- .1 Assurer la protection des arbres et des plantes sur le chantier et les propriétés adjacentes, aux endroits indiqués selon la section 32 01 91 Protection des arbres et des arbustes.
- .2 Au cours des travaux d'excavation et de terrassement, protéger les racines des arbres désignés jusqu'à la ligne d'égouttement, afin qu'elles ne soient pas déplacées ni endommagées. Éviter de circuler et de décharger ou d'entreposer des matériaux inutilement au-dessus des zones de racines d'arbres protégés.
- .3 Réduire au minimum l'enlèvement de la terre végétale et de la végétation.
- .4 Enlevez les plantes seulement dans les zones d'intervention jalonné par le Représentant de la CCN et l'Entrepreneur. Dans ces zones, enlevez seulement les vivaces moins de 30cm de hauteur et les plantes envahissantes identifiées.
- .5 Lorsqu'on utilise de la machinerie lourde près des arbres, il faut protéger ceux-ci à l'aide d'une clôture temporaire.
- .6 Les milieux humides en périphérie des travaux devront être protégés par des clôtures de protection, selon les plans, avant les travaux de construction.
- .7 Les dispositifs de protection devront être retirés une fois les travaux sont complétés près des milieux humides.
- 1.5 Récupération des poissons, reptiles et amphibiens
- .1 Les poissons capturés doivent être remis dans le flux actif du lac.
- .2 Les tortues, les grenouilles ou autres animaux capturés doivent être déplacés vers un habitat similaire à l'extérieur de la zone de travail.
- .3 Installer une clôture anti-érosion dans la pente d'une longueur minimale de 3,0 mètres aux deux extrémités du rideau de turbidité afin d'éviter que les reptiles et les tortues accèdent à la zone de travail après leur déplacement.
- .4 Le représentant de la CCN doit être présent sur le site lors de la récupération des poissons, des reptiles et des amphibiens.
- 1.6 Protection des aires de nidifications
- .1 Aucune opération de débroussaillage ne sera entreprise durant la période de nidification du 1^{er} mai au 15 août afin de protéger les aires de nidifications.
- .2 Dans le cas où un débroussaillage est requis durant cette période, la végétation à être coupé devra être inspecté par un biologiste aviaire afin de déterminer s'il s'agit d'une aire de nidification active. L'opération de débroussaillage pour être entreprise une fois que le biologiste aura confirmé qu'il ne s'agit pas d'une aire de nidification active.

- .3 La CCN sera responsable de retenir les services du biologiste. L'Entrepreneur devra donner une (1) semaine d'avis le cas échéant.
- 1.7 Préservation des arbustes et arbres
- .1 Préserver les arbustes et arbres conformément à la section 32 01 91
 - .2 Utiliser les routes, les bandes défrichées ou les sentiers existants afin de ne pas perturber la végétation terrestre.
 - .3 Installer une gaine protectrice autour des arbres susceptibles d'être endommagés.
 - .4 Le défrichage et le débroussaillage seront limités au strict minimum, soit à la végétation qui nuit à la circulation de la machinerie et à la réalisation des travaux. Aucun résidu de coupe ne devra tomber dans les cours d'eau ou les milieux humides. Si tel est le cas, les débris seront enlevés en occasionnant le moins de dérangement possible.
 - .5 Aucune coupe d'arbre de plus de 10 cm de diamètre (DHP) n'est permise. Si la coupe d'arbre de DHP de plus de 10 cm est requise, une autorisation de la Section de la gestion des ressources naturelles et des terrains du Parc doit préalablement être obtenue. Ces arbres devront être remplacés, dans les environs du site des travaux, dans un ratio de 2 pour 1, par des espèces non envahissantes et indigènes approuvés par les biologistes du Parc de la Gatineau. L'entrepreneur devra faire approuver par la CCN son plan de plantation avant la mise en place des arbres. Tout arbre de plus de 10 cm DHP coupé dans un milieu humide doit être compensé par un ratio de 2 :1 préférablement dans le même milieu humide par des espèces favorisant les milieux humides.
 - .6 Identifier et marquer les arbres et arbustes à abattre (DHP de moins de 10 cm) ou à conserver (DHP de plus de 10 cm).
 - .7 Tous les arbres et autres végétaux endommagés doivent être remplacés.
- 1.8 Drainage
- .1 Fournir le drainage temporaire et l'équipement de pompage nécessaire pour garder l'excavation et le site libre d'eau.
 - .2 Ne pas pomper de l'eau chargée de particules en suspension dans le cours d'eau adjacent.
 - .3 Contrôler et évacuer les eaux chargées de particules en suspend ou contenant toute autre matière dangereuse selon les prescriptions des autorités responsables. . Aucun résidu ne devra tomber dans les cours d'eau ou les milieux humides. Si tel est le cas, les débris seront enlevés en occasionnant le moins de dérangement possible.
- 1.9 Travaux exécutés à proximité des Cours d'eau
- .1 Limiter le déplacement des véhicules et de la machinerie aux aires de travail et aux chemins d'accès temporaires balisés. En aucun temps il ne sera permis de circuler hors de la zone des travaux ni dans les cours d'eau, les fossés ou les milieux humides.
 - .2 Ne pas décharger de déblais, de matériaux de rebut ou de débris dans, ou à moins de 30 mètres d'un cours d'eau.
 - .3 Ne pas faire glisser des billots ou des matériaux de construction d'un bord à l'autre des cours d'eau
- 1.10 Prévention de la pollution
- .1 Entretien des installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution et mises en place en vertu du présent contrat.
 - .2 Assurer le contrôle des gaz dégagés par le matériel et les installations, conformément aux exigences des autorités locales.
 - .3 Arroser les matériaux secs et recouvrir les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris. Supprimer la poussière sur les chemins temporaires.

- .4 Des bâches en bonne condition seront installées, au besoin pendant les travaux et lors de la fermeture quotidienne du chantier, sur les piles de matériaux pour limiter le lessivage des matériaux.
 - .5 Installer les aires d'entreposage de matériaux et d'équipement dans des zones imperméables, soit dans l'emprise de la rue ou dans des aires pavées adjacentes. Aucun entreposage ne s'effectuera dans le milieu naturel.
 - .6 Les matières dangereuses résiduelles, s'il y en a, seront entreposées dans un lieu imperméable et protégées des intempéries par une bâche étanche, en attente de leur chargement et de leur transport. Les matières dangereuses résiduelles seront ensuite éliminées dans un lieu autorisé par le MDDEP.
 - .7 Des abats-poussières autorisés par le MDDEP seront appliqués au besoin pour limiter le soulèvement de poussière.
 - .8 Réduire la circulation de la machinerie sur les sols exposés.
- 1.11 Protection des Cours d'eau
- .1 L'entrepreneur devra assurer qu'aucune contamination, déchet ou autre substance qui pourraient affecter de façon négative les organismes aquatiques ou la qualité de l'eau n'entre en contact avec les cours d'eau, et ce de façon directe ou indirecte des travaux. L'entrepreneur devra se soumettre à toutes les exigences des agences et ministères gouvernementaux relativement à la protection de l'environnement.
 - .2 Aucun entreposage en hydrocarbures ou autres produits dangereux ne sera permis à moins de 30 mètres de tout plan d'eau.
 - .3 Aucun plein d'essence des véhicules ou d'équipement ne sera permis à moins de 60 mètres de tout plan d'eau.
 - .4 L'entrepreneur sera tenu responsable de nettoyer de façon immédiate tout déversement ou contamination. L'entrepreneur sera tenu responsable pour tous les dommages, amendes et accusations relatives à un déversement ou une contamination résultant de façon directe ou indirecte de leurs travaux de construction.
 - .5 L'entrepreneur ne fera aucune réclamation pour une compensation additionnelle relativement à l'exécution des exigences et obligations notées au devis.
 - .6 Ne pas stationner la machinerie à moins de 30 m de tout plan d'eau sur le site des travaux, à moins qu'autrement avisé par la CCN.
 - .7 Avant de débiter les travaux, les dispositifs suivants seront mis en place pour éviter tout apport de matières en suspension dans les eaux de surface : géotextile sur les puisards, berme filtrante, trappe à sédiments et/ou barrières à sédiments à travers les fossés et barrière à sédiments en bordure des cours d'eau et des milieux humides, selon les indications aux plans.
 - .8 Tous les débris introduits accidentellement dans un cours d'eau ou un milieu humide devront être retirés dans les plus brefs délais.
- 1.12 Plan de contrôle de l'érosion et des sédiments
- .1 Le rideau flottant, selon les indications aux plans, doit être installé avant le 15 septembre.
 - .2 Dix jours ouvrables suivant la réception de la lettre de notification, l'entrepreneur doit présenter un plan de contrôle de l'érosion et des sédiments. Le plan de travail devra démontrer les mesures préconisées pour prévenir l'érosion ainsi que la sédimentation, et ce pour la durée complète des travaux. L'entrepreneur devra attendre l'approbation du plan de gestion et contrôle des matériaux en suspensions par le Représentant de la CCN avant de débiter les travaux dans ou près des voies navigables, canaux de drainage ou les lieux de terres humides.
 - .3 Une copie du plan de contrôle de l'érosion et des sédiments doit se trouver au chantier en tout temps. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les travailleurs, y compris les sous-traitants,

- connaissent l'importance des mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments et connaissent aussi les conséquences d'une omission de se conformer aux exigences de tous les organismes de réglementation.
- .4 L'entrepreneur devra éviter l'écoulement de matériaux en suspension dans les cours d'eau. Les bermes, les clôtures à sédiment et les autres dispositifs de meilleures pratiques de gestion, conformes aux méthodes de travail sur le chantier de l'entrepreneur, doivent être aménagés aux bons endroits afin de maintenir la turbidité au minimum selon les directives des autorités et organismes gouvernementaux.
 - .5 Au minimum, il faut les mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments suivantes :
 - .1 Limiter la surface des sols dénudés en tout temps.
 - .2 Replanter les endroits dénudés dès que possible.
 - .3 Assurer la protection temporaire des pentes exposées 3H:1V ou plus abruptes et de plus de 3 mètres de hauteur à l'aide de matériaux plastiques ou de paillis approuvés par le Représentant de la CCN.
 - .4 Installer un tissu filtrant entre le cadre et le couvercle de tous les bassins collecteurs et trous d'homme qui doivent être touchés par l'écoulement provenant du site.
 - .5 Installer des barrières en bordure du cours d'eau, des fossés et des milieux humides présents dans la zone des travaux, selon les indications aux plans.
 - .6 Mettre en place une barrière à sédiment qui délimite l'aire des travaux d'installation du ponceau afin de préserver la qualité des eaux des milieux humides.
 - .7 Aménager des dispositifs de soutien afin d'assurer la stabilité des sols en place et d'éviter tout risque d'éboulement.
 - .8 Les interventions sur les sols sensibles à l'érosion, fragiles, en pente ou peu portants seront limitées.
 - .9 Une clôture à sédiment doit être posée autour du périmètre de tous les monceaux de terre qui doit être utilisée ou enlevée du site. Les monceaux doivent se trouver à l'extérieur de la plaine d'inondation et à des endroits approuvés par le Représentant de la CCN.
 - .10 Les mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments seront inspectées, entretenues et réparées chaque semaine et après chaque pluie.
 - .11 Toute l'eau qui se trouve dans les tranchées excavées doit être pompée dans un bassin approuvé pour la décantation avant le rejet à la rivière.
 - .6 Le contrôle de l'érosion et des sédiments doit faire l'objet d'un examen au cours de la réunion hebdomadaire sur le chantier. L'avancement des travaux doit être consigné par le Représentant de la CCN dans le procès-verbal de la réunion.
 - .7 Il sera strictement interdit de circuler hors des limites d'intervention et d'y déposer des équipements, des véhicules, de la machinerie, des déchets ou autres matériaux et ce, même de façon temporaire, sans obtenir préalablement l'autorisation de la CCN.
 - .8 À la fin des travaux, l'entrepreneur a la responsabilité de remettre en état le site des travaux.
- 1.13 Gestion de la circulation
- .1 Durant les travaux de construction, installer des panneaux de signalisation aux endroits requis.
 - .2 Identifier clairement les zones de travaux.
 - .3 À la fin des travaux, s'assurer que les enseignes (sauf ceux qui sont installés par la CCN), clôtures et tous autres équipements et matériaux sont enlevés du site.
- 1.14 Climat sonore
- .1 Les exigences contractuelles relatives au bruit seront respectées. La réduction à la source doit être le moyen privilégié pour contrer les effets du bruit. Les articles 7, 11 et 12 du règlement

municipal numéro 44-2003 de la Ville de Gatineau concernant le bruit seront respectés, c'est-à-dire que :

- .1 En raison de la nature irritante du bruit (sirènes, ondes de choc, impacts répétitifs, etc.), les travaux sur un chantier de construction, de rénovation ou de démolition, qui se situe à moins de 150 mètres d'un immeuble servant d'hébergement, ne peuvent s'effectuer que du lundi au samedi, entre 7 h et 21 h, sauf dans le cas de travaux d'urgence sur des infrastructures publiques ou de travaux qui ont été expressément autorisés par le comité exécutif.
 - .2 Il sera défendu d'opérer ou de permettre l'opération d'une génératrice ou de tout autre type de pompe, compresseur, moteur ou machinerie dont le niveau de bruit perçu par un occupant d'un immeuble servant d'hébergement est supérieur à 60 dBA le jour et 55 dBA la nuit. Dans le cas de moteurs ou de compresseurs qui n'opèrent pas de façon continue, les niveaux de bruit décrétés au paragraphe précédent sont augmentés à 65 dBA le jour et 60 dBA la nuit.
 - .3 L'utilisation de freins moteurs est interdite sur le territoire de la Ville de Gatineau.
 - .2 Au besoin, recourir à des enceintes acoustiques ou à des écrans antibruit temporaires (toiles, buttes de terre, etc.).
- 1.15 Patrimoine et archéologie
- .1 La découverte fortuite de vestiges archéologiques pendant la construction forcera l'interruption immédiate des travaux à cet endroit jusqu'à ce qu'une évaluation complète du site, par un archéologue qualifié, ait été réalisée. L'Archéologue du Programme du patrimoine de la CCN (613-239-5751) devra être contacté.
 - .2 La découverte fortuite de restes humains pendant la construction forcera l'interruption immédiate des travaux à cet endroit. L'entrepreneur devra contacter le gestionnaire de projet et l'Archéologue de la CCN (Ian Badgley, 613-239-5751) immédiatement.
- 1.16 Organismes d'examen
- .1 Certaines agences et ministères gouvernementaux peuvent visiter les lieux durant les travaux du contrat. L'entrepreneur sera responsable d'assurer un accès facile au chantier en tout temps et de se soumettre, sans délai, aux exigences des agences et ministères en question.
- 1.17 Déversements accidentels
- .1 L'Entrepreneur devra prendre les précautions suivantes lors de l'utilisation d'hydrocarbures afin de prévenir les impacts significatifs sur l'environnement dû à un déversement accidentel :
 - .1 L'Entrepreneur devra avoir un plan d'urgence environnementale approuvé par l'Administrateur du contrat;
 - .2 Aucun entreposage en hydrocarbures ne sera permis à moins de 30 mètres d'un cours d'eau ou milieu humide et aucun plein d'essence ne sera permis à moins de 60 mètres;
 - .3 La machinerie devra être propre en entrant dans le Parc. La machinerie ne sera pas lavée sur le site de façon à limiter tout dépôt de graisse et d'huile à l'intérieur de la zone des travaux;
 - .4 La machinerie sera inspectée par l'Administrateur du contrat avant le début des travaux et fréquemment durant les travaux. L'Entrepreneur doit assurer qu'elle est en bon état de fonctionnement et ne présente pas de fuites d'huile, de graisse et/ou de carburant, etc. Si une fuite ou problème est détecté, les mesures correctives devront être prises et l'entretien devra être réalisé immédiatement et à au moins 60

- mètres du cours d'eau;
- .5 Une trousse d'urgence de récupération de produits pétroliers sera disponible permanence sur le chantier. La trousse comprendra au moins 30 mètres de boudins absorbants, une (1) boîte de couches absorbantes, des pelles, un baril vide de 45 gallons, de la corde et des absorbants sous forme solide (poudres ou granules). Elle sera entreposée à proximité des travaux et de la machinerie et sera facilement accessible en tout temps pour une intervention rapide;
 - .6 Advenant un déversement d'hydrocarbures, l'Entrepreneur le rapportera immédiatement à URGENCE ENVIRONNEMENT QUÉBEC au numéro 1 866-694-5454, de même qu'au numéro d'urgence de la CCN au numéro 613-239-5353. Les hydrocarbures et les sols contaminés seront récupérés par une firme spécialisée dans ce domaine, une fois le déversement contenu. La compagnie fournissant le camion sera déterminée par la CCN.
 - .7 La manipulation de carburant, d'huile, d'autres produits pétroliers ou de contaminants sera faite sous surveillance constante, y compris le transvasement, afin d'éviter les déversements accidentels. Prévoir des contenants de récupération pour les produits pétroliers et les déchets et des matières absorbantes en cas de déversement.
 - .8 Le plein d'essence sera permis seulement dans l'aire d'entreposage et une toile devra être placée sous la machinerie pour le remplissage de carburants, des huiles ou autres produits.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 GÉNÉRALITÉS**1.1 ACCÈS AU SITE, ENTREPOSAGE TEMPORAIRE ET STATIONNEMENT**

- .1 Utiliser les voies de circulation existantes pour accéder au chantier. Entretien ces voies durant la période des travaux et réparer tout dommage pouvant découler de l'usage que l'Entrepreneur en aura fait.
- .2 Nettoyer toutes surfaces utilisées par l'équipement de l'Entrepreneur.
- .3 L'entreposage et le stationnement pour le personnel de chantier devraient être au stationnement P13, tels qu'indiqué aux plans. Tous les véhicules des employés devront être stationnés dans ce stationnement temporaire. Aucun véhicule personnel ne sera admis sur le chantier. La voie d'accès en gravier pourra être utilisée pour le stationnement et l'entreposage à la Débarcadère.
- .4 La section nord du stationnement P13 sera accessible pour la zone d'entreposage temporaire. Cette zone désignée doit être clôturée, verrouillable et séparée de l'accès du public par mesure de sécurité. L'aire d'entreposage temporaire doit être située au moins 10 mètres du puisard le plus proche.
- .5 Tout véhicule de construction requis sur le chantier doit se stationner à un minimum de 10 mètres du parapluie des arbres.
- .6 Tous les sites doivent être sécurisés par des clôtures de chantier, et ce pendant toute la durée des travaux dans ce secteur.

1.2 INSTALLATIONS SANITAIRES

- .1 L'entrepreneur doit fournir des installations sanitaires sur le site pour la main-d'œuvre. Entretien et les nettoyer en tout temps.
- .2 Afficher des avis et prendre les précautions prescrites par les autorités locales de santé publique. Assurer la salubrité des lieux et des locaux en tout temps.

1.3 ÉLECTRICITÉ

- .1 Assurer l'alimentation temporaire en électricité et en assumer l'entretien selon les règlements et ordonnances en vigueur.

1.4 ALIMENTATION EN EAU

- .1 Assurer l'alimentation temporaire en eau potable, en assumer les frais et l'entretien selon les règlements et ordonnances en vigueur.

1.5 PANNEAUX DE PROJETS

- .1 L'installation et l'enlèvement des panneaux ou des enseigne(s) de projet(s) sera de la responsabilité de la CCN.

1.6 SÉCURITÉ DU PUBLIC ET MAINTIEN DE LA CIRCULATION

- .1 Maintenir et protéger la circulation sur les voies concernées durant les travaux de construction, sauf indication spécifique contraire de la part du Représentant de la CCN.

- .2 Protéger le public voyageur contre les dommages aux personnes et aux biens. Bloquer l'accès public aux sites durant les travaux en installant des clôtures temporaires aux bords et en mettant des avis de construction aux entrées du site.
- .3 Le matériel roulant de l'Entrepreneur servant au transport des matériaux/matériels qui entrent sur le chantier ou en sortent doit nuire le moins possible à la circulation du public et des usagers des sentiers récréatifs.
- .4 L'emplacement, la pente, la largeur et le tracé des voies de circulation temporaires sont assujettis à l'approbation du Représentant de la CCN.
- .5 Une fois les travaux terminés, démanteler les voies de circulation temporaires et remettre selon les conditions existantes ou dessins contractuels.

1.7 ÉCHAFAUDAGES ET ÉTAIEMENT

- .1 Obtenir l'approbation pour tout échafaudage et étalement pour ériger les structures, incluant toutes les structures temporaires érigées durant la construction.
- .2 Ériger les échafaudages conformément aux dessins d'atelier portant le sceau d'un ingénieur responsable de sa conception. Enlever l'échafaudage selon les instructions de l'Ingénieur.
- .3 Construire des échafaudages sûrs, rigides, solides et bien assujettis, et les entretenir.

1.8 CLÔTURES TEMPORAIRES

- .1 Les clôtures temporaires doivent être de type clôture à neige, noire ou vert foncé, avoir 1,2m de hauteur, être attachées avec des fils d'acier sur des poteaux d'acier en T installés aux 2,4m centre à centre.
- .2 Installer une clôture temporaire autour des aires de plantations nouvellement plantées ainsi que des aires nouvellementensemencées. Si la clôture est endommagée, réparer ou remplacer selon les instructions du Représentant de la CCN. Les clôtures doivent être maintenues en état durant toute la période de garantie pour les végétaux et jusqu'à la réception des ouvrages d'ensemencement par le Représentant de la CCN.

1.9 ENLÈVEMENT DES INSTALLATIONS TEMPORAIRES

- .1 Enlever du chantier toutes les installations temporaires lorsque le Représentant de la CCN le jugera opportun.
- .2 Tous les endroits perturbés doivent être remis en état par l'Entrepreneur à ses propres frais, et ramenés à leur état d'origine à la satisfaction du Représentant de la CCN.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | | |
|-----|---|----|---|
| 1.1 | Généralités | .1 | Sauf indications contraires, utiliser des matériaux et de l'équipement neufs. |
| | | .2 | Dans les 7 jours suivant la réception de la demande écrite de l'Administrateur du contrat, soumettre les renseignements suivants concernant les matériaux et l'équipement qui doivent être fournis: <ul style="list-style-type: none">.1 le nom et l'adresse du fabricant;.2 la marque de commerce et les numéros de modèle et de catalogue;.3 les fiches techniques et les résultats d'essais;.4 les instructions du fabricant ayant trait à l'installation et à l'application; et.5 les preuves à l'appui de la démarche d'acquisition. |
| | | .3 | Sauf indications contraires, utiliser les produits d'un seul fabricant dans le cas de matériaux et d'équipement d'un même type ou d'une même classe. |
| 1.2 | Instructions du fabricant | .1 | Sauf indications contraires, se conformer aux plus récentes instructions écrites du fabricant concernant les matériaux et l'équipement à utiliser et les méthodes d'installation. |
| | | .2 | Aviser l'Administrateur du contrat, par écrit, de toute divergence entre le présent devis et les instructions du fabricant; l'Administrateur du contrat déterminera alors quel document il faut utiliser. |
| 1.3 | Livraison et entreposage | .1 | Les matériaux et l'équipement doivent être livrés, entreposés et conservés dans leur emballage original de manière à ce que le sceau et l'étiquette du fabricant restent intacts. |
| | | .2 | Éviter que les matériaux et l'équipement ne soient endommagés, altérés ou salis pendant la livraison, la manutention et l'entreposage. Transporter sans délai hors du chantier les matériaux et l'équipement refusés. |
| | | .3 | Entreposer les matériaux et l'équipement conformément aux instructions des fournisseurs. |
| | | .4 | Retoucher à la satisfaction de l'Administrateur du contrat les surfaces endommagées finies en usine. Utiliser un apprêt ou de la peinture-émail identique au fini original. Ne pas peindre les plaques signalétiques. |
| 1.4 | Sélection des matériaux par l'Entrepreneur pour fin de soumission | .1 | Si les matériaux sont prescrits par référence à une norme, |

- choisir tout matériau qui répond aux exigences de cette norme, ou qui les dépasse.
- .2 Si les matériaux doivent figurer sur la Liste des produits homologués publiée par l'Office des normes générales du Canada, choisir l'un des fabricants qui y sont énumérés.
- .3 Si les matériaux sont prescrits aux termes d'un devis "descriptif" ou d'un devis "de performance", choisir tout matériau qui répond aux exigences du devis, ou qui les dépasse.
- .4 Si les matériaux sont prescrits par désignation d'une ou de plusieurs marques, choisir l'une des marques désignées. Aux fins du présent devis, l'expression "matériau acceptable" désigne un produit complet et en état d'utilisation, suivant la description donnée par un nom de fabricant, un numéro de catalogue, une marque de commerce ou toute autre combinaison de ces éléments.
- .5 Si les matériaux sont prescrits aux termes d'une norme, d'un devis descriptif ou d'un devis de performance, à la demande de l'Administrateur du contrat, se procurer auprès du fabricant, le rapport d'un laboratoire d'essai indépendant certifiant que les matériaux ou l'équipement répondent aux exigences prescrites, ou les dépassent.
- 1.5 Substitution
- .1 Toute substitution sera interdite sans avoir obtenu au préalable l'approbation écrite de l'Administrateur du contrat.
- .2 Les propositions de substitution devront être soumises selon les instructions aux soumissionnaires. Les demandes doivent être accompagnées d'un état des coûts respectifs des articles prescrits dans le devis et de ceux proposés comme substitués.
- .3 L'Administrateur du contrat ne prendra ces demandes en considération que si:
- .1 les matériaux choisis par le soumissionnaire parmi ceux prescrits dans le devis ne sont pas disponibles, ou si
- .2 la date de livraison des matériaux choisis parmi ceux prescrits dans le devis retarde indûment les travaux, ou si
- .3 les matériaux proposés comme substitués sont jugés par l'Administrateur du contrat comme étant l'équivalent des produits prescrits et si leur utilisation se traduit par une baisse du prix du contrat.
- .4 Si la substitution proposée est acceptée en tout ou en

partie, en assumer l'entière responsabilité et assumer les frais que cette substitution pourrait entraîner sur les autres travaux. Payer le coût des modifications à apporter à la conception ou aux dessins à la suite de cette substitution.

- .5 Toutes les sommes que l'approbation des substitutions permettra d'économiser seront déterminées par l'Administrateur du contrat, et le prix du contrat en sera réduit d'autant.

1.6 Acceptabilité des
matériaux

- .1 Tous les matériaux jugés "acceptables" aux termes du formulaire no. 1 de la Commission des matériaux du bâtiment et ceux-là seuls pourront être utilisés pour l'exécution des présents travaux. Le formulaire no. 1 de la CMB fait partie intégrante des documents contractuels.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 Entreprendre les opérations nécessaires de nettoyage et d'enlèvement des rebuts, en conformité avec les règlements locaux et la législation antipollution.
- .2 Conserver le site propre sans accumulation de rebuts sur place qui pourraient créer des conditions dangereuses.
- .3 Déposer les déchets volatiles dans des contenants en métal couverts et les sortir du chantier tous les jours.
- .4 Protéger l'environnement et prévenir la pollution et les impacts environnementaux.
- .5 Prendre toutes les dispositions pour obtenir les permis des autorités compétentes pour l'enlèvement des déchets et débris.

1.2 DÉFINITIONS

- .1 Matières non dangereuses de classe III : Déchets de construction, de rénovation et de démolition.
- .2 Décharge - déchets inertes : matériaux bitumineux et béton exclusivement.
- .3 Recycler : Processus de collecte ou de transformation de déchets et de matériaux usagés, destiné à permettre leur réintroduction dans un cycle de consommation en qualité de produits neufs.
- .4 Réutilisation/réemploi : Utilisation répétée d'un produit ou d'un matériau dans sa forme originale, en vue d'un usage différent dans le cas d'une réutilisation et d'un usage similaire dans le cas du réemploi. La réutilisation/le réemploi comprend ce qui suit :
 - .1 La récupération des produits et des matériaux pouvant être réutilisés/réemployés, générés par des travaux de modernisation d'une structure ou d'un ouvrage, avant leur démolition, aux fins de leur revente, leur réutilisation, leur réemploi au sein du même projet ou encore leur entreposage en vue d'une utilisation ultérieure.
 - .2 Le retour aux fournisseurs de produits et de matériaux pouvant être réutilisés/réemployés, les palettes et les produits inutilisés par exemple.
- .5 Récupération : Enlèvement des composants et des matériaux de construction porteurs et non porteurs au cours de travaux de déconstruction ou de démontage de structures, en vue de leur réutilisation/réemploi ou de leur recyclage.

1.3 ENTREPOSAGE, MANUTENTION ET PROTECTION DES MATÉRIAUX

- .1 Stocker aux endroits indiqués par le Représentant de la CCN les matériaux de rebut récupérés en vue de leur réutilisation/réemploi ou de leur recyclage.
- .2 Sauf indication contraire, les matériaux de rebut qui doivent être évacués ne deviennent pas la propriété de l'Entrepreneur.
- .3 Protéger, mettre en tas, stocker et cataloguer les éléments récupérés.
- .4 Séparer les éléments non récupérables des éléments récupérables. Transporter et livrer les éléments non récupérables à l'installation d'élimination autorisée.
- .5 Protéger les ouvrages d'évacuation des eaux superficielles pour éviter qu'ils soient endommagés ou obstrués; protéger les installations électriques et mécaniques.
- .6 Trier et stocker dans les aires désignées les matériaux de rebut générés par le démontage des structures.
- .7 La vente de matériaux récupérés, collectés ou recyclés du site qui sont non-utilisés n'est pas permise.

1.4 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Il est interdit d'enfouir les rebuts ou les déchets.
- .2 Il est interdit de jeter des déchets et des matières volatiles dans un cours d'eau ou dans un égout pluvial ou sanitaire.
- .3 Ramasser les déchets tous les jours et entreposer dans la zone d'entreposage temporaire.
- .4 Le stockage distinct sera maintenu pour les huiles usagées, les contenants de lubrifiant et sera éliminé à des installations autorisées pour ces matières.

1.5 GESTION DES DÉCHETS – RÉCUPÉRATION, RÉUTILISATION ET RECYCLAGE

- .1 La terre végétale doit être stockée sur place et contenue dans un endroit approuvé et limité par l'installation d'une clôture de sédimentation fixée à la base.

1.6 PRODUITS DE NETTOYAGE

- .1 N'utiliser que les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et la méthode recommandée par le fabricant du produit de nettoyage.

1.7 NETTOYAGE AU COURS DE LA CONSTRUCTION

- .1 Pourvoir le chantier de contenants destinés aux débris et déchets.
- .2 Débarrasser le chantier des ordures et des matériaux de rebut et les transporter jusqu'à un dépotoir approuvé.
- .3 Garder les propriétés publiques et les terrains du projet exempts d'accumulations de matériaux de rebuts et d'ordures tout au long du projet, en effectuant un nettoyage quotidien.
- .4 Programmer les opérations de nettoyage de sorte que la poussière résultante, les débris et les autres contaminants ne gênent aucunement l'exploitation des routes et des sentiers.
- .5 Enlever la graisse, saletés, taches, marques de doigt et de pied et tout autre corps étrangers sur toutes les surfaces de béton, de bordures de granit et pavés sur une base journalière.

1.8 NETTOYAGE DÉFINITIF

- .1 A l'achèvement des travaux, enlever les matériaux en surplus, les outils ainsi que l'équipement et les matériaux de construction qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du reste des travaux.
- .2 Enlever la graisse, la poussière, la saleté, les taches, les étiquettes, les marques de doigts et les autres matières étrangères des surfaces finies.
- .3 Se servir d'un balai pour nettoyer les surfaces pavées; pour ce qui est des autres surfaces sur le terrain, les nettoyer au râteau.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Travaux connexes décrits dans d'autres sections
- | | |
|---|------------------|
| .1 Santé et sécurité | Section 01 35 30 |
| .2 Protection de l'environnement | Section 01 35 43 |
| .3 Nettoyage et enlèvement de rebuts | Section 01 74 11 |
| .4 Travaux d'excavation, de tranchée et de remblayage | Section 31 23 10 |

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 Lois du gouvernement fédéral du Canada
- .1 Loi canadienne sur la protection de l'environnement (CEPA), 1999 c. 33.
 - .2 Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (CEAA), 1995 c. 37.
 - .3 Loi sur le transport des marchandises dangereuses (TDGA), 1992 c. 34.
 - .4 Loi sur la sécurité des véhicules automobiles (MSVA), 1993.

1.3 DÉFINITIONS

- .1 Démolition : Méthode d'élimination rapide d'une structure ou d'un ouvrage, avec enlèvement préalable des matières dangereuses qui s'y trouvent.
- .2 Matières dangereuses : Substances, marchandises, biens et produits dangereux pouvant comprendre, sans toutefois s'y limiter, des PCB, des CFC, des HCFC, des poisons, des agents corrosifs, des matières inflammables, des munitions, des explosifs, des substances radioactives et tous les autres matériaux qui, mal utilisés, peuvent avoir des répercussions néfastes sur la santé ou le bien-être des personnes, ou encore sur l'environnement.

1.4 ENTREPOSAGE ET PROTECTION

- .1 Protéger les ouvrages existants conformément aux prescriptions de la section 31 23 10 – Excavation, creusage de tranchées et remblayage.
- .2 Protéger les ouvrages existants qui doivent demeurer en place ainsi que ceux qui doivent être récupérés. S'ils subissent des dommages, les remplacer ou les réparer immédiatement, à la satisfaction du représentant de la CCN, sans frais pour la CCN.
- .3 Enlever et entreposer sans les endommager les matériaux devant être récupérés de manière à ce qu'ils ne soient pas endommagés. Entreposer et protéger les matériaux de manière à leur assurer une préservation maximale. Manutentionner comme s'ils étaient neufs les matériaux récupérés.

1.5 AMPLEUR DES TRAVAUX

- .1 Sans pour autant se limiter à ce qui suit, prévoir la main-d'œuvre, les matériaux, les services et l'appareillage nécessaire à l'exécution des travaux de la présente section :
- .1 Débarrasser le chantier de tous les matériaux qui ne peuvent pas ou ne sont pas censés être utilisés aux fins de réutilisation sur place.

1.6 CONDITIONS DU CHANTIER

- .1 En toutes circonstances, veiller à ce que les travaux de démolition ne produisent aucun effet nuisible sur les cours d'eau adjacents, la nappe d'eau souterraine et la faune, et qu'ils ne génèrent pas des niveaux excessifs de pollution atmosphérique ou de pollution par le bruit.
- .2 Ne pas déverser de déchets composés de matières volatiles, comme des essences minérales, des huiles, des lubrifiants à base de pétrole ou des solutions de nettoyage

- toxiques, dans des cours d'eau ou dans des égouts pluviaux ou sanitaires. Veiller à faire respecter les méthodes appropriées d'élimination de ce type de déchets pendant toute la durée des travaux.
- .3 Ne pas déverser d'eau contenant des matières en suspension dans des cours d'eau, des égouts pluviaux, des égouts sanitaires ou sur les terrains adjacents, ni par pompage ni autrement.
 - .4 Assurer l'élimination des eaux de ruissellement contenant des matières en suspension ou d'autres substances nocives conformément aux exigences des autorités locales.
 - .5 Protéger la végétation (arbres, plantes, arbustes, feuillage) se trouvant sur le terrain et celle des propriétés adjacentes, selon les indications.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 MATÉRIEL

- .1 Laisser les machines et le matériel en marche seulement lorsqu'ils sont utilisés, sauf en cas de températures extrêmes, où il est déconseillé d'arrêter les moteurs.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 PRÉPARATION

- .1 Inspecter le chantier et vérifier avec le Représentant de la CCN les ouvrages qui doivent être enlevés et ceux qui doivent demeurer en place.
- .2 Protéger au besoin la végétation existante autour de la zone d'intervention conformément aux prescriptions de la section 32 01 91 – Protection des arbres et des arbustes.

3.2 GESTION DES PLANTES ENVAHISSANTES DURANT LA CONSTRUCTION

- .1 Identification :
 - .1 Avant de commencer la construction, le représentant de la CCN marquera toutes les plantes envahissantes devant être retirées dans les zones d'intervention. Chaque espèce sera marquée avec un code de couleur unique. Le représentant de la CCN fournira à l'entrepreneur une liste de chaque code de couleur et de ses espèces correspondantes.
- .2 Enlèvement :
 - .1 L'entrepreneur utilisera uniquement des outils à main pour enlever les plantes marquées. Aucun véhicule ne peut entrer en contact avec ces plantes ou leur sol. Retirez les plantes envahissantes avant de commencer les autres travaux dans la zone d'intervention.
 - .2 Les techniques d'enlèvement sont les suivantes :
 - *Ramnus cathartica* (Nerprun cathartique) and *Rhamnus frangula* (Nerprun bourdaine): Couper et creuser les racines avec une pelle et des leviers mécaniques pour soulever le système racinaire. Enlever tout la plante, incluant la masse racinaire et toute section de racine.
 - *Aegopodium podagraria* (Herbe aux goutteux): Enlever tout la plante, incluant la masse racinaire et toute section de racine.
 - *Lonicera amur*, *morrow's*, *tatarian*, etc (Chèvrefeuilles): Couper et creuser les racines avec une pelle et des leviers mécaniques pour soulever le système

racinaire. Enlever tout la plante, incluant la masse racinaire et toute section de racine.

- Hemerocallis fulva (Hémérocalle fauve): Enlever manuellement tout la plante, incluant la masse racinaire et toute section de racine.
 - Convallaria majalis (Muguet): Enlever tout la plante, incluant la masse racinaire et toute section de racine.
 - Fallopia japonica (Renouée du Japon): Couper et creuser les racines avec une pelle et des leviers mécaniques pour soulever le système racinaire. Enlever tout la plante, incluant la masse racinaire et toute section de racine.
- .3 Dans tous les cas, remplir les trous laissés par le retrait de la nouvelle terre et de nouveaux plants. Ne pas réutiliser les sols contaminés par des racines ou d'autres parties de la plante des plantes envahissantes.

.3 Élimination des déchets :

- .1 Immédiatement après leur retrait, placer les plantes envahissantes et leur masse de sol et de racines dans des sacs à ordures résistants complètement fermés (3mm ou plus épais) ou complètement enveloppée de plastique robuste. Évacuer du Parc de la Gatineau et disposer de la matière selon les méthodes suivantes:
- Séchage / liquéfaction: Gardez le matériel couvert ou en sacs pour au moins un mois. Le produit est non viable lorsque partiellement décomposé, très visqueux, ou fragile. Une fois la matière non viable, elle peut être éliminée dans un site d'enfouissement ou tout autre site approprié;
 - Enfouissement: Le matériel peut être enterré à un minimum de 1 mètre au-dessous du niveau fini, à l'exception la renouée du Japon; ou
 - Incinération: Le matériel peut être évacuer vers un site approprié pour le brûler. C'est la seule technique acceptée pour la Renouée du Japon.
- .2 Toutes les méthodes doivent conformer à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* ainsi que les réglementations régionales et municipales.

.4 Nettoyage :

- .1 Placez les bottes et des outils contaminés dans des sacs à ordures complètement fermés (3mm ou plus épais) ou les envelopper dans plastique robuste immédiatement après avoir terminé l'élimination de chaque plante envahissante ou d'un groupe et avant de l'utiliser ailleurs. Nettoyer les bottes et les outils à l'extérieur du Parc de la Gatineau avec un tuyau d'air à haute pression, brosses, balais et autres outils manuels dut une surface où les risques de contamination et de propagation des semences sont limités, (c'est-à-dire une aire de gravier couverte ou surface pavée, ou sur une pelouse bien entretenue, située à au moins 30 m de tout cours d'eau).

3.3 ENLÈVEMENT

- .1 Enlever les ouvrages désignés aux dessins. Enlever la passerelle en bois, ses fondations et deux poteaux en metal à la débarcadère.
- .2 Il est interdit de toucher aux ouvrages adjacents qui doivent demeurer en place.
- .3 Mettre en dépôt la terre végétale, en vue des travaux de nivellement définitif et d'aménagement paysager. Si elle n'est pas immédiatement utilisée, prévoir des mesures anti-érosion et des travaux d'ensemencement.
- .4 Mettre en dépôt le couvert de sol forestier, en vue de recouvrir toutes les surfaces de terres mises à nues. Disposer du surplus hors site.

3.4 RÉCUPÉRATION DES MATÉRIAUX ET TRANSFERT

- .1 Enlever avec soin les ouvrages destinés à la récupération ou au transfert. Entreposer les matériaux récupérés aux endroits indiqués par le Représentant de la CCN.
- .2 Il est interdit d'entreposer des matériaux à l'extérieur de la limite du site.

3.5 ÉLIMINATION DES DÉMOLITIONS

- .1 Se débarrasser de tous les matériaux inutiles qui ne seront pas récupérés ni réutilisés. Procéder à l'élimination des démolitions en dehors du chantier.

3.6 REMBLAYAGE

- .1 Effectuer les travaux de remblayage aux endroits indiqués et conformément aux prescriptions de la section 31 23 10 – Excavation, creusage de tranchées et remblayage.

3.7 TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT

- .1 Une fois les travaux terminés, enlever les débris et laisser le chantier bien propre. Ragrèer le terrain autour de l'intervention avec le matériel excédentaire de façon à créer un aménagement d'apparence naturel et remis dans l'état des surfaces adjacentes non dérangées.
- .2 Utiliser seulement des solutions et des méthodes de nettoyage qui ne sont ni nocives pour la santé, ni préjudiciables à la végétation, et qui ne mettent pas en danger la faune, les cours d'eau adjacents et la nappe d'eau souterraine.

3.8 PRÉSENTATION DE RAPPORT

- .1 Consigner les données concernant l'évacuation hors du chantier de débris et de matériaux ainsi que de tous les matériaux recyclés qui ont été transportés vers une installation de recyclage.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Ouvrages connexes
- | | | |
|----|---|------------------|
| .1 | Excavation, creusage de tranchées et remblayage | Section 31 23 10 |
| .2 | Couche de base granulaire | Section 32 11 23 |
| .3 | Revêtement de sols en poussière de pierre | Section 32 15 40 |
- 1.2 Description
- .1 La présente section regroupe les spécifications relatives aux matériaux granulaires de :
1. Mélange de poussière de pierre granitique 0-15mm
 2. Pierre concassé 0-19 mm (MG 20)
 3. Pierre nette 19 mm
 4. Gravier de taille diverse
 5. Galets de rivière
 6. Matériau de remblai
- 1.3 Références
- .1 Cahier des charges et devis généraux (CCDG) Construction et réparation, édition 2007, du ministère des Transports du Québec.
 - .2 Tome VII - Matériaux de la collection des normes et ouvrages routiers du Ministère des Transports du Québec.

PARTIE 2 – PRODUITS

- 2.1 Matériaux : exigences générales
- .1 Tous les matériaux granulaires prescrits pour les différents travaux, que ce soit dans les dessins, dans les autres sections du devis ou sur directive du Représentant de la CCN, doivent être conformes aux présentes spécifications pour la classe requise de matériaux granulaires.
 - .2 Afin d'être conformes aux exigences prescrites dans la présente section pour chaque type, les matériaux granulaires doivent provenir de carrières.
 - .3 Les matériaux retenus sur le tamis no 4 doivent être constitués d'éléments durs et résistants ou de fragments de pierre ou de gravier.
 - .4 Les matériaux qui se brisent lorsqu'ils sont successivement mouillés et séchés ou exposés au gel et au dégel ne seront pas acceptés.
 - .5 Le granulat fin passant au tamis no 4 doit être composé de sable naturel ou concassé et le matériau passant au tamis no 200 doit être constitué de fines particules minérales.
 - .6 Le matériau doit être exempt de matières végétales et de mottes d'argile.
 - .7 Le matériau doit être non plastique et insensible au gel.
 - .8 L'Entrepreneur sera autorisé à mélanger des granulats pour obtenir une granulométrie appropriée s'il prouve qu'il peut, avec son matériau, obtenir la granulométrie requise à la satisfaction du Représentant de la CCN et qu'il a l'installation nécessaire pour le faire.

- .9 L'Entrepreneur doit avertir le Représentant de la CCN deux semaines à l'avance de son intention d'utiliser des matériaux afin de lui laisser suffisamment de temps pour procéder à l'échantillonnage et aux essais. L'Entrepreneur doit soumettre des échantillons des matériaux à être utilisés dans les travaux, si le Représentant de la CCN en fait la demande.
- .10 L'approbation d'un échantillon n'entraîne pas l'acceptation globale de la source des matériaux. Chaque chargement de matériaux reçus au chantier doit être conforme à toutes les exigences relatives à ce matériau.
- .11 Toutes les exigences granulométriques sont indiquées en pourcentage du poids après passage aux tamis normalisés américains, A.A.S.H.O. M-92-65

2.2 Matériaux : Exigences particulières

- 1. Mélange de poussière de granit 0-15 mm : Poussière de granit 0-15 mm de Bristol selon les prescriptions de tamisage de la section 32 15 40 'Revêtement de sols en poussière de pierre.
- 2. Pierre concassé 0-19 mm de diamètre : Matériau granulaire MG-20 pierre concassé de carrière, conforme aux normes du Ministère des Transports du Québec (MTQ), Tome VII - Matériaux de la collection des normes et ouvrages routiers du MTQ
- 3. Pierre concassé nette: Ce matériau doit être de la pierre naturelle concassée nette (lavée) de 19 mm de diamètre, à drainage libre, provenant d'une carrière.
- 4. Gravier de taille diverse : Ce matériau provenant d'une carrière, doit être de la pierre naturelle concassée à granulométrie étalée, 10 à 40 mm de diamètre, avec un maximum de 5% passant le tamis de 10mm.
- 5. Galets de rivière : Pierre naturelle lavée arrondi, de 75 à 100mm de diamètre.
- 6. Matériau de remblai : Selon la section 31 23 10.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Travaux connexes .1 Section 02 41 13 – Travaux de démolition et articles à enlever
- .2 Section 32 91 21 – Terre végétale et nivellement de finition
- 1.2 Réglementation .1 Étayer et contreventer les excavations, protéger les pentes et les talus, et exécuter tous les travaux selon les exigences les plus strictes des règlements provinciaux et municipaux en vigueur.
- 1.3 Essais et inspections .1 Avant d'entamer les travaux, vérifier en présence du Représentant de la CCN l'état des constructions, des arbres et des autres éléments de végétation, des pelouses, des clôtures, des poteaux de branchement, des câbles et des surfaces revêtues en dur, des bornes de délimitation et des repères de nivellement existants qui pourraient être touchés par les travaux.
- 1.4 Réseaux d'utilités souterrains .1 Avant d'entamer les travaux, vérifier et déterminer l'emplacement de toutes les canalisations d'utilités souterraines qui se trouvent sur le chantier ou à proximité de ce dernier.
- .2 Le cas échéant, prendre des arrangements avec les autorités compétentes pour déplacer les canalisations d'utilités souterraines qui gênent l'exécution des travaux, et assumer le coût de ce déplacement.
- .3 Enlever les canalisations souterraines désuètes qui se trouvent à moins de 2 m des fondations et obturer les tronçons coupés au moyen de bouchons.
- 1.5 Protection .1 Protéger les excavations contre le gel.
- .2 Garder les excavations propres, exemptes d'eau stagnante et de matériaux lâches.
- .3 Lorsque le sol peut varier sensiblement en volume à cause des fluctuations de sa teneur en humidité, le couvrir et le protéger à la satisfaction du Représentant de la CCN.
- .4 Protéger les éléments naturels ou faits de mains d'homme qui doivent demeurer intacts. Sauf indication contraire ou à moins qu'ils ne se trouvent dans la zone des travaux, protéger les arbres de tout dommage.
- .5 Protéger les canalisations d'utilités qui doivent demeurer en place.

PARTIE 2 – PRODUITS

- 2.1 Matériaux .1 Matériau de remplissage: Utiliser les matériaux provenant des travaux de déblai qui sont perméables, libres de tout débris de construction, de racine, pierres de plus de 75mm de diamètre et de terre végétale.
2. Les matériaux granulaires issus d'excavation pourront être utilisés en remblai.

PARTIE 3 – EXÉCUTION

- 3.1 Excavation
- .1 Enlever la terre végétale conformément à la section 32 91 21.
 - .2 Effectuer les travaux d'excavation nécessaires à l'exécution des terrassements. Ne pas remanier le sol ou le roc en dessous des surfaces portantes. Informer le Représentant de la CCN de la fin des travaux d'excavation.
 - .3 Creuser les tranchées de manière à assurer support et portance uniformes et continus à l'enrochement projeté sur un sol massif et non remanié.
- 3.2 Remblayage
- .1 Inspection : ne pas commencer les travaux de remblayage avant que le matériau de remplissage et les aires à remblayer n'aient été inspectés et approuvés par le Représentant de la CCN.
 - .2 Matières nuisibles : débarrasser les aires à remblayer de la neige et de la glace, des débris de construction, des matières organiques et de l'eau stagnante qui s'y trouvent.
 - .3 Support latéral : disposer le remblai de façon uniforme de part et d'autre des ouvrages au fur et à mesure que progressent les travaux, de manière à égaliser la pression des terres.
 - .4 Compactage de l'infrastructure: compacter l'infrastructure existante sous les surfaces revêtues en dur jusqu'à obtention de la masse volumique prescrite.
 - .5 Remblayer les aires excavées avec les matériaux de remplissage et les matériaux d'assise par couches de 150 mm d'épaisseur maximum. Ajouter la quantité d'eau requise pour obtenir le compactage requis.
 - .6 Compactage: compacter chaque couche de matériaux.
- 3.3 Travaux de nivellement
- .1 Nivelier le sol en éliminant les points bas et les saillies, de façon à favoriser le drainage naturel.
- 3.4 Matériaux excédentaires
- .1 Évacuer les matériaux excédentaires hors du chantier dans un site autorisé.

Fin de section

PARTIE 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

- .1 Section 01 35 43 – Protection de l'environnement
- .2 Section 01 74 11 – Nettoyage et enlèvement de rebuts
- .3 Section 02 41 13 – Travaux de démolition et articles à enlever.
- .4 Section 31 05 17 – Matériaux granulaires
- .5 Section 31 14 11 – Terrassement

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 ASTM C117-90, Test Method for Material Finer Than: 0.075 mm (No. 200) Sieve in Mineral Aggregates by Washing.
- .2 ASTM C136-92, Method for Sieve Analysis of Fine and Coarse Aggregates.
- .3 ASTM D422-63(1990), Method for Particle-Size Analysis of Soils.
- .4 ASTM D698-91, Test Method for Laboratory Compaction Characteristics of soil Using Standard Effort (600 kN-m/m³).
- .5 ASTM D1557-91, Test Method for Laboratory Compaction Characteristics of soil Using Modified Effort (2,700 kN-m/m³).
- .6 ASTM D4318-84, Test Method for Liquid Limit, Plastic Limit and Plasticity Index of Soils.
- .7 Office des normes générales du Canada (CGSB)
 - .1 CAN/CGSB-8.1-88, Tamis de contrôle en toile métallique, non métrique.
 - .2 CAN/CGSB-8.2-M88, Tamis de contrôle en toile métallique, métrique.
- .8 Association canadienne de normalisation (CSA)
 - .1 CAN/CSA-A3000-98-A5-98, Compendium de matériaux cimentaires.
 - .2 CAN/CSA-A23.1/A23.2-00, béton : constituants et exécution des travaux/méthodes d'essais et pratiques normalisées pour le béton.

1.3 DÉFINITIONS

- .1 Déblais ordinaires : tous les matériaux d'excavation de quelque nature que ce soit, autres que des déblais de roc.
- .2 Excavation non classée: tout matériau d'excavation de quelque nature rencontré dans les travaux.
- .3 Terre végétale: tout matériau propre à favoriser la croissance des végétaux et pouvant être utilisé comme terre d'appoint, pour l'aménagement paysager et pour l'ensemencement.
- .4 Matériaux de rebuts : matériaux de déblai qui ne peuvent être utilisés pour le remblayage, ou matériaux de surplus.
- .5 Matériaux d'emprunt: matériaux en provenance de zones situées à l'extérieur de l'emprise, et nécessaires à l'aménagement de remblais ou à d'autres parties de l'ouvrage. Ne pas utiliser de matériaux d'emprunt provenant de l'extérieur de la zone de travail.

- .6 Matériaux de remblai recyclés: matériaux considérés inertes, provenant de différentes sources et modifiés pour répondre aux besoins des zones de remblai. Utiliser uniquement des matériaux provenant de l'intérieur des limites du Parc. Se renseigner auprès du représentant de la CCN pour l'emplacement de matériel utilisable, s'il y a lieu.
- .7 Matériaux non conformant:
- .1 Matériaux faible et compressible sous les aires d'excavation.
- .2 Matériaux de remblai provenant de sites autres qu'à l'intérieur des limites du Parc.
- .3 Matériaux susceptibles à la gelée sous les aires d'excavation.
- .4 Matériaux susceptibles à la gelée:
- .1 Sols aux grains fins avec un index de plasticité moins que 10 selon ASTM D4318, et une granulométrie dans les limites indiquées selon ASTM D422 et ASTM C136: Grandeur des tamis selon CAN/CGSB-8.2.
- | Tamis (en mm) | % passant |
|---------------|-----------|
| 2.00 | 100 |
| 0.10 | 45-100 |
| 0.02 | 10-80 |
| 0.005 | 0-45 |
- .2 Sols à gros grains avec plus que 20% par masse volumique passant le tamis 0.075 mm.
- .8 Remblai sans retrait: mélange très faible de ciment Portland, granulats et de l'eau qui résiste au mouvement du sol lorsque placé dans les tranchées d'utilité et capable d'être facilement excavé.

1.4 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Trier les déchets en vue de leur réutilisation/réemploi, conformément à la section 01 74 11 – Nettoyage et enlèvement de rebuts.

1.5 CONDITIONS EXISTANTES ET PROTECTION

- .1 Examiner les conditions existantes et tout rapport et signaler tous désaccords au Représentant de la CCN.
- .2 Éléments en surface.
- .1 En présence du Représentant de la CCN, vérifier l'état des arbres et autres plantes susceptibles d'être endommagés au cours des travaux.
- .2 Pendant l'exécution des travaux, protéger contre tout dommage les éléments en surface susceptibles d'être endommagés. Le cas échéant, effectuer les réparations qui s'imposent à l'approbation du Représentant de la CCN.
- .3 S'il est nécessaire de coupe des racines ou des branches en vue de l'exécution des travaux d'excavation, procéder selon les directives du Représentant de la CCN.
- .3 Protéger la végétation existante qui doivent demeurer en place, conformément à la section 32 01 91 Protection des arbres et arbuste et aux directives du Représentant de la CCN. À moins de directives contraires, réparer les éléments endommagés, le cas échéant, de façon à ce qu'ils retrouvent leur état initial ou qu'ils soient en meilleur état qu'à l'origine.

PARTIE 2 PRODUITS**2.1 MATÉRIAUX**

1. Remblai: matériaux d'excavation non classés choisis parmi les matériaux d'excavation ou ailleurs, approuvés par le Représentant de la CCN pour l'utilisation proposée, non gelés et exempts de déchets ou d'autres matières délétères.
2. Remblai Classe B : Matériau conforme aux normes du Ministère des Transports du Québec (MTQ), Tome VII - Matériaux de la collection des normes et ouvrages routiers du MTQ

PARTIE 3 EXÉCUTION**3.1 MOYENS DE CONTRÔLE DE L'ÉROSION ET DES SÉDIMENTS**

- .1 Protéger selon les prescriptions de la section 01 35 43 'Protection de l'environnement'

3.2 DÉCAPAGE DE LA TERRE VÉGÉTALE ET MISE EN DÉPÔT

- .1 Enlever la terre végétale jusqu'à la profondeur indiquée par le Représentant de la CCN. Éviter de mélanger la terre végétale avec la terre provenant du sous-sol.
- .2 Mettre la terre végétale en tas aux endroits indiqués par le représentant de la CCN. La hauteur des tas ne doit pas excéder 2 m.

3.3 ASSÈCHEMENT DES EXCAVATIONS ET PRÉVENTION DU SOULÈVEMENT

- .1 Maintenir les excavations exemptes d'eau tout au long des travaux.
- .2 Soumettre pour vérification du Représentant de la CCN, les détails des méthodes proposées pour l'assèchement des excavations, comme l'aménagement de digues, la mise en place de pointes filtrantes et le recépage des palplanches.
- .3 Protéger les excavations à ciel ouvert contre les inondations et les dommages pouvant être causés par les eaux de ruissellement.
- .4 Évacuer l'eau selon les directives de la Section 01 35 43 – Protection de l'environnement et sans mettre en danger les propriétés publiques ou privées, ou une partie des travaux terminés ou en cours.

3.4 EXCAVATION

- .1 Aviser le Représentant de la CCN si du roc est trouvé lors des excavations et quand l'excavation est terminée.
- .2 Les déblais hors profile non autorisés doivent être corrigés par les travaux de remblayage qui suivent : Remblayer avec du remblai de classe B type II ou un matériau de remblai sélectif OPSS compacté à 95%.
- .3 Ne pas remuer la terre sous le branchage des arbres ou des arbustes qui doivent rester en place. S'il faut faire des excavations entre les racines, creuser à la main et couper les racines avec une hache ou une scie bien affûtée.
- .4 Éviter de faire obstacle à l'écoulement des eaux de ruissellement ou des cours d'eau naturels.

- .5 Les fonds de fouille en terre doivent être de niveau et constitués de terre non remuée, exempte de matières organiques et de substances lâches ou non résistantes. Compléter les excavations à la main, raffermir les parois et enlever tous les matériaux non adhérents et les débris qui s'y trouvent. Lorsque les matériaux du fond des excavations ont été remués, compacter ce dernier jusqu'à une masse volumique au moins égale à celle du sol non remué. Nettoyer les fissures dans le roc et les remplir de mortier de béton ou de coulis, à la satisfaction du Représentant de la CCN.
- .6 Les matériaux de déblais devront être réutilisés si possible aux fins des interventions. Ragrée le matériel excédentaire autour des interventions de façon à créer un aménagement d'apparence naturel. Transporter tout surplus de matériel hors site.

3.5 MATÉRIAUX DE REMBLAI ET COMPACTAGE

- .1 Utiliser des matériaux de remblayage du type remblai d'excavation non classé pour tous les ouvrages à moins d'indications contraires.
- .2 Ne pas perturber les roches sous la surface de portée.

3.6 REMBLAYAGE

- .1 Ne pas commencer le remblayage avant que les ouvrages aient été inspectés et approuvés par le Représentant de la CCN.
- .2 Compacter le sous-sol exposé avant le placement de la fondation.
- .3 Les aires à remblayer doivent être exemptes de neige, de glace, d'eau et de terre gelée.
- .4 Il est interdit d'utiliser des matériaux de remblayage qui sont gelés ou qui contiennent de la neige, de la glace.
- .5 Épandre les matériaux de remblai en couches uniformes ne dépassant pas 150 mm d'épaisseur après compactage, jusqu'aux niveaux indiqués. Compacter chaque couche avant d'épandre la couche suivante.
- .6 Remblayer autour des ouvrages.
 - .1 Mettre en place les matériaux d'assise et de recouvrement conformément aux prescriptions formulées ailleurs.
 - .2 Remblayer pour correspondre aux pentes originales ou tel qu'indiqué sur les dessins.

3.7 REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

- .1 Une fois les travaux terminés, enlever les matériaux de rebut et les débris, régaler les pentes et corriger les défauts selon les directives du Représentant de la CCN.
- .2 Replacer la terre végétale selon les indications.
- .3 Nettoyer et remettre en état les zones touchées par les travaux, selon les directives du Représentant de la CCN.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GENERALITES

| | | | |
|------------------------------|----|---|------------------|
| 1.1 Travaux connexes | .1 | Couche de base granulaire | Section 32 11 23 |
| | .2 | Excavation, creusage des tranchées et remblayage | Section 31 23 10 |
| | .3 | Enrochement | Section 31 37 00 |
| 1.2 Références | .1 | CAN/CGSB-4.2-[M88], Méthodes pour épreuves textiles. | |
| | .2 | CAN/CGSB-148.1, Méthodes d'essai pour géotextiles et géomembranes. | |
| | .1 | No. 3-85, Épaisseur des géotextiles. | |
| | .2 | No. 7.3-92, Essai de résistance à la rupture des géotextiles - Essai d'arrachement. | |
| | .3 | No. 6.1-93, Résistance à l'éclatement des géotextiles | |
| | .4 | No. 10-94, Ouverture de filtration | |
| 1.3 Échantillons | .1 | Soumettre les données sur les produits et les échantillons conformément aux prescriptions de la section 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre | |
| | .2 | Au moins 1 semaine avant d'entreprendre les travaux, soumettre à l'Administrateur du contrat les échantillons suivants: | |
| | .1 | Une longueur d'au moins 2 m de géotextile, ayant la pleine largeur de rouleau. | |
| 1.4 Certificats du fabricant | .1 | Au moins 1 semaine avant d'entreprendre les travaux, soumettre à l'Administrateur du contrat un exemplaire des rapports d'essai en usine et des documents de certification. | |
| 1.5 Transport et entreposage | .1 | Pendant le transport et l'entreposage, protéger les géotextiles contre le rayonnement solaire direct, les rayons ultraviolets, la chaleur excessive, la boue, la terre, la poussière, les débris et les rongeurs. | |

PARTIE 2 - PRODUITS

| | | | |
|---|----|---|--|
| 2.1 Géotextile pour les installations de pierre | .1 | Géotextile non tissé fourni en rouleaux: | |
| | .2 | Propriétés physiques: | |
| | .1 | Résistance à l'arrachement ≥ 330 Newtons | |
| | .2 | Elongation at break ≥ 15 percent | |
| 2.2 Géotextile pour clôture anti-érosion | .3 | Ouverture de filtration (FOS) ≤ 100 microns | |
| | .1 | Géotextile tissé de largeur minimum de 1.0 m minimum, fourni en rouleaux : | |
| | .2 | Ouverture de filtration (FOS) ≤ 840 microns conforme à la norme CAN/ONGC 148.1, Méthode 10.2 | |

PARTIE 3 - EXECUTION

- 3.1 Mise en place du Géotextile pour les installations de pierres
- .1 Sur des surfaces nivelées, mettre en place les géotextiles en les déroulant.
 - .2 Mettre en place les géotextiles de façon à obtenir une surface unie et exempte d'aires tendues, de plissements et de gondlements.
 - .3 Faire chevaucher chaque bande de géotextile sur la bande adjacente, sur une largeur de 450 mm minimum.
 - .4 Prévenir le déplacement des géotextiles et les protéger contre tout dommage ou toute détérioration, avant et pendant la mise en place des matériaux granulaires.
 - .5 Placer les matériaux granulaires dans les 4 heures suivant la mise en place du géotextile.
 - .6 Remplacer les géotextiles endommagés ou détériorés et obtenir l'approbation de l'Administrateur du contrat.
- 3.2 Mesures de protection
- .1 Interdire la circulation directe de véhicules sur les géotextiles.

FIN DE LA SECTION

ENROCHEMENT

Dossier CCN ; DC30750610

1 GÉNÉRALITÉS

1.1 Sections connexes

| | | |
|----|---|------------------|
| .1 | Excavation, creusage de tranchées et remblayage | Section 31 23 10 |
| .2 | Matériaux granulaires | Section 31 05 17 |
| .3 | Couche de base granulaire | Section 32 11 23 |
| .4 | Géotextile | Section 31 32 21 |

1.2 Contrôle de la qualité à la source

- .1 Faire approuver par le Représentant de la CCN la répartition des grosseurs et la qualité de la pierre avant la livraison au chantier.

2 PRODUITS

2.1 Matériaux

1. Pierre pour stabilisation de bas de talus (pierres doubles et simple): Blocs de pierres de carrière, non friables et de couleur plutôt uniforme. Les blocs devront avoir la dimension indiquée aux plans pour. Les pierres simples devront avoir la dimension d'approximativement 800 x 800 x 800mm et être ronde tandis que les pierres doubles devront avoir la dimension d'approximativement 100 x 1200 x 800mm et être carre. Ils doivent être durs et résistants, d'une densité égale ou supérieure à 2600 kg/m³ et exempts de fentes, de fissures et d'autres défauts. Ne pas utiliser de pierres qui s'altèrent facilement (ex. : schistes). Les blocs de pierre doivent être de forme assez rectangulaire afin de permettre un assemblage efficace et stable d'un bloc par-dessus l'autre. Toutes les pierres doivent être de texture, type, taille et couleur similaire aux pierres en place selon le type (c-à-d simple ou double).
2. Blocs de pierre pour marches: Blocs de pierres de carrière, non friables de couleur plutôt uniforme. Les blocs devront avoir une dimension minimum d'environ 400 x 600 x 300mm. Ils doivent être durs et résistants, d'une densité égale ou supérieure à 2600 kg/m³ et exempts de fentes, de fissures et d'autres défauts. Ne pas utiliser de pierres qui s'altèrent facilement (ex. : schistes). Les blocs de pierre doivent avoir le dessus et le devant plat afin de former des marches planes et stables. Toutes les pierres doivent être de texture, type et couleur similaire aux pierres en place.
3. Pierre naturelle arrondie (boulder) : Les pierres doivent être constituées de pierres naturelles arrondies non friables de couleur plutôt uniforme. Elles doivent être dures et résistants, d'une densité égale ou supérieure à 2600 kg/m³ et exempts de fentes, de fissures et d'autres défauts. Ne pas utiliser de pierres qui s'altèrent facilement (ex. : schistes). Elles doivent également faire environ 800 mm de diamètre, tel qu'indiquées aux plans. Toutes les pierres doivent être de texture, type et couleur similaire aux pierres en place.
4. Les pierres provenant du site qui répondent à ces spécifications pourront être préservées et utilisées aux fins de l'aménagement. Ces pierres devront être approuvées par le Représentant de la CCN.
5. Le Représentant de la CCN se réserve le droit de refuser toute pierre qu'il jugera inacceptable. L'Entrepreneur devra utiliser les pierres refusées ailleurs sur le site, ou sinon en disposer hors site, sans frais pour le Client et, de la même façon, les remplacer par des pierres jugées acceptables.

ENROCHEMENT

Dossier CCN ; DC30750610

6. Tous les matériaux granulaires utilisés pour la construction de l'assise doivent respecter les exigences et les spécifications de la section 31 05 17 – Matériaux granulaires, du présent devis.

3 Exécution

3.1 Mise en place de l'enrochement

- .1 Faire approuver la mise en place pour le Représentant de la CCN.
- .2 Installer la base de matériaux granulaires compactée tel qu'indiqué à la section 32 11 23 'Couche de base granulaire '.
- .3 Placer les pierres tel qu'indiqué aux plans et détails, afin d'obtenir une installation droite, solide et stable.
- .4 Installer le géotextile et le matériel granulaire derrière les enrochements et remblayer selon les indications de la section 31 23 10 'Excavation, creusage de tranchées et remblayage' et 31 32 21 Géotextile.

3.2 Ragréage

- .1 Ragréer autour de l'intervention afin de créer un aménagement d'apparence naturel. Disposer du surplus d'excavation hors site.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Travaux connexes décrits dans d'autres sections
- .1 Travaux de démolition et articles à enlever Section 02 41 13
 - .2 Protection de l'environnement Section 01 35 43

PARTIE 2 - PRODUITS
Sans objet

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- 3.1 Arbres et arbustes à conserver
- .1 Sauf indication au contraire aux dessins ou sur le site, conserver et protéger tout arbre et arbuste existant sur le site. N'enlever aucune plante sans l'autorisation explicite du Représentant de la CCN.
 - .2 Les seules plantes à supprimer seront identifiées sur place par l'Entrepreneur avec le Représentant de la CCN. Les plantes envahissantes seront marquées au site par le Représentant de la CCN. Seules les plantes vivaces de moins de 30cm de hauteur et de plantes vivaces ou arbustes envahissants doivent être retirées. En dehors de ces zones, tous les arbres, arbustes et plantes de sous-doivent être préservés. Ces zones sont les zones d'intervention identifiées sur les plans comme Interventions proposées.
 - .3 L'entrepreneur devra inclure un plan pour marquer les zones d'intervention où les plantes peuvent être retirées dans le cadre du Plan Méthodologie du travail conformément à la section 01 10 00 Exigences générales. Le marquage devrait rendre les zones claires et distinctes, par exemple, une couleur ou un type uniforme. L'entrepreneur devra marquer les zones de protection sur place avec le représentant de la CCN.
 - .4 Prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas endommager les végétaux existants qui doivent être conservés ou sont à proximité des travaux à la satisfaction du Représentant de la CCN.
- 3.2 Protection des arbres existants
- .1 Ne pas déranger ni compacter la surface du sol à l'extérieur de la limite des sites et zones d'interventions.
 - .2 Protéger les troncs d'arbres au besoin avec un revêtement protecteur en bois installé verticalement autour du tronc. Fixer le revêtement par des sangles ou au moyen d'un autre dispositif qui n'endommagera pas l'arbre.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 GÉNÉRALITÉS**1.1 SECTIONS CONNEXES**

- .1 Section 31 05 17 - Matériaux granulaires
- .2 Section 31 37 00 - Enrochement
- .3 Section 31 32 21 - Géotextile

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 ASTM C 117-[90], Test Method for Material Finer Than 0.075 mm Sieve in Mineral Aggregates by Washing.
- .2 ASTM C 131-[89], Test Method for Resistance to Degradation of Small-Size Coarse Aggregate by Abrasion and Impact in the Los Angeles Machine.
- .3 ASTM C 136-[92], Method for Sieve Analysis of Fine and Coarse Aggregates.
- .4 ASTM D 698-[91], Test Method for Laboratory Compaction Characteristics of Soil Using Standard Effort (12,400 ft-lbf/ft) (600 kN-m/m).
- .5 ASTM D 1557-[91], Test Method for Laboratory Compaction Characteristics of Soil Using Modified Effort (56,000 ft-lbf/ft) (2,700 kN-m/m).
- .6 ASTM D 1883-[92], Test Method for CBR (California Bearing Ratio) of Laboratory Compacted Soils.
- .7 ASTM D 4318-[84], Test Method for Liquid Limit, Plastic Limit and Plasticity Index of Soils.
- .8 CAN/CGSB-8.1-[88], Tamis de contrôle en toile métallique, non métrique.
- .9 CAN/CGSB-8.2-[M88], Tamis de contrôle en toile métallique, métrique.
- .10 Cahier des charges et devis généraux (CCDG) Construction et réparation, édition 2007, du ministère des Transports du Québec.
- .11 Tome VII - Matériaux de la collection des normes et ouvrages routiers du Ministère des Transports du Québec.

PARTIE 2 PRODUITS**2.1 MATÉRIAUX**

- .1 Assise granulaire. Les matériaux doivent être conformes aux prescriptions de la section 31 05 17 'Matériaux granulaires' et aux exigences suivantes.
 - .1 Pierre ou gravier concassés.
 - .2 Lors des essais effectués selon les normes ASTM C 136 et ASTM C 117, la granulométrie des matériaux doit demeurer dans les limites spécifiées. La désignation des tamis doit être conforme à la norme CAN/CGSB-8.1.

PARTIE 3 EXÉCUTION**3.1 RÉALISATION DES TRAVAUX**

- .1 Mettre en place les matériaux de l'assise granulaire, une fois la fondation inférieure approuvée par le Représentant de la CCN.
- .2 Mise en place
 - .1 Réaliser, aux endroits indiqués, l'assise granulaire, à la profondeur et au niveau prescrit.
 - .2 S'assurer qu'aucun matériau gelé n'est mis en place.
 - .3 Mettre les matériaux en place sur une surface propre et non gelée, exempte de neige et de glace.
 - .4 Répandre les matériaux sur toute la largeur de la fondation supérieure, en couches uniformes d'au plus 150 mm d'épaisseur compactés. Le représentant de la CCN peut permettre la mise en place de couches plus épaisses si le degré de compacité prescrit peut être atteint.
 - .5 Avant de mettre en place les matériaux de la couche suivante, donner à chaque couche un profil uni et la compacter jusqu'à l'obtention d'une surface égale, solide et uniforme.
 - .6 Enlever et remplacer toute partie d'une couche dans laquelle il y a eu ségrégation des matériaux au cours de la mise en place.
- .3 Matériel de compactage
 - .1 Le matériel de compactage doit permettre d'obtenir des matériaux de la masse volumique requise dans le cadre des présents travaux.
- .4 Compactage
 - .1 Compacter jusqu'à au moins 90 % de la masse volumique sèche maximale corrigée.
 - .2 Profiler et cylindrer alternativement pour obtenir une fondation supérieure unie, égale et uniformément compactée.
 - .3 Ajouter, pendant le compactage, l'eau nécessaire à l'obtention de la masse volumique prescrite.
 - .4 Aux endroits où il est impossible d'utiliser le matériel de cylindrage, compacter les matériaux jusqu'à obtention de la masse volumique prescrite à l'aide de pilons mécaniques approuvés par le représentant de la CCN.
 - .5 Corriger les irrégularités de la surface en ameublissant le sol et en ajoutant ou en enlevant des matériaux, jusqu'à ce que le niveau de la surface soit dans les limites de tolérance prescrites.

3.2 TOLERANCES

- .1 L'écart admissible, en ce qui concerne le niveau en travers de la fondation supérieure, après compactage, est de 10 mm en plus ou en moins par rapport au niveau et au profil en travers prescrits; l'écart ne peut toutefois être uniforme, en plus ou en moins, sur toute la surface de la fondation supérieure.

3.3 PROTECTION

- .1 Maintenir la fondation supérieure finie dans un état conforme aux prescriptions de la présente section jusqu'au moment de la réalisation de la couche suivante ou de la réception des travaux par le Représentant de la CCN.

FIN DE SECTION

Partie 1 Généralités**1.1 EXIGENCES CONNEXES**

- .1 Section 01 74 11 – Nettoyage et enlèvement de rebuts
- .2 Section 31 05 17 – Matériaux granulaires
- .3 Section 32 11 23 – Couche de base granulaire.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 ASTM International
 - .1 ASTM C136-[06], Standard Test Method for Sieve Analysis of Fine and Coarse Aggregates.
 - .2 ASTM C117-[04], Standard Test Method for Material Finer Than 0.075 mm (No. 200) Sieve in Mineral Aggregates by Washing.
 - .3 ASTM D4318-[05], Standard Test Method for Liquid Limit, Plastic Limit and Plasticity Index of Soils.
 - .4 ASTM D698-[07e1], Standard Test Methods for Laboratory Compaction Characteristics of Soil Using Standard Effort (12,400 ft-lbf/ft³ (600 kN-m/m³)).
- .2 Office des normes générales du Canada (CGSB)
 - .1 CAN/CGSB-8.1-[88], Tamis de contrôle en toile métallique, non métrique.
 - .2 CAN/CGSB-8.2-[88], Tamis de contrôle en toile métallique, métrique.

1.3 CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 Coordonner les travaux de mise en œuvre des revêtements de sols extérieurs de manière à gêner le moins possible l'utilisation normale des lieux.

1.4 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.

1.5 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

- .1 Entreposer la poussière de pierre selon les directives du Représentant de la CCN.

Partie 2 Produits**2.1 MATÉRIAUX : EXIGENCES GÉNÉRALES**

- .1 Selon les prescriptions de la section 31 05 17 Matériaux granulaires' du présent devis.

2.2 MATÉRIAUX : EXIGENCES SPÉCIFIQUES

- .1 Mélange de poussière de pierre granitique : Poussière de granit 0-15mm de Bristol selon les prescriptions de tamisage du tableau suivant.

| Tamis (mm) | Pourcentage (%) |
|------------|-----------------|
| 20 | 100 |
| 5 | 35 - 100 |
| 0,160 | 4 - 25 |
| 0,080 | 0,0 - 10,0 |

Partie 3 Exécution**3.1 IMPLANTATION**

- .1 Informer le représentant de la CCN et obtenir son approbation à la fin de chaque étape, avant de procéder à l'étape suivante. Étapes :
 - .1 Implantation des lignes de centre
 - .2 Infrastructures
- .2 La ligne de centre des ouvrages devra être déterminée sur le site avec le représentant de la CCN afin de minimiser les impacts sur la végétation existante.

3.2 COUCHE DE FORME

- .1 S'assurer que la couche de forme est préparé selon les niveaux et le degré de compactage requis pour permettre la mise en place de la couche de fondation.

3.3 FONDATION

- .1 Réaliser une couche de fondation granulaire de l'épaisseur minimale indiquée, après compactage.
- .2 Mettre les matériaux granulaires en place en couches uniformes n'excédant pas 150 mm d'épaisseur après compactage.
 - .1 Compacter chaque couche jusqu'à 95 % de la masse volumique standard, conformément à la norme ASTM D698.

3.4 COUCHE DE REVÊTEMENT

- .1 Réaliser une couche de revêtement de poussière de pierre de l'épaisseur minimale indiquée, après compactage.
- .2 Mettre les matériaux granulaires en place en couches uniformes n'excédant pas 50 mm d'épaisseur après compactage.
 - .1 Compacter chaque couche jusqu'à 90 % de la masse volumique standard, conformément à la norme ASTM D698.

3.5 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE

- .1 L'inspection et les essais des revêtements de sol extérieurs en pierre de pierre seront effectués par le laboratoire d'essai désigné.
- .2 Les essais seront payés par le Représentant de la CCN.

3.6 NETTOYAGE

- .1 Nettoyage en cours de travaux : effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 – Nettoyage et enlèvement des rebuts.
 - .1 Laisser les lieux propres à la fin de chaque journée de travail.
- .2 Nettoyage final : une fois les travaux terminés, évacuer du chantier les matériaux/matériels en surplus, les déchets, les outils et l'équipement conformément à la section 01 74 11 – Nettoyage et enlèvement des rebuts.

3.7 MESURES DE PROTECTION

- .1 Prendre les mesures nécessaires pour ne pas endommager le boisé à l'extérieur des limites du sentier.
 - .1 Le cas échéant, réparer tout dommage selon les indications du Représentant de la CCN.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 Travaux connexes décrits dans d'autres sections;
- .1 Excavation, creusage de tranchées et remblayage Section 31 23 10
 - .2 Plantation Section 32 93 10
 - .3 Hydro-ensemencement et tapis anti-érosion Section 32 92 19
- 1.2 Contrôle de la qualité à la source
- .1 Obtenir l'approbation provisoire de l'Administrateur du contrat de la terre végétale importée au lieu d'origine.
 - .2 Analyser la terre végétale pour en établir la teneur en azote, phosphore, potassium (NPK); magnésium (Mg); sels solubles; matière organique; ainsi que pour en déterminer le pH avant la livraison au site.
 - .1 Soumettre au laboratoire d'essai un échantillon de 0,5 kg de terre végétale et indiquer clairement l'emploi prévu.
 - .2 Établir la quantité d'amendements à ajouter pour que le pH se situe entre 5.5 et 7.7.
 - .3 Soumettre à l'Administrateur du contrat deux exemplaires du rapport d'analyse du sol, ainsi que les amendements recommandés.
 - .4 L'analyse et les essais de la terre végétale doivent être effectués par un laboratoire désigné par l'Administrateur du contrat.
 - .5 La Commission de la capitale nationale assumera les frais des essais.
- 1.3 Calendrier des travaux
- .1 L'épandage de la terre végétale doit être fait en temps opportun pour permettre d'entreprendre immédiatement les travaux d'ensemencement et de plantation.

PARTIE 2 - PRODUITS

- 2.1 Matériaux
- .1 Terre végétale, mise en dépôt : voir la section 31 23 010
 - .2 Terre végétale importée:

Mélange de particules, de micro-organismes et de matières organiques constituant un milieu favorable à la croissance des plantes souhaitées. Terre meuble. La terre doit également être exempte de terre de sous-sol, de racines, de végétation, de débris, de matières toxiques et de pierres et doit avoir un taux d'acidité (pH) de 5.5 à 7.5 La terre végétale contenant du gazon ou des mauvaises herbes n'est pas acceptable.

 - pour aires ensemencées : 20 à 70 % de sable, d'au moins 7 % d'argile et de 5 à 10 % de matières organiques en poids
 - pour plantation : ni trop riche en argile, ne trop riche en sable, contenant un minimum de 10% de matière organique pour les loams sablonneux, jusqu'à un maximum de 25% par volume

Les mélanges suivants représentent des exemples de terreau pouvant être soumis pour approbation au Maître d'œuvre. Cette liste est suggestive et non limitative et ne représente pas une garantie d'acceptation. Toute équivalence peut être soumise pour approbation.

 - .1 Terreau ayant pour code 01-07 fourni par la compagnie Les Sols Champlain Inc.

- .2 Terreau Super Mélange (3275) fourni par la compagnie Matériaux paysagers Savaria ltée.
- .3 Matières organiques – Compost de vieilles feuilles (bien composté), ou équivalent approuvé par l'Administrateur du contrat.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- 3.1 Préparation de la surface existante
 - .1 Nivelier la surface, en combler les points bas, et lui donner une pente favorisant le bon écoulement des eaux. Enlever les pierres de plus que 50 mm en diamètre ainsi que les autres matières nuisibles. Enlever le sous-sol qui a été contaminé par l'huile, l'essence ou la chlorure de calcium. Évacuer les déblais selon les directives de l'Administrateur du contrat.
- 3.2 Réutilisation de la terre végétale existante
 - .1 À moins d'indication contraire, utiliser la terre végétale accumulée pour tous les travaux de rétablissement. Ne recourir à de la terre végétale importée que si l'on a épuisé toutes les sources existantes approuvées.
- 3.3 Épandage de la terre végétale
 - .1 Faire inspecter et approuver l'état de la couche de fondation par l'Administrateur du contrat avant de commencer à épandre la terre végétale.
 - .2 Aux endroits où l'on doit procéder à des travaux de gazonnement ou ensemencement, étendre la terre végétale sur la couche de fondation approuvée et non gelée, par couches uniformes et contenant suffisamment d'eau.
 - .3 Appliquer la terre végétale jusqu'au niveau final aux autres endroits.
 - 4. Épandre la terre végétale selon les plans, en couches de l'épaisseur minimale suivante après tassement :
 - 1. Couche de 50mm pour l'ensemencement
 - 2. Fosse de 300mm de profondeur pour plantations d'arbustes de petit calibre et les vignes de 1 gallon en pot.
 - 3. Fosse de 500mm de profondeur pour plantations d'arbustes de gros calibre.
 - .5 Enlever les pierres, le gazon, les racines, les débris de construction, les objets non-organiques et la matière étrangère de la terre végétale.
 - .6 Épandre manuellement la terre végétale autour des arbres, des arbustes, des équipements d'infrastructure en surface et des autres obstacles.
- 3.4 Matériaux d'amendement
 - .1 Lorsque nécessaire, incorporer des matières organiques selon les quantités déterminées à partir des résultats d'analyse des échantillons du sol.
 - .2 Faire pénétrer les matériaux d'amendement sur toute l'épaisseur de la couche de terre végétale.

3.5 Terrassement de finition

- .1 Nivelier et remuer la terre végétale selon les formes et niveaux indiqués aux plans ou sur le site, de façon à éliminer les aspérités et les points bas et à assurer le bon écoulement des eaux de surface. Réaliser une couche de terre franche en ameublissant le sol et en le ratissant.
- .2 Utiliser un rouleau de 50 kg et de largeur minimum de 900 mm pour raffermir la couche de terre végétale des surfaces.
- .3 Laisser les surfaces lisses, uniformes et bien fermes et résistantes aux empreintes de pieds, et de texture fine et meuble.

3.6 Matériaux de surplus

- .1 Évacuer le surplus de terre végétale non requise pour les travaux de nivellement final à l'extérieur du chantier.

FIN DE LA SECTION

Part 1 Généralités**1.1 SECTIONS CONNEXES**

- .1 Section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Section 01 74 11 – Nettoyage et enlèvement de rebuts.
- .3 Section 32 91 21 – Terre végétale et nivellement de finition.

1.2 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Fiches techniques
 - .1 Soumettre les fiches techniques requises conformément à la section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.
 - .2 Fournir les fiches techniques des produits ci-après.
 - .1 Semences.
 - .2 Fibre de bois
 - .3 Fixatif.

1.3 CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 Établir le calendrier de l'ensemencement hydraulique de manière que celui-ci coïncide avec les travaux de préparation des surfaces.
- .2 Les travaux d'ensemencement doivent être exécutés pendant les périodes suivantes :
 - .1 Du 15 avril au 15 juin;
 - .2 Du 15 août au 15 octobre.

1.4 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Trier et recycler les déchets conformément à la section 01 74 11 – Nettoyage et enlèvement de rebuts

Part 2 Produits**2.1 SEMENCES DE GRAMINÉES**

- .1 Le mélange de semences à utiliser sera constitué des mélanges suivants à utiliser à parts égales (50 % de l'un et de l'autre) et doit être approuvé par le Représentant du Parc de la Gatineau :
 - Mélange Indigo Mi-Ombre de la compagnie Indigo (www.horticulture-indigo.com) ou équivalent approuvé :

| | |
|------------------------------|--------|
| Ageratina altissima | 2,0 % |
| Desmodium canadense | 39,0 % |
| Thalictrum pubescens | 10,0 % |
| Anemone virginiana canadense | 6,0 % |
| Clematis virginiana | 11,0 % |
| Maianthemum racemosum | 1,0 % |
| Elymus hystrix | 31,0 % |
 - Mélange Indigo Stabilisation – Bande riveraine de la compagnie Indigo (www.horticulture-indigo.com) ou équivalent approuvé :

| | |
|----------------------------|--------|
| Andropogon gerardii | 10,0 % |
| Calamagrostis canadensis | 1,0 % |
| Carex lurida | 7,0 % |
| Carex scoparia | 2,0 % |
| Deschampsia caespitosa | 5,0 % |
| Dichanthelium clandestinum | 7,0 % |
| Elymus canadensis | 19,0 % |
| Festuca rubra | 14,0 % |
| Glyceria canadensis | 1,0 % |
| Juncus effusus | 5,0 % |
| Panicum virgatum | 9,0 % |
| Poa palustris | 7,0 % |
| Scirpus atrovirens | 6,0 % |
| Spartina pectinata | 7,0 % |

Taux d'ensemencement : 250 kg/ ha (25 grammes par m²)

- .2 Conformément aux exigences du Règlement sur les semences, les semences doivent être présentées sous emballage étiqueté individuellement, portant le nom du fournisseur.

2.2 EAU

- .1 Eau exempte d'impuretés qui pourraient empêcher la germination et la croissance des végétaux.
- .2 L'eau doit provenir d'une source approuvée par le Représentant de la CCN.

2.3 FIBRE DE BOIS

- .1 Pulpe fibreuse mélangée ou non avec d'autres produits organiques. Lorsqu'elle est appliquée sur le sol, elle doit former une couche clairesemée ou un treillis qui laisse pénétrer l'eau et la lumière tout en maintenant le sol en place. Sa masse est calculée à l'état sec. Taux d'étalement de 1800 kg/ha sur un sol préparé et ce taux devra dans le cas de sols non pourvus de terre végétale de finition, être augmenté à 2 500 kg/ha.

2.4 FIXATIF

- .1 Émulsion de gomme de guar diluée dans l'eau selon les indications données par le fabricant. Ce produit doit être dilué suffisamment pour être vaporisé facilement de manière à former une mince pellicule au sol. Le taux d'étalement est fonction de taux d'inclinaison de la pente : voir les indications du fabricant à cet effet. Utiliser le produit J3000 de la compagnie Rantec (www.ranteccorp.com) ou équivalent approuvé.

2.5 TAPIS ANTI-ÉROSION ET PIQUET D'ANCRAGE

- .1 Tapis anti-érosion Type 1 : Tapis biodégradable de coir, dont la densité doit au moins correspondre à COIR900, tel que fabriqué par Multi-formes Inc. ou équivalent approuvé.
- .2 Tapis anti-érosion Type 2 : Tapis biodégradable composé de fibre de noix de coco à 30% et de paille à 70% fixée entre 2 filets de fibre naturelle biodégradable de type SC150BN tel que fabriqué par "North American Green" ou équivalent approuvé.
- .3 Incluant piquet d'ancrage en bois biodégradable de type « ecostakes » d'au moins 300mm de longueur, fabriqué par « North American Green » ou équivalent approuvé (www.nagreen.com/erosion-control-products/fasteners.php). Il est interdit d'utiliser des agrafes ou piquets en métal ou en plastique.

Part 3 Exécution**3.1 QUALITÉ D'EXÉCUTION DES TRAVAUX**

- .1 Ne pas exécuter les travaux lorsque les conditions sont défavorables, par exemple lorsque la vitesse du vent dépasse 10 km/h, ou lorsque le sol est gelé ou couvert de neige, de glace ou d'eau stagnante.
- .2 Une attention particulière devra être portée en bordure des cours d'eau afin d'éviter que des semences soient dispersées sur ces endroits.
- .3 Ne pas pulvériser de produit sur les ouvrages, les panneaux de signalisation, les glissières de sécurité, les clôtures, les végétaux, les installations d'utilités et les autres surfaces ne devant pas être traitées.
- .4 Enlever immédiatement le produit pulvérisé sur les ouvrages et les surfaces qui ne doivent pas être traités, à la satisfaction du Représentant de la CCN.
- .5 Empêcher toute circulation sur les surfaces ensemencées, jusqu'à ce que la végétation soit établie.

3.2 PRÉPARATION DU LIT DE SEMENCE

- .1 S'assurer que tous débris aient été enlevés de la surface à ensemenecer. Informer le Représentant de la CCN de tout écart par rapport aux dessins et attendre les instructions de ce dernier avant d'entreprendre les travaux.
- .2 Effectuer le nivellement de finition des surfaces de façon à produire une pente uniforme, exempte de creux et d'aspérités, selon les courbes du terrain naturel adjacent, favorisant le drainage naturel des surfaces.
- .3 Retirer et éliminer les mauvaises herbes, les débris, le gravier, et les roches de plus de 50mm. Enlever le sol qui a été contaminé par l'huile, l'essence ou la chlorure de calcium et évacuer les déblais selon les directives de l'Administrateur du contrat.
- .4 Les travaux d'ensemencement doivent comprendre la fourniture et la mise en place de 50m de terre végétale. La surface du sol à être ensemencée doit être préparée au plus tard une journée de calendrier avant l'ensemencement pour éviter tout problème de ruissellement.

3.3 HYDROENSEMENCEMENT

- .1 L'ensemencement hydraulique se fait pour les surfaces indiquées aux plans avec la fibre de bois, le fixatif, l'eau et les mélanges de semences. Utiliser la quantité de fixatif nécessaire recommandé par le fournisseur en fonction de la pente du terrain à ensemenecer. L'application se fait d'une seule opération.
- .2 Utiliser un semoir hydraulique approprié ainsi qu'un équipement à paillage calibré.
- .3 Remettre à l'Administrateur du Contrat, dix (10) jours avant d'entreprendre les travaux de projection du mélange, le calcul des quantités de matériaux devant servir au recouvrement des surfaces et préciser quand et à quel endroit se fait l'incorporation des semis dans le processus.
- .4 Le mélange d'ensemencement hydraulique doit être projeté uniformément sur la surface ameublie, de façon à bien adhérer à la surface à recouvrir.

- .5 Épandre le mélange d'ensemencement à raison du taux d'ensemencement indiqué par le fournisseur, à moins d'indications contraires.
- .6 Semer par temps calme, vents d'une vitesse inférieure à 10 km/heure.
- .7 La projection du mélange doit être effectuée de façon à ne pas circuler sur les surfaces traitées.

3.4 MISE EN PLACE DU TAPIS ANTI-ÉROSION

- .1 Installer le tapis anti-érosion par-dessus la surface hydro-ensemencé aux endroits indiqués aux plans. Découper autour de la végétation existante et tout autre obstacle. Utiliser des piquets d'ancrage pour stabiliser l'ouverture.
- .2 Mettre en place le tapis de contrôle d'érosion en une bande continue, parallèlement à la rive du lac, en commençant au pied de la pente. Les rangs suivants doivent se rendre jusqu'à la limite supérieure du talus.
- .3 Attendre que l'hydro-ensemencement des berges soit sec et bien fixé avant d'installer le tapis de contrôle d'érosion.
- .4 Le tapis devra être enfoui de 300 mm minimum à la limite inférieure et supérieure du talus de manière à créer une clef d'ancrage tel que recommandé par le fabricant et suivant les directives du Représentant de la CCN.
- .5 Faire chevaucher chaque bande de tapis sur la bande adjacente, sur une largeur de 125mm minimum et être maintenus par des piquets posés à travers le tapis à la verticale et enfoncés complètement dans le sol. Les épaisseurs de chevauchement devront aller d'en haut en bas, l'épaisseur du haut recouvrant l'épaisseur sous-jacente qui est plus basse et ce, jusqu'en bas.
- .6 Le tapis sera fixé solidement au sol à l'aide de piquets placés en quinconce, à un ratio de 2 piquets par mètre carré pour les pentes de 1(V) dans 2(H) et de 1,35 piquets par mètre carré pour les pentes de 1(V) dans 3(H) et moins, tel que spécifié par le fabricant.
- .7 Il faut enfoncer six piquets en travers de l'extrémité haut du rouleau en haut de la pente. Les piquets intérieurs doivent être décalés par rapport à ceux du bord.

3.5 ENTRETIEN DURANT LA PÉRIODE D'ÉTABLISSEMENT

- .1 Exécuter les travaux ci-après à partir de la date d'ensemencement jusqu'à la date de réception des travaux par le Représentant de la CCN.
 - .1 Arroser les zones ensemencées de manière à maintenir le niveau d'humidité optimal requis pour assurer la germination et la croissance continue du gazon. Régler le débit d'arrosage de manière que le sol ne soit pas emporté par l'eau.
 - .2 Réparer et ensemercer de nouveau les surfaces de gazon mort où les surfaces sont totalement dénudées, de façon à faciliter l'établissement de la végétation, à la satisfaction du Représentant de la CCN.
 - .3 Contrôler les mauvaises herbes par des moyens mécaniques.

3.6 RÉCEPTION DÉFINITIVE DES TRAVAUX

- .1 Les zones ensemencées seront acceptées par le Représentant de la CCN si la végétation est établie de façon uniforme et les surfaces sont exemptes d'aires érodées

(notamment suite à des pluies de plus de 20mm par jour) ou dénudées, de zones de gazon mort, d'ornières et de mauvaises herbes.

- .2 Les zonesensemencées à l'automne 2014 seront acceptées le printemps suivant, un mois après le début de la période de croissance, si les conditions d'acceptation sont remplies.
- .3 Les aires jugées inacceptables devront être réensemencées jusqu'à ce qu'elles soient approuvées.

3.7

NETTOYAGE

- .1 Une fois les travaux terminés, évacuer les matériaux en surplus du chantier, les matériaux de rebut, les outils et les barrières de sécurité.

FIN DE LA SECTION

Part 1 Généralités**1.1 SOMMAIRE**

- .1 Contenu de la section
 - .1 Matériaux, matériels et produits associés à la plantation de végétaux, et méthodes de plantation, de paillage et d'entretien connexes.
- .2 Sections connexes
 - .1 Section 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre.
 - .2 Section 01 35 30 – Santé et sécurité.
 - .3 Section 01 74 11 – Nettoyage et enlèvement de rebuts.
 - .4 Section 31 23 10 – Excavation, creusage de tranchée et remblayage
 - .5 Section 32 91 21 – Terre végétale et nivellement de finition.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC).
 - .1 Zones de rusticité pour les plantes au Canada-2000.
- .2 Canadian Nursery Landscape Association (CNLA) (Association canadienne des pépiniéristes et des paysagistes - ACPP).
 - .1 Canadian Standards for Nursery Stock-2001.
- .3 Ministère de la Justice Canada (Jus).
 - .1 Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE), 1999, ch. 33.
 - .2 Loi sur le transport des marchandises dangereuses (LTMD), 1992, ch. 34.
- .4 Santé Canada/Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
 - .1 Fiches signalétiques (FS).
- .5 Bureau de normalisation du Québec (BNQ).
 - .1 NQ 0605-100 « Aménagement paysager à l'aide de végétaux ».

1.3 DÉFINITIONS

- .1 Mycorhize : association symbiotique d'un champignon avec les racines d'une plante. Cette association symbiotique favorise l'établissement des plantes dans des sols récemment importés et aménagés.

1.4 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Soumettre des fiches techniques pour les produits suivants :
 - .1 Amendement naturel;
 - .2 mycorhizes;

- .3 paillis.
- .3 Soumettre des échantillons pour les produits suivants :
 - .1 paillis;
 - .2 mycorhizes.

1.5 ASSURANCE DE LA QUALITÉ

- .1 Santé et sécurité
 - .1 Prendre les mesures nécessaires en matière de santé et de sécurité en construction conformément à la section 01 35 30 - Santé et sécurité.

1.6 ENTREPOSAGE ET PROTECTION

- .1 Lors de la livraison, protéger les végétaux contre le gel, la chaleur excessive, le vent et le soleil.
- .2 Protéger et entreposer immédiatement les végétaux qui ne seront pas installés dans un délai d'une (1) heure après leur arrivée au chantier, en les plaçant à l'endroit approuvé à cette fin par le Représentant de la CCN.
- .3 Protéger les végétaux contre tout dommage pendant leur transport.
 - .1 Lorsque la distance à parcourir est inférieure à 30 km et que le camion circule à moins de 80 km/h, placer des bâches autour des végétaux ou au-dessus de la caisse du camion.
 - .2 Lorsque la distance à parcourir est supérieure à 30 km ou que le camion circule à plus de 80 km/h, utiliser un camion fermé, si possible.
 - .3 Lorsqu'il n'est pas possible, en raison de la taille et du poids des végétaux, d'utiliser un camion fermé, protéger le feuillage et les mottes au moyen d'agents anti-desséchants et de bâches.
- .4 Protéger les végétaux entreposés contre le gel, le vent et le soleil, en prenant les mesures suivantes.
 - .1 Dans le cas des végétaux en produits en contenant, maintenir un niveau d'humidité adéquat dans les conteneurs. Mettre en jauge les végétaux livrés dans des conteneurs de fibres.
 - .2 Dans le cas des végétaux « à racines nues », maintenir l'humidité autour des racines en mettant les végétaux en jauge et en arrosant toute la profondeur de la rhizosphère.
- .5 Gestion et élimination des déchets
 - .1 Trier les déchets en vue de leur réutilisation/réemploi ou de leur recyclage conformément à la section 01 74 11 – Nettoyage et enlèvement de rebuts.
 - .2 Évacuer du chantier, tous les matériaux d'emballage et les acheminer vers des installations appropriées de recyclage.
 - .3 Placer tous les matériaux d'emballage en papier, plastique et carton ondulé dans des bennes appropriées aux fins de recyclage, conformément au plan de gestion des déchets (PGD).
 - .4 Trier les déchets d'acier, de métal et de plastique en vue de leur réutilisation/réemploi ou de leur recyclage, conformément au plan de gestion des déchets.
 - .5 Placer dans des contenants désignés, les substances qui correspondent à la définition de déchets toxiques ou dangereux.

- .6 Manipuler et éliminer les matières dangereuses conformément à la LCPE ainsi qu'à la réglementation régionale et municipale.
- .7 Acheminer les éléments métalliques inutilisés vers une installation de recyclage du métal autorisée par le Représentant de la CCN.
- .8 Plier les feuillards métalliques de cerclage, les aplatir et les placer à l'endroit désigné en vue de leur recyclage.
- .9 Acheminer les contenants de plastique pour plantes inutilisés vers une installation de recyclage du plastique autorisée par le Représentant de la CCN.
- .10 Acheminer l'engrais inutilisé vers un site agréé de collecte des matières dangereuses autorisé par le Représentant de la CCN
- .11 Acheminer le produit anti-desséchant inutilisé vers un site agréé de collecte des matières dangereuses autorisé par le Représentant de la CCN.
- .12 Acheminer le bois et le paillis inutilisés vers une installation de recyclage ou de compostage autorisée par le Représentant de la CCN.

1.7 CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 Soumettre le calendrier des travaux au Représentant de la CCN aux fins d'approbation dans quinze (15) jours ouvrables suivant l'octroi du contrat.
- .2 Le calendrier des travaux doit indiquer les renseignements suivants :
 - .1 le type et le nombre de végétaux;
 - .2 les dates de livraison;
 - .3 les dates d'arrivée au chantier;
 - .4 les dates de plantation.
- .3 Saison de plantation:
 - .1 Les plants seront mis en terre entre le 15 mai et le 15 juin ou entre le 15 août et le 1^{er} octobre, à moins d'avoir obtenu une approbation autre, du Représentant de la CCN.

1.8 GARANTIE

- .1 Pour les végétaux figurant sur la liste des végétaux, la période de garantie est de 12 mois tel que spécifiée au paragraphe 30 de la Section 01 10 00 Prescriptions générales.
- .2 Tout le matériel végétal sera garanti pour une période d'un (1) an à compter de la date d'achèvement substantiel.
- .3 La garantie portera sur tous les défauts de la qualité d'exécution des travaux.
- .4 Prolonger la garantie sur le matériel végétal de remplacement pour la même période que la garantie originale.

Part 2 Produits

2.1 VÉGÉTAUX

- .1 Type de préparation des racines, dimensions, catégorie et qualité : conformes aux Canadian Standards for Nursery Stock.

- .1 Les végétaux doivent appartenir à des espèces convenant à la zone de rusticité des terrains où ils doivent être plantés.
- .2 Les végétaux doivent appartenir à des espèces convenant à l'emplacement où ils sont destinés.
- .2 Végétaux : exempts de maladies, d'insectes, de défauts ou de meurtrissures, présentant une structure saine et un système racinaire fasciculé, robuste.

2.2 FAGOTS

- .1 Fagots des branches vivantes de saules (*Salix discolor*) 200 à 300 mm de diamètre, environ 1,6 m de longueur comportent environ 20 à 25 branches vivantes de 15 « 1 30 mm de diamètre.
- .2 Les branches doivent être vigoureuses et saines, exemptes de maladie. Les branches peuvent être conservées intactes pendant cinq (5) jours maximum avant leur plantation à condition d'avoir été entreposées au frais, et bien arrosées.
- .3 L'entrepreneur doit se procurer les branches chez un fournisseur spécialisé.
- .4 Un sécateur bien affûté, exempt de rouille et d'huile doit être utilisé pour tailler les végétaux sélectionnés. On doit stériliser la lame du sécateur avec un trempage dans l'alcool méthylique afin d'éviter la propagation de maladie. La stérilisation doit être effectuée pour chaque site de travaux.
- .5 Les branches devront être arrosées régulièrement pendant toute la période du chantier pour éviter qu'ils ne se dessèchent. Avant leur plantation, elles devront être mises en réserve à l'abri du soleil et des vents.
- .6 Le transport des branches doit s'effectuer dans un camion couvert afin de les protéger du dessèchement.

2.3 PIQUETS D'ANCRAGE

- .1 Fagots : Piquets de bois 50 x 50 mm minimum, environ 600mm de longueur.
- .2 Barrière de protection temporaire (Natureauberme) : Piquets de bois 50 x 50 mm minimum, environ 600mm de longueur.

2.4 CLÔTURE TEMPORAIRE

- .1 Les clôtures temporaires doivent être de type clôture à neige, noire ou vert foncé, avoir 1,2m de hauteur, être attachées avec des fils d'acier sur des poteaux d'acier en T installés aux 2,4m centre à centre.

2.5 BARIÈRE DE PROTECTION TEMPORAIRE

- .1 Boudin de jute de 250 mm de diamètre, biodégradable dans un délai de 1 à 2 ans, de type Natureauberme, de la compagnie Savaria ou équivalent approuvé.
- .2 Rempli de bois raméal fragmenté (BRF), comprimé à 10%, matière organique fraîche ou partiellement décomposée provenant de branches d'élagage de moins de 70mm déchiquetées, 100% intrants recyclés, proportion de feuillus : 90% minimum, pH 6,5 à 7,5.

2.6 EAU

- .1 Eau exempte d'impuretés qui pourraient nuire à la croissance des végétaux.

2.7 PAILLIS

- .1 Paillis naturel de copeaux de cèdre (échantillon à fournir pour approbation par le Représentant de la CCN).
- .2 Utiliser uniquement lorsqu'un tapis anti-érosion n'est pas demandé.

2.8 TAPIS ANTI-ÉROSION

- .1 Conformer à la Section 32 92 19 Hydro-ensemencement et tapis anti-érosion.

2.9 AMENDEMENT NATUREL

- .1 Champignons mycorhiziens : Utiliser un engrais granulaire naturel composé de champignons de type Endomycorrhizae fabriqué par Premier Tech (www.usemyke.com/mycorise/index.htm) et commercialisé sous le nom de « Myke » ou équivalent approuvé.

2.10 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ À LA SOURCE

- .1 Avant d'entreprendre la plantation, soumettre les végétaux au Représentant de la CCN aux fins d'examen.
 - .1 Tout le matériel doit être approuvé à la source et à la livraison sur le site ;
 - .2 Les demandes de substitution doivent être présentées avec preuve de recherche extensive de la part de l'Entrepreneur ;
 - .3 Toutes les substitutions doivent être approuvées par le Représentant de la CCN.
- .2 Les végétaux importés doivent être accompagnés des permis et des licences d'importation nécessaires. Se conformer à la réglementation fédérale, provinciale ou territoriale.

Part 3 Exécution**3.1 TRAVAUX PRÉPARATOIRES**

- .1 Prendre les mesures nécessaires en matière de santé et de sécurité en construction conformément à la section 01 35 30 - Santé et sécurité.
- .2 S'assurer que les végétaux sont acceptés pour le Représentant de la CCN
- .3 Couper les racines et les branches endommagées.

3.2 PLANTATION

- .1 Préparer les zones de plantation conformément à la section 32 91 21 - Terre végétale et nivellement de finition. Appliquer l'engrais granulaire naturel à base de mycorizes au mélange de terreau de la fosse de plantation durant la plantation selon les recommandations du fournisseur.
- .2 Pour les végétaux en conteneur ou dont la motte est enveloppée avec un matériau non dégradé, enlever complètement le conteneur ou l'enveloppe sans endommager la motte.

- .3 Planter les végétaux verticalement aux endroits indiqués, en les orientant de manière qu'ils produisent le meilleur effet possible, compte tenu des ouvrages avoisinants comme les bâtiments, les routes et les trottoirs.
- .4 Remblayer en couches de 150 mm et tasser chaque couche afin d'éliminer les poches d'air. Lorsque la fosse est remplie aux deux tiers, combler l'espace qui reste avec de l'eau. Une fois que l'eau a pénétré dans le sol, remblayer jusqu'au niveau définitif.
- .5 Former une cuvette d'arrosage, selon les indications.
- .6 Bien arroser les végétaux.
- .7 Après le tassement du sol, remblayer jusqu'au niveau définitif.
- .8 Évacuer du chantier les toiles de jute, les fils métalliques et les conteneurs.

3.3 MISE EN PLACE DE FAGOTS

- .1 Préparer les zones de plantation conformément à la section 32 91 21 - Terre végétale et nivellement de finition, et mettre en place le terreau.
- .2 Installer les fagots parallèlement à la rive, le long de la limite de l'eau existante lors des travaux.
- .3 Fixer les fagots solidement à l'aide de piquets d'ancrage croisés à tous les 600 mm de distance.

3.4 MISE EN PLACE DE CLÔTURE TEMPORAIRE

- .1 Mettre en place la clôture temporaire aux endroits indiqués de sorte à protéger la plantation et l'ensemencement nouvellement installé pendant la période de garantie.
- .2 Enfoncer les profilés en 'T' solidement dans le sol et s'assurer que ceux-ci maintiennent bien la clôture de façon tendue et vertical.
- .3 L'installation des enseignes sur la clôture est la responsabilité de la CCN.
- .4 Enlever la clôture à la fin de la période de garantie.

3.5 MISE EN PLACE DE LA BARRIÈRE DE PROTECTION TEMPORAIRE

- .1 Mettre en place le boudin Natureauberme aux endroits indiqués aux plans.
- .2 Installer des piquets de bois à tous les 600mm derrière le boudin de sorte à maintenir celui-ci en place en haut de la pente.

3.6 PAILLAGE (paillis)

- .1 Avant d'épandre le paillis, ajouter de la terre, au besoin, pour compenser le tassement du sol.
- .2 Épandre 50 mm de paillis sur un diamètre d'au moins 300 mm autour des végétaux qui ne sont pas plantés dans les zones revêtues de tapis anti-érosion, selon les indications.

3.7 MISE EN PLACE DU TAPIS ANTI-ÉROSION

- .1 Conformer à la Section 32 92 19 Hydro-ensemencement et tapis anti-érosion.

- .2 Découper un « X » de 300 mm x 300 mm au maximum dans le tapis anti-érosion afin de pouvoir remettre les plantes en terre.
- .3 Les découpures dans le tapis doivent être pratiquées à l'aide d'un couteau propre et bien affûté.
- .4 Creuser le sol et accumuler la terre sur le tapis près de la tranchée
- .5 Planter selon les indications, remettre la terre creusée dans la tranchée autour des racines et remettre en place le tapis anti-érosion en le repliant en quatre rabats triangulaires le plus près possible de la position d'origine. S'assurer que la terre entre bien dans les trous du tapis et ne demeure pas à sa surface.

3.8 ENTRETIEN PENDANT LA PÉRIODE D'ÉTABLISSEMENT

- .1 Exécuter les travaux d'entretien ci-après à partir de la plantation jusqu'au moment de la réception des travaux par le Représentant de la CCN.
 - .1 Arroser le sol afin de maintenir un niveau d'humidité propre à garantir l'établissement, la croissance et la santé des végétaux, sans causer d'érosion.
 - .2 Enlever les mauvaises herbes une (1) fois par mois.
 - .3 Replacer le paillis qui a été dérangé et en ajouter au besoin.
 - .4 Aux endroits non recouverts de paillis, travailler le sol au besoin, de manière à garder la couche supérieure friable.
 - .5 S'il est nécessaire de lutter contre les insectes, les champignons et les maladies, recourir aux méthodes de lutte appropriées en respectant les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en la matière. Avant de les appliquer, soumettre les produits au Représentant de la CCN aux fins d'examen.
 - .6 Couper les branches mortes ou cassées.
 - .7 Enlever et remplacer les végétaux morts ou malades en procédant de la façon prescrite pour les premières plantations.

3.9 ENTRETIEN PENDANT LA PÉRIODE DE GARANTIE

- .1 Exécuter les travaux d'entretien suivants à partir du moment de la réception des travaux par le Représentant de la CCN jusqu'à la fin de la période de garantie.
 - .1 Arroser le sol afin de maintenir un niveau d'humidité propre à garantir la croissance et la santé optimales des végétaux, sans causer d'érosion.
 - .2 Refaçonner les cuvettes d'arrosage endommagées.
 - .3 Enlever les mauvaises herbes au printemps, à l'été et à l'automne.
 - .4 Replacer le paillis qui a été dérangé et en ajouter au besoin.
 - .5 Aux endroits non recouverts de paillis, travailler le sol afin de garder la couche supérieure friable.
 - .6 S'il est nécessaire de lutter contre les insectes, les champignons et les maladies, recourir aux méthodes de lutte appropriées en respectant les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en la matière. Avant de les appliquer, soumettre les produits au Représentant de la CCN aux fins d'examen.
 - .7 Épandre de l'engrais tôt au printemps selon les résultats de l'analyse du sol.
 - .8 Couper les branches mortes, cassées ou qui constituent un danger.
 - .9 À la fin de la période de garantie, niveler les cuvettes d'arrosage.
 - .10 Enlever et remplacer les végétaux morts ou malades en procédant de la façon prescrite pour les premières plantations.
 - .11 Soumettre au Représentant de la CCN, un rapport écrit contenant les renseignements suivants :

- .1 Les travaux d'entretien exécutés;
 - .2 Le développement et l'état des végétaux;
 - .3 Les mesures préventives ou correctrices nécessaires qui ne relèvent pas de l'Entrepreneur.
- .13 Une inspection aux fins de garantie sera effectuée deux (2) fois durant la période de garantie, au printemps et à l'automne, aux moments indiqués par le Représentant de la CCN.

FIN DE LA SECTION